JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE: FRANCE ET OUTREMER: 22 F; ETRANGER: 40 F
(Compte chèque postal 9063 13 Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958 2^e Législature

1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1963-1964

COMPTE RENDU INTÉGRAL -- 58^e SEANCE

Séance du Jeudi 21 Novembre 1963.

SOMMAIRE

1. — Fixation de l'ordre du jour (p. 7364).
2. — Modalités d'accomplissement des obligations militaires. — Transmission du texte proposé par la commission mixte paritaire (p. 7364).
3. — Modalités d'accomplissement des obligations militaires. — Discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 7364).
M. Moynet, rapporteur.
Discussion générale: MM. Zimmermann, Guyot.
Rappel au règlement: MM. Coste-Floret, le président.
MM. le rapporteur; Messmer, ministre des armées.
Clôture de la discussion.
Suspension et reprise de la séance.
Article unique.
Explications de vote: MM. Capitant, Chandernagor, Coste-Floret, le rapporteur.
Rejet, au scrutin, de l'article unique.

4. — Recherches spatiales. — Discussion d'un projet de loi (p. 7368).
MM. Dupérier, rapporteur de la commission de la production et des échanges; Radius, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères.
Discussion générale: MM. de Montesquiou, Palewski, ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales. — Clôture.
Article unique. — Adoption.
5. — Recherches astronomiques dans l'hémisphère austral. — Discussion d'un projet de loi (p. 7373).
MM. Radius, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Palewski, ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales.
Article unique. — Adoption.
6. — Dépôt d'un projet de loi (p. 7374).
7. — Dépôt d'une proposition de loi constitutionnelle (p. 7374).
8. — Dépôt de propositions de loi (p. 7374).
9. — Ordre du jour (p. 7375).

PRESIDENCE DE M. JEAN CHAMANT,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée nationale tiendra jusqu'au vendredi 29 novembre inclus :

I. — Ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement :

Cet après-midi :

Examen du texte de la commission mixte paritaire sur les modalités du service militaire ;

Projet de loi portant ratification de deux conventions spatiales européennes ;

Projet de loi portant ratification d'une convention sur les recherches astronomiques ;

Mardi 26 novembre, après-midi et soir ;

Mercredi 27, après-midi et soir :

Communication avec débat sur l'aménagement du territoire, ce débat devant être poursuivi jusqu'à son terme ;

Jeudi 28, après-midi, et éventuellement soir :

Projet sur le fonds national de l'emploi ;

II. — Questions orales inscrites par la conférence des présidents :

Vendredi 22, après-midi :

— sept questions orales sans débat de MM. Séramy, Rossi (deux questions), Bettencourt, Lolive, Dupuy (deux questions) ;

Vendredi 29, après-midi :

— dix questions orales sans débat de MM. de Lipkowski, Balanger, Gilbert Faure, Rabourdin, Christian Bonnet, Fanton, Delorme, Catroux, Mer, André Rey.

Le texte de ces questions sera publié en annexe au compte rendu intégral de la présente séance.

En accord avec MM. les présidents des groupes, le président de l'Assemblée nationale a organisé comme suit le débat sur l'aménagement du territoire :

La durée globale du débat est fixée à quatorze heures trente, dont treize heures pour les groupes ;

Les séances de mardi et mercredi soir seront prolongées jusqu'à une heure du matin, étant entendu que le débat sera achevé mercredi ;

Le délai limite d'inscription dans le débat est fixé à cet après-midi, dix-huit heures ;

La répartition du temps de parole et l'ordre d'intervention des orateurs seront affichés et communiqués aux présidents des groupes.

— 2 —

**MODALITES D'ACCOMPLISSEMENT
DES OBLIGATIONS MILITAIRES**

Transmission du texte

proposé par la commission mixte paritaire.

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

« Paris, le 21 novembre 1963,

« Monsieur le président,

« Conformément aux dispositions de l'article 45, alinéa 3, de la Constitution, j'ai l'honneur de vous transmettre pour être soumis à l'Assemblée nationale le texte proposé par la commission mixte paritaire sur les dispositions du projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement.

« Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le Premier ministre,
« Signé : G. POMPIDOU. »

— 3 —

**MODALITES D'ACCOMPLISSEMENT
DES OBLIGATIONS MILITAIRES**

**Discussion des conclusions du rapport
de la commission mixte paritaire.**

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement (n° 659).

La parole est à M. Moynet, rapporteur de la commission mixte paritaire. (Applaudissements sur certains bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. André Moynet, rapporteur. Mesdames, messieurs, le 24 juillet 1963, était soumis à l'Assemblée nationale le rapport, présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées — que j'ai l'honneur de présider — sur le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement, autrement dit sur le cas posé par la centaine de jeunes gens qui refusent d'accomplir leur service militaire et qu'on appelle communément les « objecteurs de conscience ».

La commission, en me demandant de présenter le rapport, m'avait chargé de vous faire part de ses craintes. De quelle nature étaient-elles ?

En premier lieu, dans l'ordre d'urgence de nos tâches, nous pensions que la priorité absolue devait être accordée aux problèmes moraux et humains posés à nos armées et en particulier à leurs cadres.

En deuxième lieu, nous estimions qu'il nous restait encore beaucoup à faire pour compléter la législation en faveur de tous ceux qui ont souffert durant les vingt années de guerre que la France n'a cessé de mener depuis 1939 : prisonniers, invalides, veuves, orphelins, qui ont eu à supporter les horreurs d'une guerre qu'ils ne souhaitaient pas, dans des conditions beaucoup plus difficiles que l'accomplissement en temps de paix du service militaire et qui étaient, pour la plupart, aussi pacifistes que les objecteurs de conscience.

En troisième lieu, nous pensions qu'il convenait de résoudre le cas de ceux qui, dans le cadre de l'objection de conscience, sont devenus des égarés et qui, aujourd'hui en prison, attendent la mansuétude de la nation après lui avoir tellement donné.

En bref, nous estimions que, dans l'ordre d'urgence de nos travaux, il importait de donner la priorité aux problèmes concernant les milliers d'êtres qui ont payé leur tribut à la défense nationale avant de se pencher sur le cas d'une centaine d'objecteurs dont nous attendons encore la preuve qu'ils méritent les avantages que leur procure la société dont ils font partie. (Applaudissements sur plusieurs bancs.)

Personnellement, je ne nie pas pour autant le problème de l'objection de conscience ; je précise simplement la place que l'Assemblée nationale doit lui réserver dans ses travaux.

De plus, la commission de la défense nationale répugnait à traiter isolément de l'objection de conscience alors que le Gouvernement avait annoncé à l'Assemblée qu'elle aurait à débattre prochainement d'une profonde réforme du service militaire.

La commission craignait qu'une telle procédure porte atteinte au prestige du pouvoir législatif et spécialement à celui de l'Assemblée nationale car il ne sortirait fatalement d'une discussion particulière sur un texte mal préparé qu'une mauvaise loi qui n'honorerait ni nos débats ni le pouvoir législatif.

Le résultat, mes chers collègues, ne s'est pas fait attendre. Vous permettrez à l'un des plus anciens membres de cette Assemblée de remarquer que le texte issu de la première lecture a été voté par ses détracteurs et grâce à l'abstention de ses partisans, ce qui n'est pas, vous en conviendrez, la meilleure méthode pour élaborer une loi aussi importante.

Le 26 juillet, le Sénat repousait le projet à la majorité que vous connaissez. Le 15 octobre, en deuxième lecture, notre Assemblée ratifiait son vote précédent, à main levée, dans des conditions présentes à toutes les mémoires. Le 6 novembre, le Sénat rejetait de nouveau le texte.

J'ai eu l'honneur de présider la commission mixte paritaire du Sénat et de l'Assemblée nationale qui s'est réunie le 19 novembre 1963. Sa mission, définie par la Constitution, consistait soit à dresser un constat de carence — c'est-à-dire à enregistrer le désaccord entre les sénateurs et les députés — soit à suggérer une nouvelle disposition à substituer au projet controversé.

Trois votes dont le résultat a été identique sont intervenus.

M. Schleiter ayant proposé de substituer au texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture un article unique prévoyant que la situation des objecteurs de conscience ne pourra être définie que dans le cadre de la prochaine loi relative aux obligations militaires, la prise en considération de cet article a été adoptée par 9 voix contre 4 et 1 abstention.

Plusieurs commissaires estimant alors qu'un tel article aurait le caractère d'une motion ou d'une résolution et ayant contesté sa recevabilité, la commission, consultée sur ce point, à la demande de M. Hubert Germain, s'est prononcée par 9 voix contre 4 et 1 abstention en faveur de la recevabilité.

Enfin, la commission mixte paritaire a adopté à la même majorité, dans la rédaction proposée par M. Cazenave, l'article unique suivant :

« Au regard des obligations imposées par la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée et par l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 modifiée, portant organisation générale de la défense, la situation des jeunes gens qui, avant leur incorporation, se déclarent, en raison de leurs convictions religieuses ou philosophiques, opposés en toutes circonstances à l'usage personnel des armes ne pourra être définie que dans le cadre de la loi sur le recrutement qui doit être présentée par le Gouvernement lors d'une prochaine session. »

Dois-je vous rappeler, mes chers collègues, que les dispositions prises par la commission mixte paritaire ne font que confirmer le point de vue que la commission de la défense nationale vous avait primitivement demandé de suivre dans son rapport.

Dès lors, compte tenu de ce que je viens d'indiquer sur le fond et sur la forme, je vous demande, au nom de la commission de la défense nationale et au nom de la commission mixte paritaire, de voter, par scrutin public, le texte sur lequel nous nous sommes mis d'accord, ainsi que la Constitution nous le demandait, et de marquer ainsi définitivement, quelle que soit l'urgence des situations difficiles auxquelles notre rôle législatif doit faire face, que nous n'entendons pas accorder, ni un cadre spécial, ni une priorité particulière à l'un ou l'autre de ces cas, en raison notamment du faible nombre des objecteurs de conscience.

Mais je vous demande de le faire pour une autre raison, à mon sens beaucoup plus importante. Il y a quelques jours, à l'occasion du débat sur le budget des crédits militaires, deux de nos collègues se sont adressés aux conseils généraux pour leur indiquer qu'à leur avis le Parlement n'était plus en mesure de légiférer selon son vœu.

M. Pierre Merquand-Gairard. Ils ne sont pas là !

M. le rapporteur. Je veux croire que c'était une erreur de leur part, mais encore faut-il le prouver et pour cela il faut que le Parlement suive à la fois les commissions compétentes sur le fond, au sein desquelles sont représentés tous les partis politiques de cette Assemblée, et la commission mixte paritaire qui réunit des représentants des deux Assemblées législatives.

Ainsi, en rendant justice à tous ceux auxquels nous ne pensons pas assez et pour lesquels nous ne légiférons pas assez, nous prouverons, après étude, après débat, que finalement, en ce qui concerne la loi, force reste de toute manière, comme la République et la démocratie le veulent, aux seuls représentants valablement élus du peuple. (Applaudissements sur de nombreux bancs des républicains indépendants.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Zimmermann.

M. Raymond Zimmermann. Mesdames, messieurs, si je prends très brièvement la parole aujourd'hui, c'est parce que je dois une explication à l'Assemblée.

Avec mes amis de la majorité, parmi lesquels je cite M. le président Capitant, M. Hubert Germain, M. Bignon, M. Le Theule, j'ai assisté et participé aux travaux de la commission paritaire dont on vient de vous dire comment ils se sont terminés.

Je dois ajouter qu'en présence d'une telle motion de renvoi, je n'ai pu en mon âme et conscience accepter d'en rapporter le texte. Je le pouvais d'autant moins — et cela ne vous a pas été rappelé il y a quelques instants — que lors d'un scrutin public, l'Assemblée, par 358 voix contre 94, avait déjà fait un sort à une motion de renvoi analogue.

Ce qu'on demande en réalité aujourd'hui à l'Assemblée, c'est de se déjuger en revenant sur un vote qu'elle a émis en toute connaissance de cause, à l'issue de débats où chacun a pu librement et ouvertement expliquer sa position.

J'avoue ne pas avoir compris la dernière phrase de M. le président Moynet. Je ne sais à quel pouvoir occulte il a fait

allusion en vous demandant de légiférer dans la plénitude de vos pouvoirs.

N'étant plus rapporteur, je prends aujourd'hui la parole avec beaucoup plus de liberté qu'il y a quelques semaines. Très paradoxalement, je puis dire à l'Assemblée que si j'ai accepté initialement de rapporter ce projet de loi que l'on a appelé statut des objecteurs de conscience, ce n'était pas pour me faire le défenseur d'une doctrine que je n'approuve pas, ni sur le plan moral, ni sur le plan religieux, ni à plus forte raison, sur le plan civique. (Applaudissements sur plusieurs bancs de l'U.N.R.-U.D.T.)

M. le rapporteur. Il faut faire preuve d'un peu d'honnêteté, dans ces conditions !

M. Raymond Zimmermann. Vous allez voir, monsieur le rapporteur, que l'honnêteté ne se trouve peut-être pas là où vous pensez !

M. Paul Coste-Floret. Elle n'est pas dans le texte, en tout cas !

M. Raymond Zimmermann. Tout d'abord, qu'il me soit permis de dire que le fait d'avoir été rapporteur de ce texte m'a valu, dans ma circonscription, des attaques que j'estime inadmissibles et dont j'entends faire justice.

Je suis fils d'une province pour laquelle la cause de la patrie est toujours demeurée inséparable de la cause de l'armée.

Je n'aurais jamais accepté de rapporter ce projet si, en conscience, j'avais pensé qu'il eût pu porter atteinte à la fois à la grandeur de la France et à l'unité de son armée.

Mais je reste convaincu que ce texte ne saurait encourir les reproches que nous avons entendus, surtout si l'on considère les modifications qui lui ont été apportées grâce au long travail parlementaire effectué en commission et en séance publique.

Il faut quelque courage pour admettre — et certains qui ne peuvent se résoudre à l'admettre ouvertement sont bien obligés de le reconnaître en conscience — qu'il est de l'intérêt de la France comme de l'intérêt de l'unité et de la grandeur de son armée, de voir disparaître un faux problème qui, il faut bien le dire, est devenu un problème mineur. En effet, il n'intéresse que très peu de personnes — on vous l'a dit tout à l'heure — et, devant l'évolution des impératifs de la défense nationale, aucun obstacle ne s'oppose plus à l'instauration très prochaine d'un service civil national.

M. le rapporteur. Alors !

M. Raymond Zimmermann. On nous dit qu'il n'y a pas priorité, que l'on peut attendre...

M. le rapporteur. Bien sûr !

M. Raymond Zimmermann. Et, du même coup, ces gens, dont vous reconnaîtrez avec moi, monsieur le rapporteur, qu'ils se situent en dehors du droit commun, refusant un devoir qui est celui de tous les citoyens, vous voulez néanmoins, et paradoxalement à mon sens, les mêler à ceux qui n'ont pas demandé un sort particulier, à ceux qui accompliront leur service civil national parce que c'est la loi et qui auraient tout aussi bien fait un service militaire.

M. le rapporteur. Nous légiférons !

M. Raymond Zimmermann. En fait, il n'y a donc aucune raison pour rouvrir, sous un prétexte à mon avis spécieux, une discussion qui a déjà eu lieu devant cette Assemblée.

Mes chers collègues, je ne veux pas retenir votre attention plus longtemps ni revenir sur ce qui a déjà été dit. Mais l'Assemblée nationale ayant pris une décision à une majorité qui s'est manifestée, non seulement à main levée, mais au cours d'un scrutin dont j'ai énoncé les résultats, nous ne pouvons, de toute évidence, donner au pays et à l'étranger qui nous observent le spectacle d'une assemblée revenant sur sa décision à quelques semaines d'intervalle, alors que les motifs qui l'ont inspirée n'ont pas changé.

Je comprendrais que nous ayons à prendre une décision nouvelle si un fait nouveau avait été invoqué dans le débat. Mais ce n'est pas le cas.

C'est parce que très simplement et très modestement — j'insiste — je me suis fait une certaine idée de la France, de son libéralisme et de sa foi dans l'avenir que je me prononcerai, si un vote est demandé, contre la motion de renvoi. (Applaudissements sur de nombreux bancs de l'U.N.R.-U.D.T.)

M. le président. La parole est à M. Guyot.

M. Marcel Guyot. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, le groupe communiste proteste contre la décision prise par la commission mixte paritaire de proposer à l'Assemblée nationale le vote d'un article prévoyant que la situation des objecteurs de conscience ne pourra être définie que dans le cadre de la prochaine loi sur le recrutement.

Nous nous opposons au renvoi à une date indéterminée de la discussion d'un texte qui devait revenir en troisième lecture devant l'Assemblée nationale.

Certes, nous avons regretté, lors des débats précédents, que des amendements votés par la majorité aux articles 8 et 12 aient sensiblement aggravé les dispositions du projet de loi initial dans un sens préjudiciable aux objecteurs de conscience. Mais ce texte avait tout de même le mérite d'exister.

A quelle date, maintenant, les objecteurs de conscience auront-ils un statut ? Le texte qui nous est soumis n'en prévoit aucune. En effet, l'article unique proposé par la commission mixte paritaire dispose que la situation des jeunes gens intéressés par le projet de loi « ne pourra être définie que dans le cadre de la loi sur le recrutement qui doit être présentée par le Gouvernement lors d'une prochaine session ».

On est en droit de se poser la question : à quelle session ? La première ? La seconde ? ou à la fin de la législature actuelle ? Et pendant ce temps des objecteurs de conscience sont en prison.

C'est pourquoi le groupe communiste votera contre la proposition de la commission mixte paritaire et, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, il a déposé une demande de scrutin public. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. Paul Coste-Floret. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Coste-Floret, pour un rappel au règlement.

M. Paul Coste-Floret. Monsieur le président, si le texte proposé par la commission mixte paritaire est mis au voix, je voterai contre pour des raisons de fond et parce que j'estime que cette affaire doit trouver une solution immédiate et ne plus être ajournée.

Mais, monsieur le président — et c'est le sens de mon rappel au règlement — vous ne devriez pas le soumettre aux suffrages de l'Assemblée nationale. En effet, le règlement interdit de manière formelle les propositions de résolution. Or le texte tel qu'il est présenté s'analyse exactement en une proposition de résolution. S'il était voté et soumis au Conseil constitutionnel, celui-ci le déclarerait certainement contraire au règlement. Je demande donc qu'il ne soit pas mis aux voix. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique et sur de nombreux bancs.*)

M. le président. Monsieur Coste-Floret, j'ai écouté votre argumentation et, pour sommaire qu'elle ait été, je pense tout de même l'avoir comprise. (*Sourires.*)

Mais je vous rappelle que nous sommes dans le domaine de l'article 113 du règlement qui prévoit dans quelles conditions les conclusions d'une commission mixte paritaire sont débattues devant l'Assemblée nationale.

Quel que soit le jugement que vous portiez sur ces conclusions, je ne peux donc, en application des dispositions de l'article 113 du règlement, que les soumettre à l'Assemblée et par scrutin public, comme cela m'a été demandé de divers côtés.

M. Paul Coste-Floret. Monsieur le président, je prends acte de votre déclaration, mais je vous demanderai de bien vouloir saisir M. le président de l'Assemblée nationale de ma requête tendant à en référer au Conseil constitutionnel, si ce texte est adopté par le Parlement.

M. le président. Nous aviserons le moment venu.

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Mes chers collègues, c'est plutôt pour des raisons de cœur que je ne me sens pas tellement éloigné de ceux qui considèrent qu'en matière d'objection de conscience nous devons légiférer.

Sur le plan juridique, le modeste président de la commission de la défense nationale et des forces armées que je suis, ne peut se mesurer avec le professeur Coste-Floret. Peut-être ai-je mal présidé la commission mixte paritaire. Peut-être mon rôle qui consistait à enregistrer les conclusions de la commission, a-t-il fait qu'au regard de la Constitution une erreur ou une mauvaise interprétation des textes a été commise. Sénateurs et députés, groupés dans cette commission, ont cru comprendre

qu'il leur suffisait soit de dresser un procès-verbal de carence, soit de voter un texte.

Or, si j'ai bien entendu notre distingué juriste, la commission mixte paritaire aurait dû proposer un texte constructif ayant valeur législative, au lieu de laisser au Gouvernement, par gentillesse, le soin de nous présenter un projet s'intégrant dans une réforme plus complète.

S'il en est ainsi, je demande l'indulgence de l'Assemblée et je peux l'assurer que si la commission mixte paritaire a mal œuvré, ce fut par erreur et non volontairement.

Elle est prête en tout cas à élaborer un texte législatif en la matière et si, par hasard, elle s'est trompée, plutôt que de soumettre son texte aux arcanes du Conseil constitutionnel, comme le propose le professeur Coste-Floret, je demande à l'Assemblée, si M. le président veut bien la consulter, de permettre à la commission mixte paritaire de se réunir à nouveau pour que soit rapporté, cette fois, un texte présenté dans les formes voulues. (*Exclamations sur de nombreux bancs.*)

M. le président. Je voudrais, mes chers collègues, essayer d'apporter quelque clarté dans un débat qui pour l'instant paraît un peu confus.

Je réponds à M. Moynet que la commission mixte paritaire, dès l'instant qu'elle a déposé ses conclusions, a cessé d'exister et que, par conséquent, aux termes du règlement, il n'est pas possible de lui renvoyer le texte qu'elle a voté.

Pour répondre à M. Coste-Floret d'une façon plus précise, je lui rappellerai simplement que si nous discutons aujourd'hui le texte de la commission mixte paritaire, c'est très précisément à la demande du Gouvernement. J'ai en effet donné lecture, au début de cette séance, d'une lettre de M. le Premier ministre, représenté ici par M. le ministre des armées, demandant que ce texte vienne en discussion.

Cela ne préjuge pas, bien entendu, la position que prendra l'Assemblée quant au fond.

La parole est à M. le ministre des armées.

M. Pierre Messmer, ministre des armées. Monsieur le président, mesdames, messieurs, je m'efforcerais de faire une mise au point aussi claire que possible de la situation.

Par deux fois l'Assemblée nationale a voté un projet de loi, que vous connaissez, relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement. Par deux fois le Sénat a rejeté ce texte. En conséquence, et conformément à la Constitution, M. le Premier ministre a demandé la réunion d'une commission mixte paritaire.

Cette commission mixte paritaire devait soit constater son désaccord, soit proposer aux Assemblées un texte qui lui paraisse de nature à recueillir leur adhésion.

Or ce n'est pas ce qu'a fait la commission mixte paritaire.

M. Paul Coste-Floret. Très bien !

M. le ministre des armées. La commission mixte paritaire n'a pas enregistré son désaccord. Je le constate. Elle n'a pas non plus proposé un texte qui puisse être soumis au vote de l'Assemblée nationale et à celui du Sénat, puisqu'elle a présenté une proposition de résolution qui aboutit à un renvoi. Mon analyse et mes conclusions rejoignent entièrement, sur ce point, celles de M. Coste-Floret.

Mais je ne m'arrêterai pas seulement sur ce point et j'irai aussi au fond du débat.

Une proposition de renvoi, analogue à celle faite par la commission mixte paritaire, a déjà été présentée à l'Assemblée nationale au mois de juillet par M. Moynet — qui veut bien le rappeler — au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées. Parfaitement éclairée, l'Assemblée nationale s'est prononcée, à une forte majorité, contre ce renvoi.

Je ne vois pas pourquoi, alors qu'aucun fait nouveau n'est intervenu, l'Assemblée nationale se déjugerait aujourd'hui.

En ce qui le concerne, le Gouvernement ne peut pas changer de position. C'est pourquoi je demande à l'Assemblée de rejeter le texte présenté par la commission mixte paritaire (*Applaudissements sur de nombreux bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du centre démocratique.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

M. Pierre Baudis. Je demande une suspension de séance.

M. le président. Quelle serait la durée de la suspension de séance que vous demandez, monsieur Baudis ?

M. Pierre Baudis. Un quart d'heure environ, monsieur le président.

M. le président. Nous allons donc interrompre nos travaux pour quelques instants.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à quinze heures quarante-cinq minutes, est reprise à seize heures dix minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

Je donne lecture du texte proposé par la commission mixte paritaire :

« Article unique. — Au regard des obligations imposées par la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée et par l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 modifiée, portant organisation générale de la défense, la situation des jeunes gens qui, avant leur incorporation, se déclarent, en raison de leurs convictions religieuses ou philosophiques, opposés en toutes circonstances à l'usage personnel des armes ne pourra être définie que dans le cadre de la loi sur le recrutement qui doit être présentée par le Gouvernement lors d'une prochaine session. »

Dans les explications de vote, la parole est à M. René Capitant.

M. René Capitant. Le président de la commission des lois constitutionnelles demande la permission de donner son avis dans ce débat.

Nous avons à nous prononcer sur le texte proposé par la commission mixte paritaire.

Or il apparaît avec évidence à tous les juristes — je suis, sur ce point, en complet accord avec M. Coste-Floret — il apparaît aussi, je crois, à tous les hommes de bon sens de cette Assemblée que ce texte n'est pas véritablement un texte de loi. Pour s'en convaincre, il suffit de le lire.

Il serait une loi s'il réglait le problème posé, s'il définissait dans un sens ou dans l'autre, pour l'admettre ou pour le proscrire, le statut des objecteurs de conscience. Mais ce texte a précisément pour caractéristique de ne pas prendre position et de dire seulement que ce statut sera défini plus tard.

Si nous votions une telle disposition, c'est alors que nous donnerions des armes aux adversaires du Parlement — auxquels M. le président de la commission de la défense nationale faisait allusion — aux adversaires de la majorité parlementaire qui, à travers cette majorité, visent le Parlement de la V^e République. (Applaudissements sur quelques bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Si nous votions ce texte, nous ferions nous-mêmes la preuve que nous avons perdu conscience de notre mission de législateurs.

Quelle serait, en effet, la conséquence de notre vote ? En ce qui concerne les objecteurs de conscience, elle serait nulle, je l'ai dit tout à l'heure. Mais, à l'égard de notre propre compétence, il aurait ce résultat, auquel les rédacteurs du texte n'ont peut-être pas songé, qu'un statut des objecteurs de conscience ne pourrait plus dans l'avenir être réglé que sur l'initiative gouvernementale, par projet de loi...

M. André Moynet, rapporteur. Un projet de loi que nous voterions !

M. René Capitant. ... mais qui n'en serait pas moins obligatoirement préparé et déposé par le seul Gouvernement, ce qui signifie qu'il serait désormais interdit aux membres de cette Assemblée de déposer une proposition de loi ayant cet objet.

Ainsi nous-mêmes, Assemblée, nous nous amputerions d'une prérogative essentielle. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et sur les bancs du centre démocratique.)

Dans ces conditions, il est clair que le fond du problème n'est plus en cause dans ce débat. Adversaires et partisans du projet, qui se retrouveront d'ailleurs face à face lors des lectures ultérieures, devraient aujourd'hui être unanimes à rejeter un texte qui aurait dû hier être déclaré irrecevable par la commission, comme je l'avais demandé, qui ne fait pas honneur à l'institution des commissions paritaires, destinée à concilier les deux Chambres lorsque celles-ci sont en conflit. Le texte qui nous est proposé doit être rejeté par simple souci de dignité parlementaire. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T., sur les bancs du groupe des républicains indépendants et sur les bancs du centre démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Chandernagor.

M. André Chandernagor. Mes chers collègues, il est de bon ton dans certains milieux d'affirmer que les débats idéologiques ne sont plus de mise et qu'ils sont dépassés par je ne sais quel sens de l'efficacité et du modernisme.

S'il était besoin d'un démenti, la passion, les difficultés rencontrées au cours de ce débat sur le statut des objecteurs de conscience seraient une preuve supplémentaire que, certes, les débats philosophiques et moraux sont encore, heureusement, de mise dans ce pays et dans ce Parlement. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du rassemblement démocratique et du centre démocratique.) Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Mon propos n'est pas de plaider à nouveau, comme j'ai eu l'occasion de le faire au mois de juillet, en première lecture, ainsi qu'un certain nombre de collègues, la cause, non pas de l'objection de conscience, mais du statut accordé aux objecteurs de conscience.

Ne revenons pas sur le fond, rappelons simplement les différentes péripéties du débat afin, si possible, de l'éclaircir quelque peu.

Le texte a été déposé à l'initiative du Gouvernement et dans les circonstances que vous savez, au cours d'une soirée fort troublée. Les adversaires du projet, représentant une partie de la majorité, se sont acharnés à défaire le texte du Gouvernement, à le déformer de telle sorte qu'il devint un monstre et ne fût plus acceptable pour personne.

En deuxième lecture le texte fut amendé insuffisamment certes à notre gré, mais j'ai alors reconnu les progrès incontestables accomplis par rapport à la première lecture.

C'est à ce moment-là qu'est intervenu ce vote dont M. le président de la commission de la défense nationale disait tout à l'heure qu'il s'est déroulé dans une certaine confusion puisque ceux qui étaient partisans du statut se sont abstenus et qu'en définitive ceux qui s'y opposaient ont adopté le projet.

Si une confusion s'est produite, elle tient peut-être à la procédure de vote utilisée, le vote à main levée permettant un certain nombre d'équivoques. Il ne serait pas décent, à mon sens, sur un problème de cette importance, de maintenir les équivoques.

C'est pourquoi je me permets de dire à M. le président de la commission des lois constitutionnelles que, quel que soit son talent de juriste, les explications qu'il nous a données ne brillaient pas par leur clarté.

M. le président de la commission des lois a voulu prouver que ceux qui étaient contre le statut ne seraient nullement engagés par le vote qui va intervenir, car ce vote n'est, selon lui, en aucune façon un vote sur le fond.

Cela n'est pas digne, je crois, de la pensée profonde des adversaires du statut, de la pensée de ceux qui y sont favorables, comme de la pensée de ceux qui sont l'objet de cette discussion, c'est-à-dire les objecteurs de conscience.

Il faut que les prises de position soient claires. Le scrutin qui nous est demandé permet précisément cette clarté.

Que les adversaires du statut aient le courage de voter le texte de la commission mixte paritaire ; ainsi renverront-ils ce texte, et il y a tout lieu de penser qu'ils se prononceront également contre, lorsque le Gouvernement reviendra nous présenter cette loi-cadre sur le recrutement qui doit nous être soumise prochainement. Il est indéniable que leur combat négatif continuera. Que ceux qui ne veulent pas de statut le disent donc clairement dès aujourd'hui en votant le texte de la commission mixte.

Mais tous ceux qui sont favorables à un statut de l'objection de conscience, comme nous le sommes nous-mêmes, voteront contre ce texte de façon à en revenir à un projet acceptable. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, sur les bancs du rassemblement démocratique et sur les bancs du centre démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Coste-Floret.

M. Paul Coste-Floret. Monsieur le président, il est évident que les explications que vient de nous donner M. Chandernagor brillent par leur clarté. (Sourires.) Il votera contre la projet de la commission mixte paritaire parce qu'il est contre le statut... (Protestations sur les bancs du groupe socialiste) ... je veux dire pour le statut.

Vous voyez, c'était si peu clair que je n'avais effectivement pas compris.

Il est tout de même permis à d'autres parlementaires de considérer, pour les raisons que j'ai exposées tout à l'heure, que le fond n'est vraiment pas en discussion ce soir, car en admettant que le texte de la commission mixte paritaire tel

qu'il nous est proposé soit adopté, je persiste à croire que, s'analysant juridiquement sans doute possible en une proposition de résolution, il ne pourrait pas être promulgué, s'il était soumis au Conseil constitutionnel, comme je l'ai demandé tout à l'heure.

Par conséquent, ce qui est en cause ce soir, c'est la procédure.

C'est parce que nous croyons qu'une proposition de résolution, même formulée par une commission paritaire, est inacceptable et fondamentalement contraire à l'article 82 du règlement, c'est parce que nous entendons respecter la Constitution et en même temps ne pas créer en la matière un précédent redoutable — car si les commissions paritaires pouvaient soumettre des propositions de résolution, il est évident que leur tendance à compromis se traduirait souvent par des conclusions de cette nature — que nous voterons contre le texte de la commission mixte paritaire. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique et sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Monsieur le président, ceux qui vont mourir vous saluent.

Je m'exprime ainsi au nom des sept députés et des sept sénateurs responsables du texte qui vous est soumis...

M. René Capitant. En ce qui me concerne, je dégage ma responsabilité.

M. le rapporteur. Admettez-vous ou non la loi de la majorité, monsieur Capitant ? (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.*)

La majorité de la commission en a décidé par 9 voix contre 4.

M. René Capitant. Ne me comptez pas dans la majorité.

M. le rapporteur. Je disais donc, monsieur le président, « ceux qui vont mourir vous saluent », parce que je ne me fais aucune illusion quant au sort qui sera réservé à ce texte.

Je désire toutefois rappeler à mes collègues que le souci qui a animé la commission — dont tous les membres ne furent pas d'accord et, en particulier, son président — a été d'éviter une prise de position catégorique sur le fond, alors que la question n'est pas suffisamment mûrie.

Cela est si vrai que M. Chandernagor et M. Coste-Floret lui-même, il y a un instant, en confondant les positions pour et contre, ont amplement démontré que, sur ce problème, personne ne savait exactement où on en était. Ce qui est certain, c'est que les tenants d'une loi portant statut de l'objection de conscience ne sont satisfaits ni du premier texte qui leur avait été soumis, ni du second même amendé. Ils espèrent bien — et je les engage à persévérer pour aboutir à une situation qui réponde à la logique — que ceux qui sont contre le statut ne sont pas satisfaits non plus du texte qui leur est proposé. Je rappelle à ce propos que ceux qui ont voté le texte en première lecture, et plus particulièrement les membres de la majorité, étaient ceux-là même qui avaient déposé les amendements les plus draconiens, lesquels auraient créé une situation pire que celle résultant de l'absence de toute loi.

Mesdames, messieurs, je siége dans cette enceinte depuis dix-sept ans. Je ne dirai pas que l'Assemblée nationale a toujours eu le mérite de voter de bonnes lois, mais, dans ce cas particulier, j'affirme que je n'ai jamais vu une loi proposée, discutée, j'affirme que je n'ai jamais vu une loi proposée et discutée dans de telles conditions d'insatisfaction pour tous.

De plus, je ne voudrais pas que vous pensiez que le président de la commission mixte paritaire ait entendu en quoi que ce soit prendre position sur le fond et, par cela même, ainsi que l'indiquait M. le ministre, en revenir à la position de votre commission de la défense nationale qui était le renvoi aux commissions. Cette fois, il ne s'agissait pas de cela.

Mais, après les déclarations réitérées du Gouvernement selon lesquelles l'Assemblée aurait à légiférer dans la plénitude de ses droits, dès la session prochaine, sur l'ensemble des problèmes relatifs au recrutement de l'armée, nous avons pensé que la hiérarchie des urgences nous commandait de ne pas examiner le statut des objecteurs de conscience avant bien d'autres problèmes.

C'est pour cette raison fort sérieuse et qui ne prête pas à sourire que la commission mixte a élaboré ce texte. Permettez-moi, monsieur le président Capitant, vous qui êtes un ami en même temps qu'un juriste — alors que je ne le suis pas — de vous dire que la commission ne s'est pas ridiculisée et qu'elle n'a pas failli à sa tâche. Elle a estimé que, dans l'immédiat, il ne

convenait pas de trancher dans le vif pour éviter, ainsi que l'a souligné M. Chandernagor, des solutions incertaines et sans caractère définitif. En outre, on a déclaré que l'Assemblée, en adoptant le texte de la commission mixte, s'amputerait d'une de ses prérogatives essentielles. Or je prétends que les propositions que nous avons présentées découlent des prérogatives de l'Assemblée et du Sénat.

Mesdames, messieurs, je suis certain qu'avec l'aide de la majorité — ce qui est normal — le texte va être repoussé. Le problème n'en sera pas, pour autant, résolu. Ceux qui ont participé aux travaux de la commission mixte n'en concevront nulle amertume, car dès aujourd'hui nous savons — et j'en ai averti M. le ministre en ma qualité de rapporteur et de président de la commission de la défense nationale — que nous aurons à débattre, et peut-être pendant longtemps, de ce texte.

Peut-être alors, comprendrez-vous qu'il eût été plus sage de présenter une réforme générale intéressant des milliers de personnes et non pas quelques centaines de cas particuliers, en un texte harmonieux, que vos représentants en commission auraient étudié et rapporté et qui n'aurait pas donné lieu à des débats aussi troubles et aussi peu fructueux que celui d'aujourd'hui. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. Je mets aux voix l'article unique proposé par la commission mixte paritaire pour le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement.

Je suis saisi par les groupes socialiste, de l'U. N. R.-U. D. T. et communiste...

M. le rapporteur. Et par la commission.

M. le président. ... d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(*Il est procédé au scrutin.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants	470
Nombre de suffrages exprimés	453
Majorité absolue	227
Pour l'adoption	48
Contre	405

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

— 4 —

RECHERCHES SPATIALES

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi autorisant la ratification de : 1° la convention instituant une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux signée à Londres le 29 mars 1962, et ses protocoles annexes ; 2° la convention instituant une organisation européenne de recherches spatiales signée à Paris le 14 juin 1962 et ses protocoles annexes (n° 534, 567, 621).

La parole est à M. Duperier, rapporteur de la commission de la production et des échanges.

M. Bernard Duperier, rapporteur. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, la commission de la production et des échanges m'a chargé de rapporter le projet de loi autorisant la ratification : premièrement, de la convention instituant une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, signée à Londres le 29 mars 1962, et ses protocoles annexes ; deuxièmement, de la convention instituant une organisation européenne de recherches spatiales, signée à Paris le 14 juin 1962, et ses protocoles annexes.

L'examen de ces accords auquel je me suis livré démontre d'une façon évidente que les buts poursuivis par les signataires des deux conventions sont fonction d'une situation générale exposée dans le rapport qui est entre vos mains, mais que je vous demande la permission de rappeler à cette tribune.

La seconde moitié du xx^e siècle aura enfin vu s'ouvrir aux hommes le domaine jusque-là fantastique de l'espace intersidéral. Ce rêve aussi vieux que l'humanité, et dont on retrouve la trace dans toutes les mythologies, se réalise aujourd'hui sous nos yeux.

Il est naturellement beaucoup trop tôt pour faire l'inventaire de ce que cette prodigieuse exploration peut nous réserver et de l'influence qu'elle pourra avoir sur l'homme de demain. Mais dès à présent, l'expérience américaine et sans doute aussi l'expérience russe confirment l'impact des résultats déjà acquis sur une foule de technologies et sur la connaissance du monde où nous vivons.

Mais à quel prix ?

A la fin de 1962, les Américains avaient déjà dépensé 12 milliards de dollars pour l'exploration spatiale et avaient mis sur pied un programme d'exploration lunaire de 20 milliards de dollars, auquel participent directement environ 150.000 personnes.

Leur budget de 1963 se chiffrait à 4.900 millions de dollars et il dépassera en 1964 les 5 milliards de dollars, soit environ 25 milliards de francs, près du tiers du budget de la France.

En ce qui concerne l'U. R. S. S., on estime que son effort financier pour la recherche spatiale est équivalent à celui des Etats-Unis.

De tels budgets sont incontestablement indispensables pour certaines entreprises. Mais où sont-ils concevables ailleurs qu'aux Etats-Unis ou en U. R. S. S. ?

Faut-il en déduire que le domaine de l'espace restera fermé aux nations dont le revenu national ne permet pas un tel effort ?

Pouvons-nous accepter que la science et la technique françaises soient absentes du domaine spatial, qu'elles soient privées des moyens nécessaires à de nouvelles découvertes et leur refuser de participer à l'élaboration de techniques dont les développements sont imprévisibles, et cela parce que ces moyens ne sont plus à la portée d'un seul Etat de l'Europe ?

La mise en commun des travaux des savants et des techniciens européens permettra à chacun de profiter des découvertes de tous les autres, les plaçant tous dans des conditions analogues à celles où travaillent leurs collègues russes et américains. L'espace s'affirme de plus en plus un domaine où l'internationalisation des entreprises scientifiques est une nécessité. Ne voit-on pas déjà s'esquisser un début prometteur de telles réalisations dans certaines voies où s'engagent aujourd'hui les deux grands de l'exploration spatiale ?

En ce qui nous concerne, pouvons-nous accepter que la jeunesse de France soit tenue à l'écart de la grande aventure scientifique de demain ? Les autres pays de l'Europe pourraient-ils accepter un renoncement qui serait une véritable abdication pour l'avenir ?

Les signataires des deux conventions dont le Gouvernement vous demande aujourd'hui la ratification ne l'ont pas pensé.

La France a consacré, en 1963, 180 millions de francs à la recherche spatiale ; l'Allemagne 70 millions de marks, soit 86 millions de francs ; le Royaume-Uni 11.600.000 livres sterling, soit près de 160 millions de francs ; l'Italie 7 milliards et demi de lires, soit 58 millions et demi de francs. Des budgets analogues sont prévus par la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, la Suède, le Danemark et la Suisse.

Une contribution de chacun dans le cadre d'organismes communs peut permettre des réalisations sans cela impossibles. C'est de cette notion que sont issus le C. E. C. L. E. S. et le C. E. R. S.

Le premier a comme mission exclusive la construction de lanceurs de satellites lourds. Son programme initial doit permettre la réalisation d'un tel lanceur dès 1966, en utilisant un premier étage anglais, un deuxième étage français et un troisième étage allemand, les autres nations membres se répartissant les différents ensembles techniques nécessaires.

Durant les cinq années de validité de l'organisation, un nouveau projet, d'une technique plus subtile, doit être étudié, qui permettra aux Etats membres de prendre la décision de poursuivre leur coopération ou, au contraire, de la terminer à la fin de la première période.

Le second a pour objet la mise à la disposition des savants européens de tous les moyens nécessaires à la recherche spatiale, équipement des satellites, lancement, dépouillement. La construction et la mise au point du lanceur en sont exceptées, les véhicules de lancement étant achetés à l'autre organisation ou,

éventuellement, à des Etats membres si ceux-ci sont capables de les fournir.

Son programme scientifique a été dressé par des commissions responsables composées de savants de tous les pays de l'Europe occidentale.

Les engagements financiers pris par la France à l'occasion de tels programmes semblent d'un volume raisonnable et nettement inférieur à l'effort spatial global que la France doit nécessairement faire si elle ne veut pas voir augmenter son retard actuel envers les Etats-Unis et l'U. R. S. S. Pour le C. E. C. L. E. S., la moyenne annuelle de notre participation sera de 50 millions de francs. Pour le C. E. R. S., notre participation moyenne annuelle sera de 40 millions de francs. Le total, 90 millions de francs, ne semble pas excessif, compte tenu des bénéfices directs ou indirects que nous en attendons sur de nombreux plans. Il faut, d'autre part, remarquer que les budgets annuels sont votés avec des règles de majorité telles qu'il est pratiquement impossible que des engagements complémentaires soient demandés à la France si celle-ci n'est pas d'accord.

Un des avantages les plus immédiatement escomptés est un bénéfice pour notre industrie et, plus particulièrement, pour ses secteurs aéronautique et électronique. L'expérience des Etats-Unis nous apprend, en effet, que les programmes spatiaux sont venus prendre partiellement la relève de programmes aéronautiques qui allaient diminuant, ce qui créait une menace pour certains secteurs vitaux de l'industrie américaine. Il est certain que le même processus apparaîtra en Europe occidentale et qu'un plan de charge spatial contribuera à compenser la diminution inévitable des plans de charges aéronautiques. Les règlements des deux organisations européennes de l'espace leur imposent d'autre part d'effectuer la plus grande partie des dépenses — 95 p. 100 pour le C. E. C. L. E. S. et 70 p. 100 pour le C. E. R. S. — à l'extérieur et les contributions se retrouveront sous forme de contrats avec les industries des Etats membres.

Votre commission de la production et des échanges a estimé qu'il y avait là pour notre industrie aérospatiale et notre industrie électronique un facteur puissant de développement qui devait être largement pris en considération.

Enfin, on ne saurait trop souligner que les conventions créant les deux organisations C. E. C. L. E. S. et C. E. R. S. mettent l'accent sur le caractère pacifique de leurs buts et de leurs missions. Ce caractère non militaire de leurs activités spatiales serait d'ailleurs prouvé, s'il en était besoin, par la présence d'Etats tel que la Suède et la Suisse dont la neutralité n'est pas discutable.

La France a pris en Europe une position de leader grâce à son effort et à l'esprit dans lequel elle l'a accompli, grâce aussi aux fortes personnalités et aux hautes compétences qu'elle a mises au service de l'entreprise commune, et je rappellerai ici que c'est un Français, Jean Delorme, qui est président d'Eurospace et un autre Français, Fernand Vinsonneau, secrétaire général ; que le professeur Auger est secrétaire de l'exécutif de la commission préparatoire européenne de recherche spatiale et qu'il est désigné comme premier directeur général du C. E. R. S. ; enfin que, sous la présidence du professeur Coulomb et la haute direction du général Aubinière, le C. N. E. S. a acquis le respect et l'estime de tous les spécialistes de l'espace dans le monde.

C'est pour toutes ces raisons que la commission de la production et des échanges a estimé que la ratification des deux conventions instituant les deux organisations est éminemment souhaitable car celles-ci, d'ici quelques années, doivent devenir une source de bénéfices considérables aussi bien dans le domaine propre de la recherche spatiale que dans celui de la construction d'une Europe de jour en jour plus unie et plus forte ; c'est pourquoi elle vous demande, mesdames, messieurs, de ratifier le projet de loi n° 534 qui vous est soumis par le Gouvernement. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Radius, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. René Radius, rapporteur pour avis. Mesdames, messieurs, je tiens à préciser d'emblée que je ne suis en aucune façon spécialiste ni technicien des questions spatiales.

J'ai cependant dû étudier ces questions mais je n'ai en aucune façon l'outrecuidance de croire que mon savoir est grand. D'ailleurs, en tant que rapporteur de la commission des affaires étrangères, je n'ai à examiner que l'aspect politique des conventions qui nous sont soumises et à en souligner les avantages ou les inconvénients pour notre pays.

Aujourd'hui, il n'y a pas de pays moderne dont le gouvernement ne s'enorgueillisse de l'intérêt qu'il porte aux questions scientifiques et techniques. Au reste, il est peu de gouvernements, si même il en existe, parmi les pays de haute civilisation qui ne puisse se vanter de certains succès remarquables.

L'intérêt politique qu'on attache maintenant à la recherche scientifique est évident. Mais, compte tenu du coût des installations et des appareils nécessaires aux recherches fondamentales essentielles, nous sommes amenés à nous poser la question de savoir si l'effort purement national est suffisant, en Europe et ailleurs. Je n'hésite pas à dire qu'il existe actuellement des cas où il ne suffit plus. Dans le domaine spatial, la coopération entre les Etats est une nécessité.

C'est ainsi que les premiers pas ont été faits, dès 1960, par la réunion d'un groupe de savants qui ont abouti, au mois de décembre de la même année, à l'accord de Meyrin instituant une commission préparatoire européenne pour la recherche spatiale.

Entre temps, le 28 avril 1960, le Conseil de l'Europe était saisi d'un projet de recommandation présenté par M. Price et seize de ses collègues dont moi-même.

Les considérations de la recommandation qui a été finalement adoptée indiquent bien le véritable sens des conventions qui nous sont présentées aujourd'hui.

On lit, en effet :

« Considérant les progrès spectaculaires accomplis ces dernières années par les Etats-Unis et l'Union soviétique dans le domaine de la recherche scientifique et concernant l'espace extra-atmosphérique et des techniques spatiales ;

« Convaincue qu'il est essentiel que les Etats membres du Conseil de l'Europe entreprennent dans ce domaine des recherches afin de maintenir la qualité de leurs propres recherches relatives aux sciences exactes et naturelles, de permettre à leurs industries de participer au progrès commercial auquel donneront lieu les techniques spatiales et d'assurer l'application de ces connaissances nouvelles au profit de leur population et de leur économie ;

« Consciente que ces recherches exigent des moyens économiques et scientifiques supérieurs à ceux de la plupart des Etats membres s'ils doivent agir individuellement ;

« Ayant à l'esprit les exemples du succès de la coopération scientifique européenne fournis par l'alliance européenne pour l'énergie nucléaire et l'organisation européenne pour la recherche nucléaire ;

« Recommande au comité des ministres :

« 1° D'étudier de toute urgence la possibilité et le coût de l'établissement d'une agence européenne qui aurait pour tâche d'entreprendre un programme de recherches spatiales en prenant pour base un véhicule spatial conçu et construit en Europe, et de stimuler l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique ;

« 2° De s'informer auprès des Etats membres de leur volonté de principe de participer à un programme européen de recherches spatiales et de l'importance des engagements que chaque Etat participant serait disposé à prendre dans les domaines financier et scientifique. »

Je passe sur les autres points.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique consacrent de grands efforts au domaine de la recherche spatiale. Aucun pays européen ne peut espérer rivaliser sérieusement avec les Etats-Unis et l'Union soviétique quant aux dépenses et à la diversité des projets.

Aussi le rapporteur, au Conseil de l'Europe, a-t-il étudié le problème en considérant qu'il y avait, à son sens, cinq lignes de conduite, et il était dans le vrai : la première, ne rien entreprendre ; la deuxième, se lancer seul à la conquête de l'espace ; la troisième, s'en remettre aux Nations unies ; la quatrième, coopérer avec les Etats-Unis ou avec l'U. R. S. S. ; la cinquième, coopérer avec les autres pays européens.

On pourrait s'appesantir longuement sur ces cinq possibilités, mais leur examen conduit inéluctablement à la conclusion qu'il faut coopérer entre pays européens car seule une entreprise européenne commune permettra à la majorité des pays européens de participer utilement à l'exploration de l'espace.

C'est pourquoi la France participe activement aux deux organisations européennes spatiales, le C. E. C. L. E. S. et le C. E. R. S. Excusez-moi d'employer ces deux sigles. Le premier désigne l'organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, qui a pour but la construction de lanceurs lourds et dont le champ est donc limité aux domaines de la propulsion, des structures et du guidage des engins. Le second sigle désigne l'organisation européenne de recherches spatiales, dont la mission est d'assurer et de développer, à des fins exclusivement pacifiques, la collaboration entre Etats européens dans le domaine de la recherche scientifique et technique spatiale, champ d'activité qui exclut les lanceurs.

Pour caractériser l'évolution de ces deux grandes organisations, on peut dire que les années 1961 et 1962 ont été celles de l'établissement des conventions et que l'année 1963 voit l'achèvement de la phase préparatoire précédant l'entrée en vigueur des conventions.

L'Australie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont déjà ratifié la convention du C. E. C. L. E. S. ; les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse ont ratifié celle du C. E. R. S.

Il faudrait que, dans un avenir proche, un nombre suffisant de pays ratifient les conventions afin qu'elles puissent entrer en vigueur et que l'année 1964 soit la première année de fonctionnement effectif des deux organisations.

La ratification par la France de ces deux conventions est attendue avec impatience par d'autres pays qui suivront notre exemple. Nous n'avons d'ailleurs aucune hésitation à avoir. Car, outre le choix de Paris pour le siège des deux organisations, il convient de souligner que le secrétaire général du C. E. R. S. sera un Français, le professeur Pierre Auger, et que la place prévue pour les techniciens et fonctionnaires de nationalité française dans les deux organisations est satisfaisante et correspond à notre participation budgétaire.

Nos représentants aux deux conseils où les délégués du centre national d'études spatiales et des affaires étrangères siègent côte à côte, assistés d'experts de la délégation ministérielle pour l'armement et d'experts des finances, ont les moyens de veiller à ce que nos laboratoires et nos industries reçoivent leur part des contrats. Là encore, les procédures de vote permettront d'empêcher toute décision qui ne serait pas conforme à nos intérêts.

Certaines réalisations spatiales auront sans doute un caractère spectaculaire, susceptible de frapper l'imagination du public. Le fait que de tels résultats auront été acquis à la suite d'un effort commun servira, à mon avis, d'une manière non négligeable à affermir en Europe, entre les pays qui l'auront entrepris, le sentiment d'appartenir à une même collectivité.

Cette conscience collective est un élément indispensable de la construction de l'Europe.

C'est pour toutes ces raisons que votre commission des affaires étrangères a donné un avis favorable à l'adoption du projet de loi autorisant la ratification des deux conventions, ainsi que des protocoles annexes.

Permettez-moi en terminant, mes chers collègues, de citer ces paroles du professeur Tsiolkovsky, qu'on nomme le Père de l'aéronautique soviétique : « La Terre est le berceau de l'esprit, mais on ne peut pas toujours vivre au berceau ».

Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont quitté le berceau. Il est temps que l'Europe fasse de même. La France, pépinière d'excellents chercheurs et réalisateurs, se doit d'être au premier rang. (Applaudissements.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. de Montesquiou.

M. Pierre de Montesquiou. Mesdames, messieurs, nous avons à ratifier aujourd'hui deux conventions, l'une concernant l'organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, l'autre instituant une organisation européenne de recherche spatiale.

La première, dénommée C. E. C. L. E. S., traite particulièrement du lancement pour 1968 d'un satellite d'une tonne pour atteindre 600 kilomètres. Cette fusée a trois étages ; elle utilise la fusée anglaise Blue Streak et notre fusée Diamant. Le troisième étage est un élément construit par l'Allemagne. D'autres nations ont contribué à la réalisation de cet engin et le lancement sera fait d'Australie.

C'est véritablement un engin européen et un crédit de 100 milliards de francs est prévu avec une contribution française de 23,93 p. 100.

L'organisation européenne de recherche spatiale est connue sous le nom de C. E. R. S. et elle prévoit le lancement de 440 fusées sondes, 22 petits satellites sur des orbites proches de la terre, 800 sondes spéciales dont certaines en direction de la lune, enfin quelques gros satellites dont certains seraient lancés dans la septième année.

Il est prévu un budget de 150 milliards de francs en huit ans.

La participation de la France dans le C. E. R. S. est de 18,22 p. 100.

Il n'est pas dans ma pensée de revenir sur les excellents rapports de mes deux collègues, le colonel Dupérier, qui a parlé au nom de la commission de la production et des échanges et M. Radius qui a exposé l'avis de la commission des affaires étrangères. Mais qu'il me soit permis de vous apporter quelques

réflexions au sujet de l'action de ces deux organismes dans le contexte européen.

Nous pouvons d'abord déclarer que ce programme est timide et qu'il n'est pas à l'échelle de l'Europe. Deux grandes puissances, les Etats-Unis et l'U. R. S. S., consacrent, elles, à ces travaux, des sommes qu'on hésite même à définir. A titre d'exemple, le chiffre des crédits mis à la disposition du N. A. S. A. est de l'ordre de 4.200 millions de dollars.

La comparaison, vous le constatez, montre que les puissances européennes qui ont signé la convention du 20 mars 1962 et celle du 14 juin de la même année pour le C. E. R. S. ont le devoir de s'entendre car il est impossible qu'une puissance européenne seule assume de pareilles dépenses.

Si les puissances européennes n'arrivaient pas à développer ce programme, elles deviendraient tôt ou tard clientes de l'Amérique.

Des accords ont été déjà réalisés entre l'U. R. S. S. et les Etats-Unis en ce qui concerne les télécommunications. L'Amérique a proposé à la France un accord et il serait souhaitable que nous puissions collaborer avec elle et non pas devenir un simple abonné comme le sont les particuliers dans le domaine du téléphone.

L'Europe peut devenir une puissance spatiale à condition que les nations signataires s'engagent résolument dans une politique qui lui permette d'utiliser l'espace et, pour cela, prévoient les crédits suffisants.

Il ne s'agit pas uniquement pour l'Europe de lancer un satellite mais d'utiliser l'espace non seulement sur le plan des télécommunications mais pour des études scientifiques et pour des fins que je pourrais dénommer alimentaires.

Il y a déjà de nombreux accords entre les puissances spatiales pour l'échange d'observations et de résultats scientifiques concernant la réglementation des fréquences radioélectriques, les interférences entre engins spatiaux et aéronefs.

Des accords ont été passés aussi concernant l'immatriculation des engins spatiaux et la coordination des lancements.

Les Nations Unies, dans des résolutions unanimes en 1961 et 1962, et l'Union interparlementaire ont posé des normes juridiques obligatoires qui ont permis au droit de l'espace de naître.

Je me permets d'insister sur la nécessité de l'équipement de l'Europe pour l'utilisation de l'espace, sur l'intérêt pour l'industrie aéronautique européenne de s'intéresser à la fabrication d'engins spatiaux.

En France, grâce aux travaux remarquables effectués par le C. N. E. S., nous avons une avance technique qu'il serait regrettable de perdre. Si nous ne pouvons pas concurrencer l'Europe, nous pouvons maintenir notre avance sur un pays comme l'Angleterre dans le domaine spatial.

Je me permets aujourd'hui, en cette occasion, d'inciter mes collègues à penser à l'avenir du monde qui est lié à cet espace, à l'obligation d'œuvrer pour l'humanité planétaire. L'homme est fait pour devenir, c'est-à-dire aller au-delà du chemin du quotidien, car la marche de l'humain règle le pas des civilisations.

Si les efforts faits pour créer l'Europe, d'abord sur le plan économique, ensuite sur le plan politique, n'ont pas eu le couronnement que nous souhaitons tous, j'espère que le vote de l'Assemblée en faveur de la ratification de ces deux conventions permettra que l'entente entre les puissances européennes, si elle n'a pu se faire sur la vieille terre de l'Eurasie, se réalise enfin dans l'espace. *(Applaudissements.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales. *(Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)*

M. Gaston Palewski, ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales. Mesdames, messieurs, après l'avis hautement autorisé émis par MM. les rapporteurs au nom de leurs commissions respectives, après les intéressantes remarques de M. de Montesquiou, j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée nationale, pour qu'elle autorise leur ratification, la convention instituant une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, signée à Londres le 29 mars 1962, et la convention instituant une organisation européenne de recherches spatiales, aignée à Paris le 14 juin 1962.

L'Assemblée connaît les raisons pour lesquelles la recherche spatiale figure aujourd'hui au tout premier rang des préoccupations des gouvernements.

Ce n'est pas seulement que le prestige de certaines nations est en cause. Certes, nous savons toute l'importance que peut

revêtir, pour le rayonnement d'un pays, l'exploit d'avoir fait exécuter à l'un de ses ressortissants un plus ou moins grand nombre de révolutions autour du globe terrestre.

Pourtant, s'il ne s'agissait que de cet aspect plutôt sportif de la recherche spatiale, on peut se demander si celle-ci retiendrait à ce point l'attention du public et la préoccupation des gouvernements.

En fait, la conquête de l'espace et, par conséquent, la recherche spatiale — qui est un carrefour de disciplines plutôt qu'une discipline nouvelle — s'imposent aux nations pour trois raisons que je demande à l'Assemblée la permission d'exposer.

D'abord, il est indéniable qu'après être entrés dans l'ère atomique nous avons pénétré depuis peu dans l'ère spatiale. Et cette situation suscite de profonds changements non seulement dans l'ordre scientifique et technique, mais aussi dans l'ordre politique. Un des exemples les plus frappants est la démonstration, par l'expérience Telstar, du fait que les satellites peuvent être utilisés comme relais de télécommunications.

Déjà, des projets pratiques prennent corps, et il est probable que, dans quelques années, nous serons habitués à obtenir une communication téléphonique immédiate avec n'importe quel pays de la terre par l'intermédiaire d'un satellite artificiel.

La télévision elle-même va échapper aux limitations qui résultent de la propagation rectiligne des ondes qu'elle utilise. Par l'intermédiaire d'un satellite, une émission de télévision pourra être instantanément transmise d'un continent à l'autre.

Je n'ai pas besoin d'insister sur les bouleversements que ce progrès technique peut entraîner dans les relations politiques entre les hommes.

Les engins spatiaux et les satellites artificiels se prêtent dès aujourd'hui à bien d'autres applications. La météorologie, qui a été si longtemps brocardée, devient une science exacte grâce aux satellites. Ceux-ci servent aussi aux officiers des navires de surface et des sous-marins à faire le point, dans des conditions de précision bien supérieures à celles dont la navigation pouvait auparavant disposer. C'est là une véritable révolution dans le trafic maritime et aérien.

Enfin, je n'apprendrai rien à l'Assemblée en disant que le spatial est irrévocablement entré dans le domaine de la défense nationale. Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont déjà trouvé de nombreuses applications stratégiques aux fusées, bien entendu, mais aussi aux satellites artificiels. La participation de l'espace posera demain des problèmes de défense aussi essentiels que la participation de l'atome aujourd'hui. Ces problèmes seront d'ailleurs connexes.

L'exploration de l'espace permet aussi à l'homme d'améliorer sa connaissance de l'univers. Grâce aux satellites artificiels et aux fusées munies d'instruments de mesure, nous connaissons aujourd'hui l'environnement très complexe du globe terrestre. Nous avons entrepris l'étude du milieu spatial proprement dit, qui, loin d'être vide, comme on le pensait, est constamment parcouru d'un flux de particules matérielles dont les mouvements obéissent à des lois que nous espérons connaître un jour.

Des instruments lancés par les hommes ont commencé à explorer les planètes du système solaire. Vous savez, mesdames, messieurs, que déjà des objets lancés par les Américains et par les Soviétiques se trouvent sur la lune; vous savez aussi que la face cachée de cet astre a pu être explorée.

Hors du système solaire, les engins spatiaux, habités ou non, sont les seuls qui permettent à l'astronomie d'échapper à la gêne que lui cause le scintillement des étoiles, qui est dû au passage de leur lumière dans l'atmosphère terrestre.

La connaissance de notre terre elle-même progresse grâce à l'espace. C'est seulement par le moyen des satellites artificiels que nous pouvons connaître les dimensions exactes et la configuration précise du globe, ou mesurer avec toute la précision nécessaire les distances qui séparent les continents.

La recherche spatiale donne aux sciences et aux techniques une impulsion considérable, tant à cause du degré de précision qu'elle exige qu'en raison des qualités exceptionnelles, et souvent contradictoires, de résistance et de plasticité qu'elle impose.

C'est ainsi qu'elle a fait franchir un pas décisif à la chimie des poudres et des carburants. Les propulseurs modernes doivent, pour arracher un engin de plusieurs tonnes à l'attraction terrestre, dégager des poussées telles qu'aucun chimiste ne les aurait estimées possibles il y a seulement quinze ans.

De même, la métallurgie a dû mettre au point des alliages capables de résister aux conditions effrayantes d'accélération au départ et d'échauffement à la rentrée, qui sont propres à l'envoi et au retour d'un engin spatial.

L'industrie de la céramique, celle des plastiques ont été également sollicitées. Grâce à l'espace, des matières synthétiques

nouvelles sont nées, qui présentent un ensemble de qualités qu'on pensait, il y a quelques années, ne pas pouvoir atteindre.

L'exiguïté des engins spatiaux et la nécessité d'y placer des instruments complexes ont accéléré les progrès de l'électronique. C'est à l'espace qu'est due la miniaturisation d'appareils compliqués qui permettent des analyses scientifiques fines et nombreuses et des communications à longue distance.

La nécessité de munir les engins spatiaux d'appareils leur permettant de s'alimenter en énergie a conduit à la mise au point de piles solaires qui peuvent donner le départ à de nouvelles formes d'industries que je suis bien obligé d'appeler maintenant terrestres.

La biologie a été, elle aussi, mise à l'épreuve. Il a fallu étudier la capacité de résistance des êtres vivants soumis à des conditions très différentes de celles qui leur sont naturelles. Du même coup, la connaissance de certains phénomènes biologiques a progressé.

Tous ces progrès, ou presque tous, sont immédiatement transposables dans le domaine industriel. Nous pouvons considérer qu'aujourd'hui les nations qui sont engagées dans la course à l'espace possèdent, par rapport à celles qui n'y participent pas, un avantage de plusieurs années dans la concurrence technique et, par conséquent, commerciale. Et grâce à la prévoyance des gouvernements, secondant l'effort des savants et des techniciens, nous sommes, dans cette course, bien placés.

La conquête de l'espace a pour effet, à bien des égards, de rapetisser notre planète, dont plusieurs hommes ont déjà fait le tour en quatre-vingt-dix minutes, et de resserrer la solidarité internationale, en faisant éclater aux yeux de tous son caractère nécessaire et immédiat.

Quels seront les effets de cette prise de conscience ? Elle pourra s'exprimer aussi bien par le sentiment de la nécessité du concours mutuel que par la possibilité, pour certains, d'intervenir directement dans les affaires d'autrui.

Mais je voudrais surtout insister sur deux aspects de cette solidarité. Ceux-ci me paraissent être à l'origine de l'inspiration qui anime les deux conventions qui font l'objet de ce débat.

Le premier de ces aspects — on en a parlé — concerne le coût de la recherche spatiale. Nous connaissons le montant des sommes qu'y affectent les Etats-Unis. Il est probable qu'en Union soviétique la dépense doit être du même ordre.

La considération de ce coût ne doit pas nous conduire au découragement. Nous savons qu'une large part des budgets spatiaux américain et soviétique est consacrée à un programme, celui de l'homme dans l'espace, passionnant, certes, sur le plan politique et sur le plan technique, mais qui n'est pas absolument indispensable à la poursuite d'un programme de recherche spatiale utile.

C'est la raison pour laquelle, comme l'Assemblée nationale le sait, comme elle l'a approuvé, la France a un programme national qui, dans sa conception actuelle, doit nous conduire, dans le courant de l'année 1965, au lancement d'un satellite léger français par un engin français.

C'est en vertu de ce même programme que s'effectuent régulièrement des campagnes de tir pour éprouver des lanceurs et réaliser des expériences scientifiques dans la très haute atmosphère ou au-delà de l'atmosphère.

Notre programme se suffit à lui-même pour certaines applications limitées. Mais il va de soi que nous n'aurions pas les moyens de faire seuls tout ce qu'implique la notion de recherche spatiale, surtout si l'on songe aux applications beaucoup plus larges qu'autorise l'emploi de lanceurs et d'engins lourds.

Comme dirait Kipling, c'est là une autre histoire, mais c'est une histoire que nous serons aussi dans l'obligation de parcourir.

Le second aspect de cette solidarité, c'est que l'espace est, par définition, une chose commune. La coopération entre les nations est indispensable à la recherche spatiale. Nous voyons aujourd'hui les Etats-Unis et l'Union soviétique eux-mêmes s'engager mutuellement dans cette voie. A plus forte raison un pays comme le nôtre, dont le territoire est limité, doit-il coopérer avec d'autres, ne serait-ce que pour obtenir la mise en place des installations d'observation et de poursuite nécessaires au bon emploi des engins spatiaux.

Dès l'origine, le programme spatial français a donc été conçu comme devant être lié, aussi rationnellement que possible, à notre participation à des programmes internationaux. C'est en vertu de cette conception initiale que nous avons noué avec la N. A. S. A. américaine d'excellentes relations de coopération. Vous avez, par exemple, mesdames, messieurs, récemment appris le succès d'expériences réalisées aux Etats-Unis sur des fusées Aerobee dont la tête était équipée d'instruments scientifiques français.

Toutefois, la disproportion même des moyens disponibles de part et d'autre ne permet pas de penser avec certitude que notre coopération avec les Etats-Unis soit, pour le moment du moins, de nature à donner à nos techniciens et à nos savants la maîtrise de toutes les connaissances nécessaires à la poursuite d'un programme de recherches spatiales.

C'est pourquoi, dès l'origine également, il a été jugé indispensable d'aménager la coopération entre les pays d'Europe.

Sur le plan européen, le problème se présente, en effet, en des termes fort différents. Nous pouvons considérer que, dans leur ensemble, les pays d'Europe occidentale représentent un potentiel intellectuel et industriel qui, convenablement utilisé, pourra, dans quelques années, soutenir la comparaison avec celui des Etats-Unis ou de l'Union soviétique. Mais si ce potentiel reste dispersé, si son emploi n'est pas commandé par une volonté commune, nous courons le risque d'aboutir à la simple juxtaposition d'efforts modestes, en regard desquels ceux des deux principales puissances du monde paraîtront démesurément grands. Il y aurait d'ailleurs de fortes raisons de craindre que ces efforts modestes ne soient le fait d'un nombre très limité de pays, et qu'une large part du potentiel européen ne soit soumise en réalité à une mainmise extérieure.

C'est pour ces raisons, d'ordre politique tout autant que technique, que l'Assemblée devrait approuver hautement les deux conventions instituant le C. E. R. S. et le C. E. C. L. E. S.

Je ne m'étendrai guère sur l'économie de ces deux conventions qui ont fait l'objet des excellents rapports que vous avez entendus. Je rappellerai seulement que le C. E. R. S. a pour objet tous les domaines de la science spatiale. Etant donné les grands avantages que les résultats de la recherche présentent pour la science et l'industrie, il est prévu que, sous réserve des droits d'invention, les résultats techniques du C. E. R. S. seront publiés ou rendus accessibles par tout autre moyen. En outre, le C. E. R. S. s'efforcera de multiplier les échanges de savants et de techniciens. Le programme scientifique comprendra l'étude et la construction de fusées-sondes, de satellites munis d'appareils scientifiques fournis par les Etats membres ou par l'organisation, le dépouillement et l'analyse des données, la formation des chercheurs.

L'organisation disposera d'un centre européen de technologie spatiale à Delft, d'un centre de données à Darmstadt, d'un laboratoire en Italie et d'une base de lancement de fusées à Kiruna, en Suède.

Pendant les huit premières années seront lancés 440 fusées-sondes, 22 petits satellites, 8 sondes spatiales, dont certaines en direction de la lune, et quelques gros satellites.

Le C. E. C. L. E. S. a pour objet la construction d'engins capables de mettre en orbite des satellites lourds ou de lancer des sondes spatiales.

Le programme initial doit aboutir, en 1966, au lancement d'une fusée capable de mettre en orbite à 600 kilomètres un satellite d'une tonne. Le premier étage de cette fusée sera britannique — Blue Streak — le second français — Véronique — et le troisième allemand. La première série de satellites expérimentaux sera exécutée par l'Italie. Les stations terrestres de guidage intermédiaire seront confiées à la Belgique. Les Pays-Bas seront chargés de la télémesure. L'engin sera lancé du site de Woomera, en Australie.

Pourquoi deux organisations ? Certes, on peut dire que la recherche spatiale comporte deux séries de préoccupations techniques différentes : d'une part, celles qui concernent la propulsion et le lancement ; d'autre part, celles qui se rapportent à l'étude du milieu spatial.

Mais la raison fondamentale de la division des tâches entre les deux organisations réside dans leur composition différente. Certains pays, en effet, intéressés par la recherche spatiale proprement dite, ont estimé ne pas avoir un intérêt suffisant dans l'entreprise industrielle que représente la construction d'un lanceur. C'est pourquoi, alors que la convention instituant le C. E. R. S. a été signée par l'Espagne, la Suède et la Suisse, ces trois pays ne sont pas signataires de la convention instituant le C. E. C. L. E. S., au bas de laquelle nous trouvons en revanche la signature de l'Australie, à cause de l'apport par ce pays de son champ de tir de Woomera.

Les inconvénients qui peuvent résulter de cette division des tâches sont, dans une certaine mesure, compensés par l'installation des deux sièges à Paris. L'Assemblée sait que les personnalités qui dirigent les deux organismes provisoires auxquels va être confiée la conduite des deux organisations, dès l'entrée en vigueur des conventions, sont notre compatriote, l'éminent physicien qu'est le professeur Pierre Auger, pour le C. E. R. S. et, pour le C. E. C. L. E. S., M. de Carrobbio, ambassadeur d'Italie, dont j'ai pu éprouver la haute qualité lors de mon séjour à Rome.

Les budgets des deux organisations ont été fixés d'avance. Ils sont de un milliard de francs pour le premier programme du C. E. C. L. E. S. et de 1.500 millions de francs pour les huit premières années du C. E. R. S. Ces sommes ne peuvent être modifiées qu'à l'unanimité. Notre pays ne risque donc pas d'être conduit, sans l'avoir consenti, à accroître son effort budgétaire.

J'ai déjà dit à l'Assemblée que notre programme national et les programmes européens étaient intimement liés et en quelque sorte complémentaires. Je voudrais illustrer ce fait par quelques exemples.

Il est possible que le développement de nos techniques nous conduise à la conception d'un lanceur d'engins lourds français. Il est cependant peu probable qu'un tel lanceur puisse, sur un plan strictement national, être employé dans des conditions de rentabilité suffisante. En revanche, il pourrait constituer un apport intéressant à l'effort européen, notamment dans la mise en œuvre des programmes qui suivront la réalisation du premier engin confiée au C. E. C. L. E. S.

En outre, nous avons marqué notre intérêt pour les deux organisations en les accueillant sur notre territoire, en proposant un grand savant français — celui que j'ai nommé — pour prendre la direction de l'une d'elles, en demandant que la direction du programme initial du C. E. C. L. E. S. fût confiée à un Français et en assurant la participation de nos techniciens à tous les échelons de la hiérarchie dans les deux organisations.

Des conversations d'une importance capitale sont en cours entre les Etats-Unis et les pays européens quant à la mise en place, à relativement brève échéance, d'un système de télécommunications par satellite.

Pour nous, pour les Européens, il s'agit d'assurer à la science et à l'industrie de notre continent la place qui leur revient dans ce chapitre nouveau de la technique.

Ainsi se trouve démontrée par les faits l'urgente nécessité, pour les pays d'Europe, d'associer leurs efforts. Je ne doute pas que l'Assemblée tout entière partage la conviction du Gouvernement, à savoir que les deux conventions que j'ai l'honneur de lui soumettre correspondent bien à cette nécessité et démontrent en outre que l'Europe se fait pour ainsi dire elle-même lorsque les faits et la vie l'imposent.

C'est votre vote, mesdames, messieurs, qui va donner naissance, pour ce qui nous concerne, à cette Europe de l'espace. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

Je donne lecture de l'article unique :

« Article unique. — Est autorisée la ratification :

« — d'une convention portant création d'une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux signée à Londres le 29 mars 1962 ainsi que d'un protocole financier annexé à cette convention et d'un protocole concernant certaines responsabilités à l'égard du programme initial ;

« — d'une convention portant création d'une organisation européenne de recherches spatiales signée à Paris, le 14 juin 1962, ainsi que d'un protocole financier annexé à cette convention et d'un protocole financier annexé à cette convention et d'un de recherches spatiales pendant les huit premières années de son existence.

« Le texte des conventions et protocoles susmentionnés est annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 5 —

RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention portant création d'une organisation européenne pour des recherches astronomiques

dans l'hémisphère austral et de son protocole financier signés à Paris, le 5 octobre 1962 (n° 538, 652).

La parole est à M. RADIUS, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

M. René Radius, rapporteur. Mesdames, messieurs, la recherche astronomique dans l'hémisphère austral est devenue une nécessité car l'hémisphère austral se trouvait désavantagé par rapport à l'hémisphère boréal.

Le seul fait que le centre de notre galaxie s'y trouve conduit à approuver les initiatives qui ont été à l'origine de la convention qui nous est soumise.

C'est en 1953 que le professeur néerlandais Cort lança le projet de création d'un grand observatoire astronomique à établir dans l'hémisphère austral sous la gestion commune des principaux pays de l'Europe occidentale. L'ampleur de cette œuvre rendait pratiquement indispensable une coopération internationale.

L'appel du professeur Cort a été suivi — il a fallu du temps, certes ! — de la création d'un comité scientifique composé d'astronomes d'Allemagne fédérale, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de Suède.

Ce comité tint plusieurs sessions. Malheureusement, la Grande-Bretagne se retira à un certain moment, la Royal Society n'ayant pas estimé devoir soutenir ce projet, du moins dans l'immédiat. C'est ce qui nous prive de ce phénomène réjouissant d'une collaboration essentielle de la Grande-Bretagne comme c'est le cas pour le C. E. R. S. et le C. E. C. L. E. S. Mais tous les espoirs sont permis car la position de la Grande-Bretagne semble ne pas être définitivement arrêtée.

Finalement la convention intéresse actuellement l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, les Pays-Bas et la Suède. Elle est ouverte à la signature de tous les Etats qui ont participé aux travaux préliminaires et le conseil, statuant à l'unanimité, pourra prononcer l'admission de tous les autres Etats qui en feraient la demande.

L'organisation ainsi créée aura son siège provisoire à Bruxelles, mais il sera fixé définitivement par ses instances directrices.

Son objectif est la construction, l'équipement et le fonctionnement d'un observatoire astronomique qui sera situé dans l'hémisphère austral. Il est question de la région du Cap ou du Chili.

Quelles seront les structures et les modalités de fonctionnement de l'Organisation ? Elle comprendra un conseil, composé de deux délégués de chacun des Etats membres, qui aura la charge de la gestion de l'Organisation, notamment en matière financière. Un directeur nommé par le conseil sera assisté du personnel scientifique, technique et administratif.

Le financement incombera aux Etats membres dont les contributions seront calculées suivant un barème établi par le conseil sur la base du revenu national net de chaque Etat. En principe, la France et la République fédérale d'Allemagne supporteront chacune un tiers, le dernier tiers étant supporté par la Suède, la Belgique et les Pays-Bas.

La participation de la France aux dépenses de construction et d'équipement, prévues sur huit ans, seront de l'ordre de 1.700.000 francs pour 1964. Sa participation aux dépenses de fonctionnement devra s'établir aux environs de 600.000 francs par an.

Une remarque à ce sujet : la charge de la contribution française est imputée au budget du ministère de l'éducation nationale. Votre commission des affaires étrangères estime qu'il serait plus logique que la contribution française fût inscrite à l'avenir dans le budget du ministère des affaires étrangères, celui-ci étant responsable des budgets des autres organisations internationales, notamment de celui du conseil européen pour la recherche nucléaire. Certaines assurances nous permettent d'espérer que des dispositions dans ce sens seront prises pour le budget de 1965.

Tel est, dans ses grandes lignes, l'aspect technique et scientifique de la convention qui nous est soumise. Quant à son aspect politique, j'ai peu de chose à ajouter à ce que j'ai dit tout à l'heure en ce qui concerne le C. E. C. L. E. S. et le C. E. R. S. et qui est également valable ici.

C'est la première fois que la recherche astronomique bénéficie d'une coopération européenne. Votre commission des affaires étrangères vous recommande d'approuver ce projet car, dans le domaine des réalisations concrètes, il contribuera utilement à maintenir et à renforcer une construction européenne qu'elle souhaite voir se réaliser progressivement sur un plan plus large. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales.

M. Gaston Palewski, ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales. Je n'ajouterais que quelques mots aux excellentes observations de M. Radius.

Ce projet présente un triple intérêt : un intérêt scientifique, puisqu'il va permettre, dans un hémisphère dénué jusqu'ici d'observatoire, de se livrer à de très fructueuses observations, notamment en ce qui concerne la galaxie ; un intérêt national, puisque nous pourrions y trouver l'application de la technique des grands réflecteurs à miroir, qui a fait la renommée de notre observatoire Saint-Michel et de notre observatoire de Haute Provence, ainsi que des savants, comme M. Chrétien, qui ont mis en œuvre cette technique ; enfin, il y a l'intérêt politique que M. Radius évoquait il y a quelques instants.

Pour une entreprise de haute valeur scientifique, voici que, de nouveau, des pays européens s'assemblent dans les meilleures conditions et avec le meilleur esprit. Après le C.E.R.N., après les organisations européennes de l'espace auxquelles vous venez de donner le jour, voici qu'après cette Europe de l'espace, nous allons voir apparaître l'Europe du ciel. Voilà un pas de plus dans la bonne direction. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

Je donne lecture de l'article unique :

« Article unique. — Est autorisée l'approbation de la convention portant création d'une organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral et de son protocole financier, signés à Paris le 5 octobre 1962, dont les textes sont annexés à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(*L'article unique du projet de loi, mis aux voix, est adopté.*)

— 6 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre des affaires étrangères un projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la France et le Danemark relative au service militaire des double nationaux signée à Paris le 6 juin 1963.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 663, distribué et renvoyé à la commission de la défense nationale et des forces armées, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 7 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE

M. le président. J'ai reçu de M. Dejean et plusieurs de ses collègues une proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 28 et 47 de la Constitution.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 664, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 8 —

DEPOT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. de Grailly une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 bis de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 665, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Beauguitte une proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale de la Légion d'honneur pour commémorer le cinquantième anniversaire de la déclaration de la guerre 1914-1918.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 666, distribuée et renvoyée à la commission de la défense nationale et des forces armées, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Michel Debré une proposition de loi tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles ».

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 667, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de MM. Labéguerie, Julien et Jean Moulin une proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions du statut du fermage et du métayage les exploitants de nationalité étrangère dont les enfants sont de nationalité française.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 668, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de MM. Fontanet, Philippe et Barniaudy une proposition de loi tendant à rendre applicables aux entreprises hydroélectriques placées sous le régime de l'autorisation les dispositions de l'article 65 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945, modifié par l'article 17, paragraphe 1, de la loi n° 53-1320 du 31 décembre 1953, relatives à la répartition de la valeur locative de la force motrice des chutes d'eau et de leurs aménagements utilisés par les entreprises hydroélectriques concédées.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 669, distribuée et renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de MM. Fric et Pasquini une proposition de loi tendant à modifier la réglementation qui régit actuellement les rapports entre bailleurs et locataires hôteliers.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 670, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Chandernagor et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à supprimer l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 réprimant l'offense au Président de la République.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 671, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant : 1° à la nationalisation des entreprises privées de construction aéronautique ; 2° à la nationalisation du transport aérien français ; 3° au développement : a) des programmes civils d'études et de fabrications aéronautiques ; b) du transport aérien français.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 672, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. du Halgouet et Collette une proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi d'orientation agricole.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 673, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de Mme Prin et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à accorder, au titre de l'assurance-maternité, aux femmes salariées du secteur privé, le paiement pendant seize semaines d'indemnités journalières de repos d'un montant égal à leur salaire.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 674, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de Mme Prin et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à l'octroi des indemnités journalières à l'assurée sociale du secteur privé lorsqu'elle est contrainte de suspendre son travail pour soigner son enfant mineur.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 675, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à modifier et à compléter les articles 29 et 29 a) du livre premier du code du travail en vue de renforcer la protection des femmes salariées en état de grossesse.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 676, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues une proposition de loi modifiant les articles 54 b et 54 d du livre II du code du travail afin d'aménager le temps de repos de certaines mères de famille et de stimuler la création de crèches à l'intérieur des entreprises privées.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 677, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à modifier les articles 14 et 76 du livre II du code du travail afin d'améliorer les conditions de travail des femmes salariées.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 678, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Peretti une proposition de loi tendant à modifier l'article 75 du code civil, relatif à la célébration du mariage.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 679, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 9 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Vendredi 22 novembre, à quinze heures, séance publique :

Questions orales sans débat :

Question n° 4151. — M. Seramy appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la population sur l'intérêt social et financier présenté par l'application, au secteur de l'aide sociale aux personnes âgées, des formules d'aide et de soins à domicile. La proportion croissante des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et le fait que nombre d'entre elles ne disposent pas de ressources suffisantes exigent une augmentation importante du nombre de places dans les hospices et dans les maisons de retraite. Les prévisions établies à ce sujet dans le cadre du IV^e plan portent sur la création de 12.000 lits et la modernisation de 36 établissements tandis que les maisons de retraite devront offrir 8.000 places supplémentaires d'ici à 1965. La charge financière qui doit en résulter doit s'apprécier en

tenant également compte du coût croissant du prix de journée des hôpitaux-hospices. Il convient d'ajouter que si l'entrée des personnes âgées dépourvues des ressources nécessaires pour assurer leur subsistance dans ces établissements apporte une solution, celle-ci n'est pas toujours celle que souhaitent les intéressés ni davantage celle que les études sur le « troisième âge » reconnaissent comme la meilleure. Ne convient-il pas, dès lors, de rechercher les moyens propres à éviter, pour les personnes âgées, toute rupture avec la vie sociale qu'elles doivent abandonner en sollicitant leur admission dans un hospice ? En particulier, une formule pourrait consister dans l'attribution d'une prestation en espèces allouée sur la demande des intéressés lorsque ceux-ci remplissent toutes les conditions pour être admis à l'hospice. Cette allocation serait calculée par référence au prix de journée de l'établissement dans lequel l'admission aurait dû, en tout état de cause, être prononcée et soumise aux mêmes conditions d'attribution que l'aide sociale avec toutes les conséquences qui en découlent, notamment quant à la subrogation dans les droits à l'aide alimentaire. Une telle allocation permettrait aux personnes âgées demeurées valides et dont la seule absence de ressources motive la demande d'admission dans un hospice de ne pas abandonner leur milieu familial et social. Cette formule, dont les modalités d'application restent à préciser, présenterait le double mérite d'alléger les charges financières de l'aide sociale et d'apporter une solution humaine aux problèmes de l'assistance. Il lui demande quel est, en la matière, le point de vue du Gouvernement.

Question n° 3004. — M. Rossi demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui faire connaître les raisons précises pour lesquelles il n'a pas approuvé les tableaux d'avancement de grade de l'administration des eaux et forêts en ce qui concerne les personnels techniques de la catégorie C et ce pour l'année 1962. Le motif invoqué serait le surnombre de personnels de cette administration, consécutif au retour en métropole des agents servant en Algérie. Or, les avancements de grade dont il s'agit (agents techniques, brevetés, sous-chefs de district, chefs de district, chefs de district spécialisés) auraient dû être établis et approuvés fin 1961 pour l'année 1962. Dans ces conditions, les promotions auraient pu intervenir presque jusqu'à épuisement des tableaux en cause, les surnombres invoqués n'ayant commencé à se produire qu'en octobre 1962 seulement. De plus, il ne peut être invoqué une question de surnombre, alors que les deux corps forestiers de catégorie C (métropolitain et algérien) fusionnés par décret n° 60-956 du 6 septembre 1960 ne l'ont été en réalité qu'au 1^{er} janvier 1963. Il y a donc de la part de l'administration un retard grave, dont les conséquences ne doivent pas être supportées par le personnel. Egalement le personnel des eaux et forêts est considéré comme personnel en uniforme et, à ce titre, il est alloué un crédit annuel à cette administration pour l'habillement de ses agents. Ce crédit de 1.240.000 francs est nettement insuffisant et l'administration en demande annuellement, mais vainement, une majoration la mettant sur un pied d'égalité avec les autres administrations civiles. Il lui demande s'il estime qu'il soit possible aux eaux et forêts, avec une somme annuelle moyenne de 90 à 120 francs, de faire face à l'habillement de son personnel, alors qu'il est alloué de 250 à 300 francs par agent aux autres administrations, et s'il peut lui faire connaître les raisons de cette différenciation.

Question n° 3048. — M. Rossi demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui faire connaître quelles sont les dispositions qu'il entend prendre pour mettre un terme au déclassement catégoriel dont sont victimes — au sein de la fonction publique — les personnels techniques des eaux et forêts et notamment les chefs de district et chefs de district spécialisés qui, classés actuellement en catégorie C, demandent avec une argumentation dont personne, ni les finances, ni la fonction publique, ni l'agriculture, et encore moins l'administration intéressée, ne conteste la valeur et le bien-fondé, leur reclassement en catégorie B. Ses services ont été saisis à de nombreuses reprises de ce problème et, dès 1959, ils ont donné l'assurance que le reclassement des chefs de district et chefs de district spécialisés des eaux et forêts interviendrait à une époque ultérieure. Cette époque est désormais venue et la promesse faite doit être tenue. Des propositions sont actuellement à l'étude entre les services du budget et la direction générale des eaux et forêts, mais celles-ci paraissent difficilement acceptables par les intéressés qui, de surplus, en ont été tenus à l'écart. En effet elles constituent tout au plus un semblant de « rattrapage » par rapport aux administrations similaires à celles des eaux et forêts et ne peuvent, ni de près ni de loin, être considérées comme apportant le reclassement qui s'impose au plus tôt. Il lui demande en particulier s'il compte se pencher attentivement sur le problème qui lui est posé ; inviter les organisations syndicales représentant les personnes intéressées à lui apporter leur collaboration et rechercher par tous les

moyens la véritable solution qui s'impose, faute de quoi le climat créé ne pourra que se dégrader et se détériorer encore plus au détriment du budget de la nation et de celui des collectivités locales.

Question n° 5478. — M. Bettencourt appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'émotion qui s'est emparée d'une centaine d'herbagers de la Seine-Maritime lorsqu'ils ont appris que, subitement, l'administration des domaines entendait procéder, par voie d'adjudication, à la location des marais situés entre la Seine et le canal de Tancarville. Ce procédé n'avait pas été utilisé depuis 1938 et, depuis cette date, les cultivateurs ont toujours régulièrement accepté les conditions qui leur étaient faites de gré à gré par l'administration. Aujourd'hui, non seulement on renonce à cette méthode, mais, ce qui est encore plus grave, on procède à des adjudications par tranches, à des dates successives, de manière à susciter la surenchère et à provoquer une hausse anormale des prix de location. Il lui demande si, à une époque où il déploie tant d'efforts pour enrayer la hausse des prix, il ne serait pas opportun d'ordonner à l'administration des domaines, au cas où elle tiendrait absolument à louer par adjudication, de procéder le même jour à l'adjudication de tous les lots, afin d'éviter une surenchère et une hausse des loyers qui agiraient dans le sens contraire des efforts demandés par ailleurs au pays.

Question n° 3151. — M. Lolive attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles sur l'insuffisance des crédits budgétaires destinés à la restauration et à l'entretien des monuments historiques, des palais nationaux et des bâtiments civils. Il lui demande : 1° les raisons pour lesquelles ont été réduites les dotations budgétaires prévues pour 1963 par la commission de l'équipement culturel du IV^e plan pour les bâtiments civils, les palais nationaux et les monuments historiques ; 2° les dispositions qu'il compte prendre pour remédier dès cette année à cette situation et en particulier à quelle date il déposera le deuxième projet de loi de programme annoncé le 18 janvier 1963 ; 3° les mesures qu'il envisage de prendre pour maintenir et développer les effectifs de cette main-d'œuvre hautement qualifiée que représentent les tailleurs de pierres ; 4° quels sont les puissants intérêts privés qui entendent détruire cette corporation à laquelle il a fait allusion à deux reprises, devant le Parlement.

Question n° 2666. — M. Dupuy expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles que les artistes et leurs organisations se sont élevés de façon unanime contre toute atteinte à l'application du décret du 18 mai 1951, c'est-à-dire à ce qu'on appelle le 1 p. 100. Ces protestations ont été provoquées par l'intervention ministérielle le 18 janvier 1963, lors de la discussion du budget de son ministère. L'arrêté du 18 mai 1951 avait et a pour but, moins de « donner du travail aux artistes pauvres » selon son expression condescendante, que de matérialiser la responsabilité de l'Etat dans la création d'un art monumental moderne public : notre époque, qui aura vu une floraison extraordinaire d'architecture, ne doit pas se caractériser par la nudité décorative de ces bâtiments publics et monuments. L'arrêté avait, et a également pour but, un choix très large et très démocratique des créateurs d'art, le critère des « grands artistes » étant aujourd'hui déterminé par les marchands d'œuvres d'art à partir de considérations commerciales. Le choix limitatif de quelques « grands artistes » par le seul ministre de la culture et pour un nombre limité de grands bâtiments, violerait l'esprit du décret en excluant l'intervention des municipalités, en faisant arbitrairement primer certaines tendances artistiques non figuratives sur les autres qualifiées de « périmées », en retranchant les bâtiments scolaires du bénéfice de l'art moderne vivant. Les artistes demandent de façon générale : — l'élévation du taux de 1 p. 100 à 2 p. 100, comme c'est le cas, par exemple, en Italie. — L'extension à tous les bâtiments publics impliquant une participation de l'Etat. — La simplification des formalités administratives (un avant-projet, un projet définitif, l'exécution) et l'accélération des modalités de paiement. — L'application intégrale de la loi à tous les bâtiments intéressés, quelle que soit leur importance et où qu'ils se trouvent. — L'accession de tous les artistes qualifiés, sans distinction de tendances artistiques, dans le respect des désirs exprimés par les administrations locales intéressées et les usagers. En ce qui concerne les modalités d'exécution, il conviendrait d'exiger : — que le projet de décoration soit inclus dans le projet de construction, de façon que l'exécution puisse se faire en même temps, permettant notamment l'utilisation des mêmes échafaudages et de la même main-d'œuvre. — Une rémunération spéciale pour l'architecte, grâce à l'élévation du taux de 1 p. 100, en compensation du travail supplémentaire consenti. En ce qui concerne la question délicate du choix des artistes, on pourrait envisager que, pour les chantiers importants, soient constituées des équipes de décorateurs sous la

direction d'un maître d'œuvre. Mais les meilleures garanties ne peuvent être trouvées qu'en assurant le maximum de démocratie dans le fonctionnement des organismes, c'est-à-dire : — maximum de publicité donné aux commandes ; publication périodique des programmes de construction ; informations fournies aux organisations d'artistes, etc. — Participation des intéressés aux commissions : représentants des artistes (désignés par les organisations, les salons, et non cooptés), des administrations intéressées (membres de l'enseignement en ce qui concerne les locaux scolaires) et des usagers. Il lui demande s'il entend donner satisfaction aux suggestions des milieux artistiques ci-dessus rapportées, en ce qui concerne le 1 p. 100, et plus généralement quelle est sa doctrine en la matière.

Question n° 4046. — M. Dupuy expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles que la fédération nationale des centres culturels communaux a tenu son IV^e congrès national à Dijon les 17, 18 et 19 juin 1963. A l'issue de ces assises, la F. N. C. C. a demandé : 1° qu'une coordination effective soit réalisée au niveau des institutions et, notamment, entre le ministère d'Etat chargé des affaires culturelles et le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, plus particulièrement en ce qui concerne les questions d'équipement culturel. A cet égard, il a été souhaité par le congrès de Dijon que M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles et M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports exposent ensemble et dans un document unique les conditions à remplir par les municipalités pour la construction d'une maison des jeunes et de la culture ou pour la construction d'une maison de la culture, en même temps qu'ils définiraient la vocation de l'une et de l'autre, sa fréquentation, etc. ; 2° que la F. N. C. C. dont la représentativité n'est pas discutable, soit admise à participer aux grandes commissions qui ont à connaître de l'équipement, de l'action culturelle et du plan, par exemple celle de l'équipement culturel et du patrimoine artistique ; 3° que 1 p. 100 du budget de l'Etat soit réservé au chapitre de l'action culturelle des collectivités locales et des grandes associations nationales à vocation culturelle. Compte tenu des très nombreuses villes qui adhèrent à l'heure actuelle à la F. N. C. C. ou soutiennent son action, il lui demande quelle est sa doctrine en la matière et particulièrement quelle suite il entend donner aux vœux précis et parfaitement légitimes formulés par la fédération nationale des centres culturels communaux.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-sept heures trente minutes.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.

Nomination de rapporteurs.

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES

M. Gorce-Franklin a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi relatif à l'emploi d'officier dans les services du ministère de l'éducation nationale (n° 657), dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission de la défense nationale et des forces armées.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Guéna a été nommé rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de divers accords et conventions signés le 10 juillet 1963 entre la République française et la République togolaise (n° 590), en remplacement de M. de Lipkowski.

M. Vendroux a été nommé rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie (n° 646).

M. Vendroux a été nommé rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif au protocole financier annexé à l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie (n° 647).

M. Arthur Moulin a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et le Royaume de Belgique relative au service militaire, signée à Paris le 12 octobre 1962 (n° 540), dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission de la défense nationale et des forces armées.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES

M. Bignon a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Fanton, Tomasinini et Duterne tendant à permettre aux officiers de réserve, ayant eu des responsabilités particulières en temps de guerre, de postuler au grade supérieur dans l'honorariat (n° 608).

M. Halbout a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à instaurer, dans certaines conditions, un service militaire spécial de coopération pour les jeunes gens susceptibles d'apporter, en raison de leur compétence, une coopération efficace aux pays en voie de développement (n° 614).

M. Hébert a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Bousseau, Neuwirth et Tomasinini tendant à permettre aux sapeurs-pompiers volontaires de remplacer les obligations militaires traditionnelles par un stage de durée égale dans certaines formations de sapeurs-pompiers (n° 618).

M. Le Theule a été nommé rapporteur du projet de loi relatif à l'emploi d'officier dans les services du ministère de l'éducation nationale (n° 657).

M. Bourguind a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi autorisant la ratification de divers accords et conventions signés le 10 juillet 1963 entre la République française et la République togolaise (n° 590), dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des affaires étrangères.

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. Brousset a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Vivien tendant à étendre aux villes de plus de 25.000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation (n° 607).

M. Feuillard a été nommé rapporteur du projet de loi modifié par le Sénat, autorisant la ratification de la convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs, signée à Genève, le 19 juin 1948 (n° 623).

M. Neuwirth a été nommé rapporteur de la proposition de résolution de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion de la R. T. F. (n° 625).

M. Hoguet a été nommé rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives aux pouvoirs de l'usufruitier et à la gestion des biens des femmes mariées, des mineurs et des interdits, ainsi que les articles 31 et 32 de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (n° 637).

COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES

M. Becue a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture (n° 210), dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Ordre du jour établi par la conférence des présidents.
(Réunion du mercredi 20 novembre 1963.)

M. le président de l'Assemblée nationale a convoqué pour le mercredi 20 novembre 1963 la conférence des présidents constituée conformément à l'article 48 du règlement.

En conséquence, la conférence des présidents s'est réunie et a établi comme suit l'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au vendredi 29 novembre 1963 inclus.

I. — Ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement :

Jeu­di 21 novembre 1963, après-midi :

Examen du texte de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi relatif à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement ;

Discussions :

— du projet de loi autorisant la ratification de : 1° la convention instituant une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, signée à Londres le 29 mars 1962 et ses protocoles annexes ; 2° la convention instituant une organisation européenne de recherches spatiales, signée à Paris, le 14 juin 1962, et ses protocoles annexes (n° 534-567-621) ;

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention portant création d'une organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral et de son protocole financier signés à Paris, le 5 octobre 1962 (n° 538-652).

Mardi 26 novembre 1963, après-midi et soir.

Mercredi 27 novembre 1963, après-midi et soir :

Communication avec débat sur l'aménagement du territoire, ce débat devant être poursuivi jusqu'à son terme.

Jeu­di 28 novembre, après-midi et éventuellement soir :

Discussion du projet de loi relatif au fonds national de l'emploi (n° 630).

II. — Questions orales inscrites par la conférence des présidents :

Vendredi 22 novembre 1963, après-midi :

7 questions orales sans débat, celles de MM. Seramy (n° 4151), Rossi (n° 3004-3048), Bettencourt (n° 5478), Lolive (n° 3151), Dupuy (n° 2666-4046).

Le texte de ces questions a été reproduit en annexe à l'ordre du jour établi par la conférence des présidents du mercredi 13 novembre 1963.

Vendredi 29 novembre 1963, après-midi :

10 questions orales sans débat, celles de MM. de Lipkowski (n° 2743), Ballanger (n° 3926), Gilbert Faure (n° 4000), Rabourdin (n° 5460), Christian Bonnet (n° 4289), Fanton (n° 4618), Delorme (n° 3044), Catroux (n° 5008), Mer (n° 4948), André Rey (n° 5016).

Le texte de ces questions est reproduit ci-après en annexe.

ANNEXE

QUESTIONS ORALES VISÉES AU PARAGRAPHE II

Questions orales sans débat inscrites à l'ordre du jour du vendredi 29 novembre 1963, après-midi :

Question n° 2743. — M. de Lipkowski demande à M. le ministre de la santé publique et de la population quelles mesures il compte prendre pour allouer aux orphelins totaux ou partiels une allocation substantielle pour compenser la perte de revenus que représente pour eux la disparition de leurs parents.

Question n° 3926. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de l'intérieur de douze démocrates martiniquais ont été inculpés « d'atteinte à l'intégrité du territoire et de complot contre l'autorité de l'Etat ». Transférés dans des conditions inhumaines, ils sont maintenant incarcérés en France, à 8.000 kilomètres de leurs familles et de leurs amis. Les motifs invoqués par le Gouvernement pour tenter de justifier ces mesures brutales de répression à l'encontre de démocrates tiennent uniquement à leur activité politique légale. C'est donc une confirmation de l'appréciation portée par toute l'opposition démocratique sur l'institution de la cour de sûreté de l'Etat et l'aggravation du code de procédure pénale, analysées à juste titre comme des dispositions attentatoires aux libertés et visant toute activité politique non conforme aux vues du pouvoir. La mesure d'interdiction qui a frappé la soirée de solidarité prévue pour le 28 juin, au profit des familles des emprisonnés martiniquais politiques par le Secours populaire français, en est une illustration supplémentaire. Cette soirée était convoquée sur invitation personnelle. Les bénéficiaires en étaient destinés à l'envoi de colia et de mandats aux vingt et un enfants des emprisonnés et à

leurs familles. Elevant la plus vive protestation, il lui demande s'il entend, avec les autres membres du Gouvernement : 1° rapporter la décision d'interdiction du 27 juin 1963 et ne plus mettre illégalement obstacle à l'œuvre de solidarité et d'humanité poursuivie par le Secours populaire français à l'égard des familles des démocrates martiniquais actuellement emprisonnés ; 2° rendre ceux-ci à la liberté dans les plus brefs délais, conformément au vœu récent de plus de cent éminentes personnalités françaises de toutes opinions et confessions.

Question n° 4000. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre de l'intérieur que, le 3 juillet 1963, un orage de grêle d'une violence extraordinaire a causé, dans la région de Foix-Lavelanet (Ariège), des dégâts catastrophiques. Sous la chute de grêlons de plus de 200 grammes les toitures des maisons d'habitation et des bâtiments publics ont été endommagés, les couvertures des usines et des ateliers de Lavelanet ont volé en éclats ; les machines sont abîmées, les pièces de drap prêtes à être expédiées sont inutilisables. Dans les communes rurales, les récoltes sont complètement détruites et les sinistrés à cent pour cent sont particulièrement nombreux. Ni les particuliers, ni les communes, ni même le département, ne pouvant supporter les charges financières énormes qu'entraîne cette effroyable calamité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour leur venir en aide.

Question n° 5460. — M. Rabourdin attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la recrudescence du banditisme, qui tend à devenir un phénomène social marquant d'une jeunesse atteinte par la contagion d'exemples criminels vantés par certains organes de presse et par certains films. Il lui demande en conséquence : 1° s'il ne serait pas possible d'étendre les pouvoirs des autorités administratives, pour les autoriser à s'opposer à la projection de certains films et à la publication de certains documents, constituant un encouragement à la violence et même au meurtre, lorsque la délinquance juvénile atteindra des proportions importantes dans leurs régions ; 2° s'il compte mettre à l'étude, en accord avec M. le ministre des armées, des mesures ayant pour effet d'appeler sous les drapeaux, avant leurs classes d'âge, les jeunes gens qui seront coupables de récidive et de délit ou crime, ou qui n'auront, par leur mauvaise volonté, trouvé aucun travail susceptible de les occuper valablement.

Question n° 4289. — M. Christian Bonnet rappelle à M. le ministre de l'intérieur que le paragraphe 5 de l'article 3 de la loi du 6 novembre 1962 dispose qu'un règlement d'administration publique fixe les modalités d'application des dispositions organiques concernant l'élection du Président de la République au suffrage universel. Il lui demande de lui indiquer s'il est permis d'escompter une parution prochaine dudit règlement, et quelles en seront les lignes directrices, notamment en ce qui concerne les conditions de la participation de l'Etat aux dépenses de propagande considérables entraînées par les caractéristiques de cette consultation.

Question n° 4618. — M. Fanton rappelle à M. le ministre de l'intérieur qu'à la suite de multiples questions qu'il avait posées à M. le ministre du travail, un décret avait transféré de ce dernier, aux préfets, le soin de prendre les mesures propres à assurer une réglementation aussi efficace qu'équitable de l'industrie du taxi. Il lui demande s'il est en mesure de lui faire savoir pourquoi, malgré l'ancienneté de cette décision, il semble qu'aucun texte d'origine préfectorale n'ait été publié, notamment dans les départements de la Seine et des Bouches-du-Rhône où le problème est le plus actuel. Dans l'hypothèse où des difficultés d'ordre administratif ou législatif seraient responsables de ce retard, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à cette situation.

Question n° 3044. — M. Delorme expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, depuis plusieurs années, la hausse constante du prix des loyers pèse de plus en plus lourdement sur le budget des étudiants, et que les nouvelles augmentations des loyers vont encore aggraver cette charge. Il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder aux étudiants qui n'ont pas la possibilité de se loger dans leur famille, une allocation spéciale de loyer, afin de compenser la charge du loyer, qui risque de devenir écrasante pour leur budget.

Question n° 5008. — M. Catroux remercie M. le ministre de l'éducation nationale de sa déclaration faite le 3 juillet 1963 à la tribune de l'Assemblée nationale selon laquelle « des crédits d'étude vont être dégagés pour préparer les dossiers relatifs à la construction, à Nice, d'un centre hospitalier universitaire dont la réalisation est prévue au V° Plan ». Il se réjouit de voir ainsi confirmer les assurances reçues de lui au cours de leurs différents entretiens, « notamment celui du 21 juin 1963 » concernant l'implantation à Nice d'une faculté

de médecine. Il appelle toutefois de façon particulière son attention sur l'impérieuse nécessité de prendre des mesures immédiates en vue de normaliser le fonctionnement des hôpitaux de Nice. Actuellement en effet bien qu'y soient pratiquées toutes les disciplines et spécialités d'un centre hospitalier universitaire, le centre hospitalier demeure classé en deuxième catégorie. Il s'ensuit de graves inconvénients, notamment quant à l'internat (69 internes titulaires) et aux effectifs du personnel médical et paramédical. Ainsi la création, ces dernières années, des certificats d'études spéciales empêche la préparation à Nice de certaines spécialités (gynéco-obstétrique, pédiatrie) et oblige les internes préparant ces spécialités à se rendre en faculté pendant les trois ou quatre années que durent leurs études, généralement un ou deux jours par semaine, parfois trois mois par an. Il en résulte de lourds sacrifices, notamment financiers, pour les internes et de nombreuses perturbations dans les services, au détriment des hospitalisés. L'inscription du centre hospitalier de Nice sur la liste des hôpitaux dont les internes admis au concours peuvent postuler le certificat d'études spéciales de chirurgie générale a été obtenue au début de 1963 (la publication au *Journal officiel* de cette décision est proche) mais pour les autres certificats d'études spéciales, obligation demeure aux internes les préparant de se conformer aux exigences réglementaires indiquées ci-dessus. De ce fait, se produit une désaffection de plus en plus grande des étudiants en médecine pour l'internat du centre hospitalier de Nice — certains chefs de service de spécialités se trouvent déjà privés d'internes. Les malades sont évidemment les premiers à subir les répercussions d'un tel état de choses auquel il importe de remédier durablement dans les meilleurs délais. Consciente de la gravité de la situation, la commission administrative, après étude approfondie, a suggéré, à l'unanimité de ses membres, qu'en attendant l'entrée en fonctions du centre hospitalier universitaire, le centre hospitalier de Nice soit considéré, dès maintenant, comme un centre hospitalier universitaire annexe de celui de Marseille. Cette mesure à l'accord du doyen et des membres du conseil de cette faculté de médecine. Elle résoudrait valablement le problème de l'internat. En outre, le centre hospitalier de Nice n'étant plus, de ce fait, classé en deuxième catégorie pourrait obtenir des effectifs correspondant à ses servitudes, fort différentes de celles d'un centre de deuxième catégorie. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour permettre au centre hospitalier de Nice, actuellement classé en deuxième catégorie, de faire face aux obligations qui lui incombent, en raison des disciplines et spécialités qui y sont pratiquées et qui sont, en fait, celles d'un centre hospitalier universitaire, pendant la période intermédiaire qui le sépare de l'entrée en service du centre hospitalier universitaire à construire dans le cadre du V° Plan.

Question n° 4948. — M. Mer rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que le traité du 22 janvier 1963 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération franco-allemande prévoit, dans ses dispositions consacrées aux problèmes d'éducation et de jeunesse, que des mesures concrètes seront prises en vue d'accroître le nombre des élèves allemands apprenant la langue française et celui des élèves français apprenant la langue allemande. Par ailleurs, il est précisé que « dans tous les établissements d'enseignement supérieur, il conviendra d'organiser un enseignement pratique de la langue française en Allemagne et de la langue allemande en France, qui sera ouvert à tous les étudiants ». Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue d'amorcer dès la rentrée scolaire la réalisation de ces objectifs, dans les universités et les écoles françaises et cela aussi bien pour l'enseignement secondaire, où la proportion des élèves étudiant l'allemand semble ne pas dépasser actuellement 20 p. 100, que pour les établissements d'enseignement supérieur, où la nécessité d'un enseignement pratique, adapté aux besoins révélés par le développement de la coopération économique, technique et scientifique dans l'Europe du Marché commun, se fait impérieusement sentir.

Question n° 5016. — M. André Rey expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'une grève des heures supplémentaires des professeurs des lycées classiques et modernes et des écoles normales a profondément atteint l'enseignement de ces établissements dès la rentrée scolaire de septembre 1963. Les élèves se trouvent actuellement dans des conditions de travail très insuffisantes puisqu'ils ne reçoivent pas l'enseignement prévu. Cette grève souligne le manque de maîtres et l'insuffisance du taux de paiement de ces heures supplémentaires. Il lui demande les décisions qu'il compte prendre pour : 1° créer dans l'immédiat des postes d'enseignement supplémentaires ; 2° revaloriser le taux des heures supplémentaires et des traitements d'une fonction qui assure la formation et l'avenir de la jeunesse.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTION ORALE AVEC DEBAT

5927. — 21 novembre 1963. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'éducation nationale les difficultés rencontrées dans la plupart des départements pour l'organisation du ramassage scolaire. Il lui demande : 1° s'il peut définir exactement la politique du Gouvernement en cette matière ; 2° quels moyens administratifs et financiers il compte mettre en œuvre, à l'échelon de l'administration centrale comme à l'échelon départemental, pour atteindre le but assigné à cette politique.

QUESTIONS ECRITES

Article 136 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

5928. — 21 novembre 1963. — M. Cherbonnel appelle l'attention de M. le ministre du travail sur une situation apparemment paradoxale que vient de créer le vote de la loi n° 63-820 du 6 août 1963 permettant le recours de la victime d'un accident de trajet contre le tiers responsable. En effet, la cour de cassation, par un arrêt rendu toutes chambres réunies le 17 juin 1962, avait rejeté le bénéfice des articles L.470 et L.471 du code de la sécurité sociale pour les victimes d'accidents de trajet occasionnés par leur employeur ou un membre de la même entreprise. Or, la loi du 6 août 1963 prévoit que ces personnes pourront bénéficier de ces dispositions à condition que l'accident soit survenu après le 31 décembre 1962 ou qu'une instance judiciaire soit en cours. Le problème se pose donc de savoir si les victimes des accidents survenus entre le 17 juin et le 31 décembre 1962, qui ont engagé une procédure par méconnaissance de l'arrêt de la Cour suprême, seront avantagées par rapport à celles qui, mieux informées ou mieux conseillées en l'état de la législation de la jurisprudence, s'étaient abstenues de porter réclamation en justice. Il lui demande s'il n'estimerait pas opportun de prendre toutes dispositions utiles pour mettre un terme à cette situation, en particulier en reportant au 17 juin 1962 la date de prise d'effet du texte nouveau.

5929. — 21 novembre 1963. — M. Chérasse expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 12 de la loi n° 53-79 du 7 février 1953 prévoit que « les évaluations servant de base à la contribution foncière des propriétés bâties sont révisées tous les cinq ans ». La dernière révision, dite révision 1943, réalisée en 1941-1942 (loi du 12 avril 1941), a pris effet en 1943 et est encore en application à l'heure actuelle. Elle est basée sur les loyers en vigueur en 1939. Pour la première révision quinquennale des évaluations des propriétés bâties, dont le principe a été posé par la loi du 7 février 1953, il est prévu qu'un règlement d'administration publique fixera, nonobstant toutes dispositions contraires, les règles dont il conviendra de faire application et en particulier le mode de détermination de la valeur locative imposable. Un arrêté du 4 octobre 1960 a institué une commission de quinze membres pour l'étude préalable des méthodes d'évaluation de la valeur locative et des divers problèmes posés par les révisions quinquennales. Il lui demande si cette commission a déposé une étude permettant d'envisager prochainement le démarrage d'une première révision quinquennale. Cette révision permettrait de mettre un terme à des distorsions qui n'ont pas manqué de naître entre loyers afférents à des immeubles construits sur une période de vingt-cinq années depuis la dernière évaluation.

5930. — 21 novembre 1963. — M. Heltz demande à M. le ministre du travail s'il ne pourrait envisager d'abaisser à soixante ans l'âge de la retraite pour les travailleurs totalisant 120 trimestres de cotisations à la sécurité sociale lorsqu'ils atteignent cet âge.

5931. — 21 novembre 1963. — M. Heltz appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le projet de décret concernant les commis des préfectures, dits « nouvelle formule » et issu de l'application de la loi du 3 avril 1960, ce projet prévoyant la création, pour ces agents, d'un nouveau corps, similaire à celui des agents de recouvrement des administrations financières. Il lui rappelle en outre que la circulaire interministérielle du 6 mai 1959, portant reclassement des personnels d'exécution des administrations de l'Etat, n'a pas encore été appliquée aux commis des préfectures alors qu'elle l'est depuis longtemps pour des corps analogues d'autres administrations. Il lui demande : 1° dans quel délai il envisage l'intervention du décret en préparation ; 2° les mesures qu'il compte prendre pour l'application de la circulaire du 6 mai 1959 aux commis des préfectures.

5932. — 21 novembre 1963. — M. Lepage expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à la suite de la parution au Journal officiel du 5 octobre 1963 de la circulaire d'application des dispositions des articles 51 et 52 de la loi des finances du 23 février 1963, de nombreux pensionnés proportionnels militaires, nommés à un emploi civil, sont indécis et ne veulent opter pour l'une ou l'autre situation qu'en connaissance de cause. Il lui demande, pour un cas pris comme exemple, les renseignements visant leur situation : un sous-officier nommé à un emploi civil de l'Etat comptera, au moment de sa mise à la retraite pour limite d'âge, 45 ans et 4 mois de services dont 17 ans et 5 mois de services militaires, dans lesquels sont comptés les deux ans de services militaires obligatoires ainsi que seize mois de la guerre de 1939-1945 alors qu'il était déjà fonctionnaire. Quels seraient, au jour de la retraite à la limite d'âge, les pourcentages respectifs : a) de sa pension proportionnelle après déduction des deux ans de services militaires actifs et des deux ans huit mois de bonification de campagne de guerre en sa qualité d'ancien combattant ; b) de sa retraite ou pension civile après incorporation des divers services militaires et bonifications retranchés de la pension proportionnelle. A titre indicatif sa pension proportionnelle lui est actuellement servie sur les bases ci-après : 17 ans 5 mois de services militaires et 8 ans 10 mois de campagnes, soit comme pourcentage : 53 p. 100.

5933. — 21 novembre 1963. — M. Lepage expose à M. le ministre des armées qu'à la suite de la parution au Journal officiel du 5 octobre 1963 de la circulaire d'application des dispositions des articles 51 et 52 de la loi des finances du 23 février 1963, de nombreux pensionnés proportionnels militaires, nommés à un emploi civil, sont indécis et ne veulent opter pour l'une ou l'autre situation qu'en connaissance de cause. Il lui demande, pour un cas pris comme exemple, les renseignements visant leur situation : un sous-officier nommé à un emploi civil de l'Etat comptera, au moment de sa mise à la retraite pour limite d'âge, 45 ans 4 mois de services dont 17 ans et 5 mois de services militaires, dans lesquels sont comptés les 2 ans de services militaires obligatoires ainsi que 16 mois de la guerre de 1939-1945 alors qu'il était déjà fonctionnaire. Quels seraient, au jour de la retraite à la limite d'âge, les pourcentages respectifs : a) de sa pension proportionnelle après déduction des 2 ans de services militaires actifs et des 2 ans 8 mois de bonification de campagne de guerre en sa qualité d'ancien combattant ; b) de sa retraite ou pension civile après incorporation des divers services militaires et bonifications retranchés de la pension proportionnelle. A titre indicatif sa pension proportionnelle lui est actuellement servie sur les bases ci-après : 17 ans 5 mois de services militaires et 8 ans et 10 mois de campagnes, soit comme pourcentage : 53 p. 100.

5934. — 21 novembre 1963. — M. Roger Evrard demande à M. le ministre de l'éducation nationale de lui préciser le détail des diverses dépenses retenues pour le calcul du coût moyen de l'entretien d'un élève externe d'un établissement public d'enseignement technique, coût moyen servant de base à la fixation du forfait d'externat prévu à l'article 14 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 relatif aux conditions financières de fonctionnement des classes sous contrat d'association.

5935. — 21 novembre 1963. — M. Le Combe demande à M. le ministre des travaux publics et des transports si, compte tenu de la recrudescence des accidents de la route et de l'indiscipline ou de l'incompréhension criminelle manifestée par certains usagers, il envisage pas de mettre en place une réglementation à partir du stade de la construction automobile et tendant à limiter la vitesse des diverses catégories de véhicules, selon leurs caractéristiques et d'après l'étude des performances qu'ils sont susceptibles d'accomplir sans danger excessif.

5936. — 21 novembre 1963. — M. Delorme expose à M. le ministre de l'intérieur que, dans le cadre des mesures de sécurité prises lors des déplacements en province du Président de la République, les services de police procèdent à l'éloignement temporaire de

certaines citoyens qui ne sont ni interdits de séjour ni repris de justice, et qui ne sont l'objet d'aucune poursuite judiciaire. Cet éloignement va parfois jusqu'au transfert de ces personnes pendant plusieurs jours dans un département insulaire. Il lui demande sur quelles dispositions légales sont fondées ces mesures policières.

5937. — 21 novembre 1963. — M. Spénale rappelle à M. le ministre de l'agriculture la détresse du vignoble français qui pâtit simultanément des pertes de récolte et du blocage des prix. Il lui demande si, pour rendre aux vignerons durement éprouvés la sérénité et l'espoir, il n'estime pas que, parmi d'autres mesures, la fiscalité viticole — la plus lourde de toutes celles appliquées en agriculture — devrait être dès maintenant très sensiblement réduite.

5938. — 21 novembre 1963. — M. de Chambrun demande à M. le ministre des armées si, compte tenu des prévisions en matière d'effectifs, il ne songe pas à réduire en premier lieu la durée du service sous les drapeaux des jeunes du contingent soutiens de famille ayant à charge au moins deux personnes.

5939. — 21 novembre 1963. — M. Sallenave expose à M. le ministre des affaires étrangères que les possesseurs français d'obligations Costa-Rica 5 p. 100 1911 attendent depuis trente-trois ans le paiement de leurs coupons, alors que les porteurs américains ou anglais du même emprunt sont régulièrement payés. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour sauvegarder les intérêts de ces petits obligataires français.

5940. — 21 novembre 1963. — M. Sallenave signale tout particulièrement à M. le ministre de l'agriculture la situation des personnels des haras et les graves préjudices qu'ils subissent du fait que le régime des stations de monte n'a pas été adapté aux exigences sociales de la vie moderne et aux avantages généraux de la fonction publique. Il lui rappelle notamment les inconvénients d'ordre familial qui résultent d'une séparation de plusieurs mois, alors que sur le plan matériel les charges supplémentaires sont compensées par le montant dérisoire de l'indemnité de séjour en monte. En outre, l'attribution de quatre jours de congés payés n'apporte pas la contrepartie indispensable à la privation du repos hebdomadaire. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que ces personnels puissent bénéficier de la législation applicable à tous les fonctionnaires, aussi bien en matière de frais de déplacement que dans le domaine des périodes de repos.

5941. — 21 novembre 1963. — M. Robert Bellanger expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation difficile dans laquelle se trouvent les adjoints d'enseignement tant au regard des débouchés qui leur sont ouverts qu'en ce qui concerne la précarité de leur emploi lorsqu'ils sont chargés de tâches autres que de surveillance, comme l'exige la crise actuelle de recrutement des enseignants. Les intéressés se préoccupent vivement et à juste titre du bas niveau de leur rémunération, de leurs débouchés (enseignement, postes de documentaliste bibliothécaire), de leurs lieux d'affectation par rapport à leur résidence, surtout s'ils ont des charges de famille, etc. Il lui demande : 1° quel est le nombre actuel des adjoints d'enseignement et sur quelle base ils ont été recrutés ; 2° combien sont recrutés chaque année et sur quelle base ; 3° quelles fonctions leur sont dévolues ; 4° quels débouchés leur sont ouverts au sein de l'éducation nationale ; 5° plus généralement, quelles mesures il compte prendre pour améliorer leur situation conformément aux légitimes demandes des intéressés.

5942. — M. Robert Bellanger expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la ville de Mitry-Mory a déposé une demande de réévaluation de subvention pour la construction d'un groupe scolaire de douze classes dit « Jullot-Curie ». Le 9 juin 1962, le préfet de Seine-et-Marne intervenait pour obtenir de l'autorité ministérielle l'octroi d'une subvention complémentaire. Par lettre en date du 8 mars 1961, service administratif, 4° bureau, 1° degré n° 2396, les services du ministère avisaient le préfet de Seine-et-Marne qu'un avis favorable était donné à l'octroi de la subvention complémentaire, le montant de celle-ci étant fixé à la somme de 193.200 francs. Depuis cette date, c'est-à-dire depuis deux ans et demi, il n'a pas été possible à cette commune d'être mandatée des sommes qui lui sont dues. Il lui demande dans quels délais il compte faire régler à la ville de Mitry-Mory la subvention de réévaluation relative à l'opération en cause.

5943. — 21 novembre 1963. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre de l'intérieur que les gardes champêtres sont classés dans la catégorie A (sédentaire) du personnel communal, alors que, par exemple, les brigadiers et agents de police municipaux sont classés en catégorie B (personnel actif). Les gardes champêtres réclament leur reclassement en catégorie B, la suppression de la réduction du seizième pour le calcul de leur retraite, l'admission à la retraite complète à cinquante-cinq ans et après vingt-cinq ans de service dont quinze au moins en catégorie B. Il lui demande quelles sont ses intentions à l'égard des légitimes revendications de ce personnel.

5944. — 21 novembre 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'un très grand nombre d'ayants droit à pension et d'ayants cause à pension, ressortissants du code des pensions d'invalidité civiles et militaires, ne peuvent obtenir le bénéfice d'une légitime réparation, du fait que le mal constaté aurait un caractère cancéreux. Ainsi des grands invalides se voient refuser tout droit à pension, ou se voient accorder des taux d'invalidité insignifiants du fait que le mal serait dû au cancer. La conséquence logique de cette situation est la suivante : en cas de décès pour cause officiellement reconnue de cancer, des veuves se voient refuser le bénéfice de la pension de veuve, des ascendants, le bénéfice de la pension d'ascendant, des orphelins le bénéfice de la pension d'orphelins. Cela parce que le cancer n'est pas considéré comme un mal ayant pour origine la guerre ou le service. Au surplus, quand il est question de cancer, la notion d'aggravation même est écartée. En ce domaine, la présomption n'est plus retenue. Il lui rappelle qu'un tel état de choses ne manque pas de donner lieu à des injustices graves. Il lui demande : 1° quelle est sa doctrine à ce sujet ; 2° si son ministère est à même de se prononcer sur les origines véritables du cancer ; 3° s'il exclut notamment de ces origines les conséquences d'une usure prématurée, résultant de la guerre, de la détention ou de la déportation ; 4° en partant de ces données, s'il n'est pas d'accord pour reconnaître que refuser tout droit à pension chaque fois que le cancer apparaît dans un diagnostic lèse les seuls anciens combattants et victimes de guerre ; 5° en conséquence, s'il ne serait pas d'accord pour admettre qu'il y a présomption d'aggravation dans les cas visés chaque fois qu'un invalide de guerre demande le bénéfice d'une pension sur la base d'états de services incontestables ayant provoqué des blessures ou des maladies dûment constatées dans les délais prescrits, même si l'existence du cancer a été invoquée au moment de la demande de pension ou de la demande en aggravation ou encore au moment du décès.

5945. — 21 novembre 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à l'heure actuelle la mesure unilatérale de blocage des prix du vin au stade du détail provoque de multiples perturbations. Ladite mesure alourdit l'atmosphère commerciale à tous les stades, en partant de celui de la production. Comme la loi du commerce veut d'abord que l'on ne vende pas à perte, afin que l'exercice de la fonction commerciale puisse continuer, le blocage des prix au stade du détail devient un leurre pour le consommateur, qui désire le respect de ses goûts et un vin de qualité irréprochable. Une telle politique s'inscrit dans le cadre de la politique dite d'austérité dont le Gouvernement aurait fait sa règle. Il lui rappelle qu'un des éléments essentiels de la cherté du vin au stade de la consommation réside dans la fiscalité abusive qu'il subit. En effet, quel que soit son degré, quelle que soit sa qualité, tout litre de vin de consommation courante supporte 26,50 F le litre de taxes environ, taxe locale comprise, c'est-à-dire plus du double d'il y a cinq ans, soit aussi plus de 50 p. 100 du prix de certains vins achetés aux producteurs. On ne retrouve une telle situation fiscale pour aucun autre produit alimentaire. Au cours de ce demi-siècle, les impôts et les taxes sur les vins ont connu une évolution permanente dans le sens de la hausse. Ainsi, en 1944, un hectolitre de vin valait 30 francs. Les impôts supportés par cet hectolitre de vin étaient de 1,50 francs. En 1963, le prix indicatif de campagne est de 5.700 anciens francs l'hectolitre ; les impôts et taxes, taxes locales comprises, qui l'affectent sont de l'ordre de 1.650 anciens francs l'hectolitre. Donc en cinquante ans le prix du vin a été multiplié par 190 pour le vigneron alors que les impôts étaient multipliés par 1.760 au cours de la même période. Pour tenir compte de ces faits, il se permet de lui faire deux suggestions : 1° il lui demande s'il ne pense pas que le moment est arrivé de ramener les impôts et taxes sur les vins de consommation courante au taux de 1958, soit 11,75 francs par litre. Une telle décision, logique avec sa politique dite de stabilisation des prix, ne manquera pas d'avoir une double conséquence heureuse. Les producteurs pourraient bénéficier d'un prix de vente supérieur de 5 à 600 francs l'hectolitre alors qu'au stade de la consommation il serait possible en même temps de baisser les prix de 3 à 6 francs. Il lui rappelle qu'en 1956, le problème du S. M. I. G. se posait aussi. Les impôts sur le vin furent alors ramenés provisoirement à 5 francs par litre, ce qui eut d'excellents résultats en faveur de chacune des parties intéressées par la production, la commercialisation et la consommation du vin. Pour être dans la note de la politique dite de stabilisation des prix, il lui demande s'il ne pourrait pas, cette fois encore, ramener exceptionnellement la fiscalité sur les vins à 5 francs par litre en attendant de stabiliser cette fiscalité au taux de 1958, soit 11,75 francs par litre.

REponses DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

EDUCATION NATIONALE

849. — M. Heltz expose à M. le ministre de l'éducation nationale la nécessité de créer une académie à Amiens. Les efforts de décongestion de la région parisienne ne peuvent aboutir qu'à condition de donner à nos capitales régionales un pouvoir d'attraction suffisant pour détourner à leur profit le mouvement qui entraîne actuellement à sens unique, vers Paris, la majorité de la population disponible. Il s'agit moins, en fait, de décentraliser Paris que de recentraliser nos provinces autour de métropoles capables de jouer le rôle attractif et animateur que, pour le moment, Paris est seul à remplir. A cet égard, l'existence dans les grandes villes d'une université est un élément catalyseur déterminant. La Picardie fait partie de cette large couronne qui, dans un rayon de quelque 250 kilomètres autour de Paris, depuis un siècle, a été presque totalement stérilisée par la capitale. Il est temps, précisément dans le cadre de la politique d'aménagement et d'expansion régionale engagée par le Gouvernement, de mettre fin à cet état de choses et de créer une série de grands foyers urbains. Si le mouvement est amorcé avec Reims, Tours, Caen, il n'en est pas de même pour la région picarde. Les trois départements picards sont actuellement rattachés à trois académies différentes. Ce défaut de structure universitaire fait que la région souffre de sous-scolarisation: l'Aisne vient au 88^e rang, la Somme au 87^e, l'Oise au 82^e des départements français pour le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire. Il serait rationnel de créer une académie picarde dont la circonscription coïnciderait avec celle de la région de programme. Il est à noter, au surplus, que la région possède déjà un embryon d'université. Amiens, chef-lieu administratif de ladite région, atteint largement le niveau des villes à vocation régionale. La vitalité d'Amiens témoigne d'ailleurs de ses larges possibilités: l'effort d'industrialisation y est extrêmement poussé: il faut aider cet effort en donnant à Amiens une puissance de rayonnement suffisante. La création d'une académie à Amiens présentera le double avantage de décongestionner la région parisienne et de constituer un pôle d'attraction régional efficace. Il lui demande quelles sont ses intentions à ce sujet. (Question du 5 février 1963.)

Réponse. — La création d'une académie à Amiens s'inscrit logiquement dans la politique gouvernementale qui tend, pour renforcer l'efficacité de l'action administrative, à faire coïncider les circonscriptions des différentes administrations de l'Etat avec les circonscriptions d'action régionale. Dans cette perspective, un projet de réaménagement des circonscriptions académiques sera incessamment soumis aux différentes instances appelées à donner leur avis. Sous réserve des résultats de cette procédure, la création de deux nouvelles académies, dont celle d'Amiens, doit pouvoir se situer dans le courant de l'année 1964.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

5310. — M. Fil expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à la date du 2 mars 1958, qui vit le Maroc accéder à l'indépendance, la loi du 3 avril 1955 n'avait pas été étendue à ce territoire. De ce fait, les dispositions de l'article 4 relatif à la réouverture des délais pour validation des services de titulaire ou d'auxiliaire et de l'article 35, permettant le rétablissement de la pension des veuves remariées redevenues veuves ou divorcées, ne sont pas applicables aux retraités et veuves de retraités français du Maroc. Or, il a toujours été de règle d'aligner la législation chérifienne des pensions sur le régime des pensions de la métropole. A telle enseigne que toutes les dispositions de la loi du 20 septembre 1948 ont été transposées dans le statut de la caisse marocaine des retraites et que toutes les modifications apportées par la suite à la législation métropolitaine ont fait l'objet de dahirs pris à la diligence de la résidence générale en vue de les introduire dans le régime de retraite du Maroc. Les dispositions des articles 4 et 35 précitées — transposées dans le régime de retraite de la caisse de prévoyance tunisienne, bien que l'indépendance de la Tunisie soit antérieure à celle du Maroc — ne l'ont pas été dans la législation marocaine des pensions. En ce qui concerne l'application de l'article 4, s'il n'y a pas possibilité de reviser la pension locale, il est possible au contraire de tenir compte, dans l'établissement de la pension garantie sur la base d'un traitement métropolitain d'assimilation, des avantages qu'apporterait aux intéressés la validation des services non pris en compte dans la pension locale, tout au moins lorsque ces services ont été rendus à l'Etat français qui, en tout état de cause, en aurait assumé la charge par le jeu des parts contributives. Le rétablissement de la pension de la veuve remariée redevenue veuve ou divorcée dans les conditions prévues par l'article 35 de la loi du 3 avril 1955, constituerait évidemment une charge nouvelle pour l'Etat français puisque, normalement, ce rétablissement aurait pu être réalisé dans le cadre de la législation marocaine et au compte de la caisse marocaine des retraites, mais il conviendrait en toute équité que le Gouvernement français répare le préjudice causé aux veuves intéressées et revise leur pension garantie lorsqu'elles réalisent les conditions du droit à rétablissement, conformément à l'article 35 précité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en ce sens. (Question du 17 octobre 1963.)

5946. — 21 novembre 1963. — M. Nils expose à M. le ministre des postes et télécommunications que le caractère chronique de l'insuffisance des effectifs dans les postes et télécommunications fait que les congés annuels dans les services d'exécution sont étalés sur une période fixée en principe sur six mois, de mai à octobre. A l'exception de certains chargés de famille, toutes les catégories d'agents et d'employés pâtissent de cette situation, et spécialement les comptables. En effet, il n'est pas rare que, tant dans la région parisienne qu'en province, le tour de départ en congé des receveurs se situe en dehors de la période prévue, c'est-à-dire avant mai ou après octobre. Pourtant il existe au chef-lieu de chaque département une brigade dite de réserve destinée à assurer les remplacements, y compris ceux des chefs d'établissement. Ainsi, dans ce domaine comme dans de nombreux autres, le personnel des postes et télécommunications apparaît comme nettement défavorisé par rapport à l'industrie privée et à d'autres administrations. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin d'améliorer le régime d'attribution des congés de l'ensemble de ses agents, y compris les chefs d'établissement de toutes classes, et de permettre à ceux ayant encore des enfants en âge de scolarité de bénéficier d'un tour de départ au cours des vacances scolaires.

5947. — 21 novembre 1963. — M. Etienne Fajon expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, pour être autorisés à s'inscrire au concours leur permettant d'exercer leur profession, les professeurs techniques adjoints doivent effectuer un stage préalable de cinq années dans l'industrie. Lors de leur intégration, il ne leur est pas possible d'effectuer, en vue de la retraite, des versements rétroactifs pour validation de leurs années de stage. Ils atteignent l'âge normal de la retraite avec un nombre d'annulés insuffisant pour toucher une somme correspondant aux services rendus. Ils souhaitent donc vivement une modification de leur régime, de manière que leurs années de stage entrent en compte pour le calcul de leur retraite. L'incidence financière de cette mesure serait faible, car les bénéficiaires auraient à verser les retenues correspondantes. Il lui demande s'il compte donner rapidement satisfaction à la légitime demande des intéressés.

5948. — 21 novembre 1963. — M. Raymond Barbet expose à M. le ministre de l'intérieur que le décret n° 63-1130 du 15 novembre 1963 relatif à l'inscription sur les listes électorales a modifié les dates des opérations de revision annuelle de ces listes. Jusqu'ici, en vertu des dispositions du décret organique du 2 février 1852, le dépôt des demandes d'inscription des électeurs pouvait être effectué en mairie du 1^{er} décembre au 10 janvier. Après les opérations de la commission administrative, les réclamations des citoyens pouvaient être présentées du 15 janvier au 4 février, la clôture définitive des listes intervenant le 31 mars. La nouvelle réglementation réduit à un mois le délai de dépôt des demandes d'inscription, soit du 1^{er} novembre au 1^{er} décembre. C'est le choix regrettable qui a été fait parmi les moyens dont disposait le Gouvernement pour reporter au dernier jour de février la clôture annuelle définitive des listes. Au surplus, le décret susvisé a été pris dans une grande hâte, comme en témoignent le rectificatif qu'il a fallu publier au Journal officiel du 17 novembre 1963 et le recours à des télégrammes préfectoraux adressés aux maires pour faire procéder sans délai à la réception des demandes d'inscription. Intervenant après la mi-novembre et applicable immédiatement, il a pour conséquence de réduire pour cette année à douze jours ouvrables le délai de dépôt des demandes d'inscription. Il lui demande: 1° les raisons pour lesquelles ont été réduits les délais annuels de dépôt des demandes d'inscription sur les listes électorales; 2° les raisons pour lesquelles la modification arrêtée a été publiée à une date telle qu'elle limite ce délai à douze jours ouvrables pour cette année; 3° s'il entend prendre les mesures transitoires permettant aux citoyens de disposer entièrement cette année du délai d'un mois prévu par la nouvelle réglementation; 4° si, plus généralement, et à supposer que le rapprochement au dernier jour de février de la clôture définitive des listes électorales soit justifié, il entend réorganiser la procédure de revision de manière que les citoyens jouissent d'un délai d'inscription égal à celui qui était en vigueur depuis 1852.

5949. — 21 novembre 1963. — M. Raymond Barbet expose à M. le ministre du travail qu'un arrêté ministériel du 31 mai 1963 a fixé les nouveaux tarifs plafonds d'honoraires des médecins et chirurgiens dentistes. Or, rien n'a été prévu en matière d'orthodontie ou de prothèse dento-faciale. Il en résulte qu'en raison des frais élevés supportés par les familles dont les enfants ont une malformation dentaire ou une malformation des maxillaires et de la modicité du tarif de remboursement par la sécurité sociale, beaucoup de celles-ci hésitent à faire soigner leurs enfants et que des chirurgiens dentistes se refusent à pratiquer cette discipline. L'intérêt des enfants des familles modestes commande particulièrement que ces tarifs, en vigueur depuis des années et anormalement bas depuis des années, soient relevés de façon substantielle. Il lui demande s'il n'envisage pas de relever rapidement les tarifs plafonds en vigueur en matière d'orthodontie, de prothèse dento-faciale, afin de permettre aux enfants des familles de condition modeste de recevoir les soins que nécessite leur état.

Réponse. — La mesure suggérée par l'honorable parlementaire se hurterait aux dispositions de principe de la loi du 4 août 1956, qui, dans son article 11, a prévu que la garantie de l'Etat s'applique aux pensions et rentes constituées par des fonctionnaires des cadres chérifiens et tunisiens sur la base de la réglementation locale en vigueur à la date de sa promulgation pour le Maroc ou à celle de la loi du 7 août 1955 pour la Tunisie. Elle irait directement à l'encontre du principe même de garantie et entraînerait, pour le budget de l'Etat, des charges nouvelles dont la prise en compte serait sans fondement.

REFORME ADMINISTRATIVE

5563. — M. Bignon expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que le code des pensions civiles et militaires de retraites (art. L. 6) précise que les femmes fonctionnaires mariées ou mères de famille ont droit à la pension proportionnelle si elles ont accompli quinze années de services. L'article L. 37 indique que la jouissance de cette pension est différée jusqu'au moment où elles auront acquis le droit à pension d'ancienneté ou atteint la limite d'âge, sauf cependant pour celles d'entre elles (art. L. 36) qui sont mères de trois enfants. Il lui demande si une femme fonctionnaire, mère d'un enfant, remariée à un père de trois enfants, peut être assimilée, puisqu'elle élève ces quatre enfants, à une mère de trois enfants et bénéficier de la jouissance immédiate de sa pension. (Question du 31 octobre 1963.)

Réponse. — La pension proportionnelle accordée à une femme fonctionnaire, mariée ou mère de famille, qui a accompli au moins quinze ans de services est, en principe, à jouissance différée. Cette pension est toutefois mise en paiement, en application de l'article L. 36 du code des pensions civiles et militaires de retraite, lorsque l'intéressée est « mère de trois enfants » vivants ou décédés pour faits de guerre. La personne à laquelle s'intéresse l'honorable parlementaire, mère d'un seul enfant, ne peut pas être assimilée à une mère de trois enfants et ne peut donc bénéficier des dispositions de cet article du code des pensions civiles et militaires de retraite.

5585 — M. Orvoen expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que ses propositions tendant à l'amélioration de la carrière des dactylographes, sténodactylographes et mécanographes ne semblent pas avoir été retenues par le Gouvernement et qu'en conséquence il a été amené devant le conseil supérieur de la fonction publique à promettre des solutions sur le plan indemnitaire. Il lui demande à quelle date seront publiés les textes concrétisant cette promesse. (Question du 31 octobre 1963.)

Réponse. — Des études sont actuellement en cours entre les départements intéressés en vue de déterminer les conditions d'octroi d'une indemnité aux personnels dont il est fait mention. Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative veillera à ce que les décisions consécutives à ces études soient arrêtées le plus rapidement possible.

5586. — M. Orvoen demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative à quelle date sera publié le décret intéressant les cadres B des diverses administrations et créant le grade de chef de section. Il lui rappelle que le décret portant fixation indiciaire pour ce grade remonte au 14 avril 1962. (Question du 31 octobre 1963.)

Réponse. — Après de délicates études consacrées à sa mise au point par les départements intéressés, le projet dont il est fait mention a été soumis récemment au Conseil d'Etat. Dès que ce texte aura été examiné par la Haute assemblée, sa publication interviendra dans un court délai.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

5441. — M. Catry expose à M. le ministre de la santé publique et de la population le problème ci-après concernant les soins dispensés par des auxiliaires médicaux à des malades externes. L'arrêté interministériel du 12 avril 1962 tarifie les soins dispensés dans les hôpitaux publics aux malades externes par des auxiliaires médicaux appartenant au personnel de l'établissement considéré, soit AMM : 2,24 F ; AMI : 1,88 F ; AMP : 1,88 F. Ces taux se substituent donc d'office à ceux antérieurement établis par conventions entre les établissements hospitaliers et les caisses régionales de sécurité sociale, conventions qui prévoyaient en outre des tarifs de remboursement des frais de déplacement, des majorations pour jours fériés et de nuit à des taux nettement inférieurs à ceux de l'arrêté du 26 octobre 1959, par exemple. En ce qui concerne les soins dispensés à domicile par ces mêmes auxiliaires médicaux, l'arrêté du 12 avril 1962 semble devoir être complété par un autre concernant les frais de déplacement et les majorations de nuit et pour jours fériés. Une caisse régionale de sécurité sociale consultée sur ce point en 1962 a déclaré faire l'étude de ce problème. Il lui demande s'il compte faire en sorte qu'une solution intervienne à l'échelon interministériel. (Question du 24 octobre 1963.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les tarifs plafonds conventionnels fixés par arrêté du 10 avril 1962

prévoient des indemnités forfaitaires de déplacement pour les auxiliaires médicaux qui exercent en clientèle privée. Quant à l'arrêté du 12 avril 1962, il fixe uniquement les tarifs des soins dispensés dans les hôpitaux publics aux malades externes par des auxiliaires médicaux appartenant au personnel de l'établissement considéré. Il n'y a donc pas lieu de compléter cet arrêté.

TRAVAIL

4918. — M. Sallenave expose à M. le ministre du travail que les directions départementales de son ministère semblent ne pas avoir reçu d'instructions pour le reclassement des moniteurs de formation professionnelle accélérée qui ont servi en Algérie au titre de la coopération et sollicité actuellement leur réintégration en métropole. Or dans la « circulaire pour les fonctionnaires actuellement en Algérie », éditée en brochure par le ministère d'Etat chargé des affaires algériennes, sous le titre : « la coopération administrative et technique en Algérie », il était écrit à la page 8, en ce qui concerne leur réintégration : « A l'expiration de leur engagement ou en cas de rupture de contrat, les fonctionnaires titulaires seront immédiatement réintégrés dans leur cadre d'origine, au besoin en surnombre. Ces dispositions offrent par conséquent toutes garanties sur le plan administratif aux agents servant au titre de la coopération, qu'ils soient fonctionnaires ou contractuels... ». Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour que ces garanties soient effectivement respectées. (Question du 1^{er} octobre 1963.)

Réponse. — Le protocole du 28 août 1962 relatif à la situation des agents français en service en Algérie dispose à son article 3 : « Le Gouvernement français s'engage, dans la mesure des moyens disponibles, à détacher auprès du ministre français compétent pour servir en Algérie les agents titulaires des cadres français qui en feraient la demande et à réaffecter ces agents dans leur cadre d'origine dès que cesseront leurs fonctions en Algérie ». Dans la circulaire du ministère d'Etat chargé des affaires algériennes en date du 3 septembre 1962 pour les fonctionnaires actuellement en service en Algérie, les contractuels sont cités au même titre que les fonctionnaires titulaires bénéficiaires des dispositions de l'article 3 précité, sous la rubrique « 10^e réintégration » (2^e paragraphe). Les dispositions du protocole aussi bien que celles de la circulaire précitée relatives à la réintégration dans leur cadre d'origine des agents français servant en Algérie au titre de la coopération ne peuvent trouver leur application pure et simple en ce qui concerne les agents de la formation professionnelle des adultes d'Algérie dont le cadre d'origine n'a pas d'équivalent dans la fonction publique métropolitaine. La situation des agents qui ont continué à servir en Algérie à dater du 1^{er} juillet 1962 doit donc être réglée en conformité à la fois avec les dispositions de l'article 3 du protocole et celles du décret n^o 62-1170 du 8 octobre 1962 relatives au reclassement des agents français non titulaires des administrations et établissements publics à caractère administratif en Algérie et au Sahara. Conformément à la décision du ministre des finances et des affaires économiques du 12 mars 1963, les agents du service algérien de la formation professionnelle des adultes en leur qualité de contractuel relevant d'un service administratif placé sous l'autorité du délégué général du Gouvernement en Algérie ne peuvent bénéficier que de la seule priorité de recrutement dans le secteur public et des divers avantages prévus en faveur des agents non titulaires par le décret du 8 octobre 1962 précité pris en application de l'article 2 de l'ordonnance du 11 avril 1962. Le décret du 8 octobre 1962 dispose notamment que les intéressés dès leur retour en France sont inscrits sur leur demande au centre d'orientation et de réemploi. Une circulaire du Premier ministre du 10 juillet 1963 a indiqué à tous les ministres et secrétaires d'Etat les mesures qui devaient être prises par les divers départements ministériels, afin de donner effet aux prescriptions du décret du 8 octobre 1962 notamment en ce qui concerne les déclarations de vacances d'emploi. D'autre part, les directeurs départementaux du travail et de la main-d'œuvre ont reçu des instructions relatives au reclassement des agents français non titulaires des administrations et établissements publics à caractère administratif en Algérie et au Sahara et, en particulier, les agents de la formation professionnelle des adultes en Algérie qui sont rattachés au ministère du travail. En outre, l'association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre, organisme privé, placée sous la tutelle du ministre du travail, consent des contrats suivant ses possibilités d'emplois dans les centres de formation professionnelle des adultes d'Algérie, au fur et à mesure de leur arrivée en France et invite, le cas échéant, les intéressés à participer à des stages de reconversion. L'importance du concours apporté par l'A. N. I. F. R. M. O. apparaît à travers les chiffres ci-après : 173 agents de la F. P. A. rapatriés d'Algérie ont été engagés par cet organisme, dont 58 en 1962 et 115 en 1963. Parmi les 173 agents engagés figurent notamment 16 agents appartenant à la catégorie « direction des centres et contrôle », 10 techniciens, 16 psychotechniciens et 125 moniteurs. En outre, 35 moniteurs environ, auxquels ont été adressées des propositions d'engagement, n'y ont pas donné suite. C'est essentiellement pour les personnels administratifs et de service, auxquels il n'a pu être offert qu'un faible nombre d'emplois, que le centre d'orientation et de réemploi recherche des solutions soit de reclassement dans l'administration ou les établissements qui en dépendent, soit de placement dans des entreprises privées, susceptibles de répondre au mieux à la situation et aux possibilités des intéressés.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu
dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 alinéas 2 et 6) du règlement.)

4706. — 21 septembre 1963. — M. Lebéguerle demande à M. le ministre de l'agriculture quelle est la réglementation qui régit actuellement l'utilisation industrielle et alimentaire du glucose selon son origine.

4708. — 21 septembre 1963. — M. Dussarhou expose à M. le ministre de l'agriculture que le décret n° 63-688 du 13 juillet 1963 a fixé pour l'année 1963 le montant des cotisations affectées au service de l'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles. Les nouvelles cotisations sont en augmentation de près de 30 p. 100, faisant ainsi peser sur les exploitants, et surtout sur les plus modestes d'entre eux, une charge particulièrement difficile à supporter dans la période de crise grave que traverse actuellement, pour des raisons diverses, l'agriculture française. Cette augmentation est hors de proportion avec l'évolution du niveau des réserves des agriculteurs et ne respecte pas les promesses faites par le Gouvernement aux organisations syndicales agricoles. Il lui demande : 1° si, compte tenu de la situation actuelle de l'agriculture, une sensible diminution des cotisations de l'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants ne peut être envisagée ; 2° s'il n'estime pas opportun que l'appel de ces cotisations soit effectué par trimestre ou au moins par semestre, pour alléger la trésorerie des assujettis ; 3° s'il envisage d'accorder des délais de paiement aux agriculteurs se trouvant momentanément dans la gêne.

4710. — 21 septembre 1963. — M. Salardaine expose à M. le ministre de l'agriculture que lorsqu'un bénéficiaire de la retraite vieillesse agricole formule une demande d'allocation supplémentaire, et que ses biens sont supérieurs à 20.000 F, à son décès les héritiers sont redevables à l'Etat des sommes qui ont été perçues par l'allocationnaire. Il appelle son attention sur cette situation assez anormale et lui demande s'il ne serait pas possible que soit relevé ce chiffre de 20.000 F, afin qu'un plus grand nombre de retraités puissent bénéficier de cet avantage complémentaire.

4714. — 21 septembre 1963. — M. Le Bault de La Morinière attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le fait que, lors de la clôture de leur compte, les anciens ouvriers agricoles doivent justifier de cinq années de cotisations régulières pour bénéficier des prestations maladie, en tant que titulaires d'un avantage de vieillesse de salarié. Il lui demande comment il envisage de régler le problème des anciens ouvriers agricoles qui ont cessé leur activité, sans avoir suffisamment cotisé, et s'il ne serait pas possible qu'ils puissent, tout comme les anciens exploitants agricoles, racheter une partie des cotisations.

4729. — 21 septembre 1963. — M. Dupuy expose à M. le ministre de la construction la situation qui est faite aux familles expropriées pour permettre l'implantation du marché d'intérêt national à Rungis. Ces mesures d'expropriation concernent plusieurs centaines de familles sur le territoire des communes de Rungis, Chevilly-Larue, l'Haj-les-Roses, Freanes, Thiais, Orly et Choisy-le-Roi. La plupart des intéressés sont propriétaires de petits pavillons, fruits d'économies pratiquées sur des longues années de travail. La cherté et la rareté des terrains, l'insuffisance des indemnités qui vont leur être accordées ne leur permettront pas de reconstituer leurs biens immobiliers. Aussi une profonde inquiétude règne-t-elle parmi eux dont lui ont fait part notamment les expropriés du cottage Tolbiac à Chevilly-Larue. Les jugements qui vont fixer les indemnités d'expropriation doivent être prononcés aux audiences des 4 et 11 octobre prochains. Or les intéressés auraient besoin d'un délai d'au moins un an pour prendre les dispositions nécessaires au rempli. Surtout il apparaît comme éminemment souhaitable de revoir les modalités du calcul des indemnités compte tenu : 1° que l'expropriation cause un préjudice moral dont il n'est pas possible de ne pas tenir compte ; 2° que la reconstitution des biens immobiliers entraîne une dépense très supérieure à la valeur des biens expropriés, les coefficients de majoration appliqués étant loin de combler la différence ; 3° que les dispositions de l'article 21 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 tel que modifié par la loi du 26 juillet 1962, notamment en ce qu'elles stipulent que l'évaluation des biens doit être calculée sur leur valeur un an avant la déclaration d'utilité publique, entraînent un préjudice certain pour les intéressés. Il lui demande : a) quelles mesures il compte prendre pour que les opérations d'expropriation entraînant l'installation du marché d'intérêt national à Rungis ne soient, dans aucun domaine et d'aucune manière, préjudiciables aux expropriés ; b) si, tenant compte de la situation ainsi

faite à ces petits propriétaires, commerçants et artisans, il envisage de modifier la législation sur l'expropriation afin de sauvegarder leurs intérêts en leur permettant la reconstitution de leurs biens ou des éléments de leur activité sans dommage pour eux.

5235. — 15 octobre 1963. — M. Baedts demande à M. le ministre de l'Information si, conformément à ses déclarations concernant le développement des stations régionales de la R. T. F., il entend bien donner aux orchestres permanents de province de la R. T. F. une garantie de stabilité et de continuité. Dans ce but, il lui demande s'il peut prendre l'engagement que, d'une part, les contrats dont les artistes musiciens étaient bénéficiaires pour une durée de trois ans seront bien reconduits pour une durée égale et que, d'autre part, ils pourront rapidement bénéficier de l'intégration prévue dans le statut des personnels (article 5, alinéa 4, de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959), de la même façon que les artistes musiciens de la R. T. F. des orchestres de Paris.

5238. — 15 octobre 1963. — M. Fanton demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques les raisons pour lesquelles il n'a encore jamais été répondu à sa question écrite n° 2294 du 20 avril 1963. Il insiste auprès de lui afin qu'il lui fasse savoir le point des échanges de vues auxquels M. le ministre de la santé publique et de la population fait allusion dans sa réponse du 6 avril 1963 à la question écrite n° 1356, à propos « des modalités et conséquences financières de l'extension aux aveugles et grands infirmes civils de l'exonération de la taxe d'abonnement téléphonique consentie aux aveugles de guerre ».

5240. — 15 octobre 1963. — M. Kriex expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'un Français rapatrié de Tunisie ayant obtenu un prêt du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie par application de la convention du 3 mai 1958 passée entre l'Etat français et le Crédit foncier de France. Malgré tous ses efforts, ce rapatrié n'arrive pas à rembourser le prêt qui lui a été consenti, ne pouvant par ailleurs réaliser en Tunisie de manière normale les biens immobiliers qu'il a donnés en garantie, faute d'autorisation gouvernementale ou pour toute autre raison tenant à la conjoncture tunisienne interne. Il lui demande : 1° si le bien immobilier donné en garantie peut être dans ce cas délaissé au profit du Crédit foncier ou de l'Etat français, le rapatrié étant alors tenu quitte de sa dette ; 2° quelles instructions ont été données aux organismes compétents en cas de défaillance de débiteurs malheureux dont on ne peut contester la bonne foi.

5243. — 15 octobre 1963. — M. Malleville s'étonne auprès de M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aucune réponse n'ait été apportée à sa question écrite n° 1933 du 30 mars 1963 et ayant fait l'objet d'un deuxième rappel le 6 juin 1963 (Journal officiel, débats Assemblée nationale, du 7 juin 1963). Il lui rappelle les termes en insistant pour qu'une réponse lui soit donnée le plus rapidement possible. « M. Malleville demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il est exact que, sur 2.100.000 exploitations agricoles, 250.000 exploitants sont soumis à l'impôt sur le revenu. Dans l'hypothèse où ces renseignements seraient exacts, il souhaiterait savoir si cette situation résulte des modalités de calcul de l'assiette de l'impôt, créant une véritable exonération légale, ou si elle résulte réellement des faibles capacités contributives des exploitants agricoles. Dans ce dernier cas, il s'étonnerait que 1.850.000 exploitations puissent survivre sans procurer de revenu puisque exemptes d'impôts sur ce dernier, et aimerait connaître l'explication que le Gouvernement donne de ce phénomène. Il lui demande, par ailleurs, ce qu'il adviendrait pour les finances publiques si, de la même manière, près de 90 p. 100 des entreprises industrielles ou commerciales se trouvaient dans la même situation et, à ce propos, quelle est la part respective d'impôts directs payés par le secteur agricole et par le secteur commercial. »

5244. — M. Raullet attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'article 36 de la loi de finances rectificative pour 1962, n° 62-873 du 31 juillet 1962, qui dispose (§ 1^{er}) : « Les entreprises qui revendent en l'état, en gros ou en détail, des produits achetés à d'autres entreprises établies hors de France ou assujetties en France à la taxe sur la valeur ajoutée sont elles-mêmes soumises à cette taxe, lorsqu'il existe des liens de dépendance entre les entreprises considérées. Les conditions de la dépendance des entreprises au sens du présent paragraphe sont définies par décret en Conseil d'Etat ». Par ailleurs l'article 270 ter du code général des impôts dispose : « Les ventes passibles de la taxe sur la valeur ajoutée peuvent être soumises à la taxe sur les prestations de services, chez les redevables dont le chiffre d'affaires soumis à l'une et à l'autre de ces taxes n'a pas dépassé 400.000 francs au cours de l'année précédente. L'option est ouverte aux intéressés sur leur demande ; elle est valable au moins pour une année civile entière ». Il lui demande si une entreprise de fabrication ayant opté pour l'assujettissement à la taxe sur les prestations de services dans le cadre de l'article 270 ter du

code, et une entreprise de distribution au détail, dépendante de la première, doivent être considérées comme entrant dans le cadre d'application de l'article 36 de la loi du 31 juillet 1962. Une réponse affirmative conduirait : a) selon la lettre de la loi, à interpréter extensivement les termes « assujetties en France à la taxe sur la valeur ajoutée » puisque l'entreprise de fabrication ayant opté, dans le cadre de l'article 270 ter, n'a pas été assujettie à la T. V. A., mais seulement à la T. P. S.; b) selon l'esprit de la loi, soit à rendre inopérantes, pour l'ensemble des entreprises considérées, les dispositions de l'article 270 ter du code, soit, en cas d'option de la filiale de distribution pour la T. P. S., à entraîner pour l'ensemble une taxation plus lourde que celle qui aurait frappé une entreprise réunissant les activités industrielles et commerciales des deux entreprises dépendantes.

5248. — 15 octobre 1963. — M. Raymond Gernez expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 27 de la loi du 15 mars 1963 portant réforme de la fiscalité immobilière, la T. V. A. est exigible sur les opérations de construction réalisées à partir du 1^{er} septembre 1963. A cette date, nombre de constructeurs redevables de la T. V. A., dont on peut évaluer l'incidence fiscale à environ 6 p. 100 du prix de vente, ont consenti des promesses de vente moyennant un prix qui englobe les 6 p. 100 de bénéfices réglementaires. Pour les opérations susvisées et compte tenu du paiement de la T. V. A., le bénéfice du constructeur devient nul. Sur ce cas particulier, une précision de l'administration paraît indispensable, et il lui demande s'il peut la lui fournir.

5249. — 19 octobre 1963. — M. Barniaudy demande à M. le ministre des travaux publics et des transports si l'arrêté ministériel du 4 juillet 1961 définissant les nouveaux statuts des services réguliers de transport a bien eu pour effet de rendre caduques les dispositions de la réglementation antérieure, dans la mesure où lesdites dispositions seraient en contradiction avec les termes de cet arrêté.

5250. — 15 octobre 1963. — M. Regauc' expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que M. le ministre de l'éducation nationale a récemment exposé l'importance et l'intérêt de la télévision pour pallier l'insuffisance de maîtres dans certains ordres d'enseignement. Il semble donc avoir incité les établissements scolaires à acquérir des postes de télévision. Il lui demande s'il ne juge pas souhaitable de prévoir en faveur de ces établissements une exonération de la taxe de télévision pour le ou les postes en service en leur sein.

5251. — 15 octobre 1963. — M. Philibert expose à M. le ministre de l'éducation nationale que des inspecteurs de l'enseignement agricole en Algérie, rapatriés, ont été mis à la disposition de certains inspecteurs d'académie en métropole mais que leur situation administrative ne semble pas encore régularisée. Il lui signale que le décret n° 63-410 du 22 avril 1963 et l'arrêté d'application du 27 avril, pris en faveur de certains fonctionnaires, semblent contenir des bases propres à faciliter l'intégration de ces personnels dans le cadre des inspecteurs de l'enseignement primaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en faveur de ces personnels.

5253. — 15 octobre 1963. — M. Cachat demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° si une société de transport en commun (service voyageurs) est astreinte au paiement de la taxe locale de 8,50 p. 100 (prestations de service); 2° dans l'affirmative, si cette société, dont la ligne part d'une commune A — dans laquelle elle a son siège social — pour se rendre à Paris, mais prenant un grand nombre de voyageurs à son passage dans les communes B et C qu'elle dessert, doit verser la totalité de la taxe à la commune A, ou si, au contraire, cette taxe doit être répartie entre toutes les communes desservies, au prorata du nombre de billets délivrés aux voyageurs dans chaque commune; 3° s'il n'incombe pas au service des contributions indirectes de se préoccuper des différentes sommes à répartir en mettant la société dans l'obligation de ventiler ses recettes par communes; 4° si cette taxe est bien une taxe locale, si les communes B et C, lésées depuis plusieurs années, peuvent exiger de la commune A le remboursement des sommes qui auraient dû leur être versées, et sur combien d'années antérieures ce remboursement peut être demandé.

5254. — 15 octobre 1963. — M. Palmero demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il se propose effectivement d'accorder la gratuité des livres scolaires pour les élèves des classes secondaires à partir de la prochaine rentrée.

5263. — 15 octobre 1963. — M. Billotte expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que dans le cadre d'une révision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'Etat, un décret n° 62-1276 du 31 octobre 1962

(Journal officiel des 2 et 3 novembre 1962) énumère les catégories des diverses administrations bénéficiaires de cette mesure. En ce qui concerne l'administration des P. T. T., entre autres fonctionnaires, les contrôleurs principaux du service automobile, pour lesquels ont été prévus les indices bruts minima et maxima 320-500 (545 en classe exceptionnelle), attendent depuis la parution du décret le règlement de leur situation. Les personnels intéressés s'étonnent et s'impatientent du retard considérable apporté au règlement satisfaisant qu'ils étaient en droit d'espérer. Il lui demande dans quels délais ses services seront en mesure d'autoriser l'administration des P. T. T. à mettre en application les décisions contenues dans ledit décret.

5266. — 15 octobre 1963. — M. Seramy rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population que par lettre circulaire en date du 19 octobre 1962, il a autorisé les directeurs des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cures publics à accorder uniformément à leurs agents un minimum de deux heures supplémentaires par semaine, indépendamment des rémunérations que ces agents pourraient recevoir en raison des travaux qu'ils ont effectués en dehors de la durée réglementaire du travail. Il lui signale, à cet égard, que les directeurs d'établissements, tout en se conformant aux instructions ainsi reçues, ont vu opposer, par les comptables assignataires, une décision de rejet aux ordres de paiement correspondants. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre, en liaison avec M. le ministre des finances et des affaires économiques, afin que les instructions par lui données reçoivent application.

5268. — 15 octobre 1963. — Mme Vaillant-Couturier expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que le personnel infirmier s'est vivement ému des informations selon lesquelles une autorisation pourrait être donnée à des aides soignantes de pratiquer certains soins infirmiers en dehors du milieu hospitalier, spécialement dans les zones rurales. Il s'agit pour le Gouvernement de pallier le manque d'infirmières diplômées (appelées ci-dessous) faites par la fédération des services de santé C. G. T. pour donner aux non diplômées la formation qui leur permettrait d'être infirmières qualifiées. Il refuse aux infirmières, qui ont obtenu une autorisation d'exercer à titre auxiliaire, l'autorisation définitive à laquelle une pratique de près de vingt années leur donne droit, ceci afin de continuer à les payer comme aides soignantes, au rabais, tout en leur laissant la responsabilité des soins. Les bénéficiaires de l'autorisation envisagée appartiendraient pour la plupart aux congrégations. On ne peut accepter l'emploi de méthodes qui, d'un côté, pour les exploiter davantage, consistent à refuser au personnel travaillant dans les hôpitaux — donc sous contrôle du médecin, de la surveillante, de l'infirmière — les moyens de devenir des infirmières et, d'un autre côté, à accorder une autorisation, en dépit des lois, à des personnes qui exerceraient sans contrôle. Les solutions qui obtiennent l'approbation des infirmiers et des infirmières sont les suivantes : 1° ouverture dans chaque établissement possédant les services suffisants d'une école d'infirmières laïque et gratuite, pour le personnel non diplômé en fonction, ce personnel conservant pendant la durée du stage le traitement afférent à sa catégorie; 2° dans l'immédiat, pour pallier le manque catastrophique d'infirmières, formation des aides soignantes ayant une pratique suffisante pour obtenir une nouvelle autorisation d'exercer, sous des formes à discuter. Cela mettrait fin au scandale qui permet aux administrations de payer au rabais des aides soignantes qu'elles obligent à faire des soins (arrêté du 24 septembre 1960). Cela permettrait également de constituer pour le milieu rural un système organisé de soins de qualité, alors qu'actuellement règnent la plus grande anarchie et le plus grand dénuement dans les soins à domicile à la campagne. Elle lui demande s'il entend tenir compte de l'avis du personnel infirmier, ci-dessus exposé, et quelles mesures il envisage de prendre à cet effet.

5276. — 16 octobre 1963. — M. Sérafini appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les mesures d'allègement fiscal en faveur des crédientiers bénéficiaires d'une rente française d'Etat constituée à titre onéreux, ceux-ci n'étant tenus de déclarer, pour l'application de l'impôt, qu'une fraction du montant de leur rente et cette fraction variant suivant l'âge du bénéficiaire. L'âge considéré étant celui de l'entrée en jouissance de ladite rente, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas plus équitable de tenir compte de l'âge des crédientiers au jour de la déclaration d'impôts.

5277. — 16 octobre 1963. — M. Sérafini expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, qui a fixé les indices des fonctionnaires de l'Etat, a provoqué dans le reclassement de certaines catégories des situations anormales. En particulier, le reclassement des receveurs de 1^{re} classe des P. T. T., mis à la retraite avant la publication de ce décret, a entraîné pour ceux-ci un indice inférieur à celui des inspecteurs principaux et des chefs de section principaux de cette administration, mis à la retraite dans les mêmes conditions et avec la même ancienneté, ces derniers bénéficiant d'une retraite plus forte puisque l'indice qui leur est attribué est plus élevé. De plus, il existe une

importante disparité entre la situation de cette catégorie de fonctionnaires en activité et celle de ceux mis à la retraite, cette retraite ne faisant l'objet d'aucune revalorisation. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre — en accord avec son collègue des postes et télécommunications — pour réparer cette injustice en revalorisant les indices attribués aux receveurs de 1^{re} classe des P. T. T.

5278. — 16 octobre 1963. — M. Sèrafini expose à M. le ministre des postes et télécommunications que le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, qui a fixé les indices des fonctionnaires de l'Etat, a provoqué dans le reclassement de certaines catégories des situations anormales. En particulier, le reclassement des receveurs de 1^{re} classe des P. T. T., mis à la retraite avant la publication de ce décret, a entraîné pour ceux-ci un indice inférieur à celui des inspecteurs principaux et des chefs de section principaux de cette administration, mis à la retraite dans les mêmes conditions et avec la même ancienneté, ces derniers bénéficiant d'une retraite plus forte puisque l'indice qui leur est attribué est plus élevé. De plus, il existe une importante disparité entre la situation de cette catégorie de fonctionnaires en activité et celle de ceux qui ont pris leur retraite. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre — en accord avec son collègue des finances — pour réparer cette injustice en revalorisant les indices attribués aux receveurs de 1^{re} classe des P. T. T.

5281. — 16 octobre 1963. — Mme Ayme de La Chevellerie expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en application des dispositions de l'article L. 698 du code de la sécurité sociale, étendant à l'allocation supplémentaire les dispositions de l'article L. 631, alinéa 1^{er}, dudit code, les arrérages servis au titre de cette allocation sont recouverts sur la succession de l'allocataire lorsque l'actif net de cette succession est au moins égal à 20.000 francs. Elle lui fait observer que ce chiffre de 20.000 francs fixé en 1956 (art. 15 de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956) est manifestement insuffisant eu égard à l'augmentation constante des prix des biens mobiliers et immobiliers qui est intervenue depuis sept ans. Elle lui demande s'il n'estime pas indispensable, en vue d'éviter que l'application de cette disposition n'entraîne des conséquences sociales regrettables, de relever ce chiffre de 20.000 francs et de le porter au minimum à 50.000 francs, tant en ce qui concerne les arrérages servis aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire que ceux servis au titre de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

5282. — 16 octobre 1963. — M. Tony Larue expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que : 1° par décret en date du 30 octobre 1962, publié au Journal officiel du 3 novembre 1962, il a été décidé de modifier l'échelle indiciaire des traitements des receveurs et chefs de centre de 3^e et 4^e classe des postes et télécommunications. Depuis cette date, aucun texte n'a été publié pour l'application des dispositions de ce décret, bien qu'il semble que le projet d'arrêté ait été soumis depuis de nombreux mois à l'approbation de ses services par M. le ministre des postes et télécommunications. Il lui demande s'il envisage de faire paraître le texte en question le plus rapidement possible, pour que les intéressés puissent obtenir dans les meilleurs délais le reclassement auquel ils ont droit ; 2° par décret du 19 juillet 1963, publié au Journal officiel du 23 juillet 1963, l'indice maximal du traitement des receveurs et chefs de centre de 4^e classe (ancienne 5^e classe) a été relevé de dix points, passant de l'indice 315 net à 325 net, bien que le conseil supérieur de la fonction publique ait proposé un relèvement de quarante-cinq points nets. Il lui demande dans quel délai les agents en question recevront satisfaction et, pour faire suite aux propositions du conseil supérieur de la fonction publique, s'il a l'intention de procéder à un nouveau relèvement de l'échelle indiciaire des intéressés.

5284. — 16 octobre 1963. — M. Weber expose à M. le ministre du travail le cas d'un ingénieur entré dans une société industrielle d'électricité en 1913, mobilisé comme officier d'artillerie de 1914 à 1916, repris par la société qui l'employait avant sa mobilisation cinq années seulement après la fin des hostilités, et entré successivement dans diverses entreprises industrielles jusqu'en 1953, date à laquelle il a été mis dans l'obligation de cesser ses activités professionnelles. Il lui précise que certains des services effectués par l'intéressé dans plusieurs de ces sociétés n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la retraite des cadres, car les règlements de la C. A. P. R. I. C. par exemple sont différents de ceux de la C. A. R. I. M. ou d'autres caisses analogues en ce qui concerne la valorisation des services effectués, plusieurs se refusant à valider des périodes de travail inférieures à cinq années alors que, pour Electricité de France, le délai minimum à prendre en compte n'est que d'une seule année. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable que soit rapidement pris un règlement d'administration publique donnant enfin légitime satisfaction aux intéressés, qui demandent l'harmonisation des régimes de cadres en ce qui concerne les règles relatives à la validation des services accomplis.

5285. — 16 octobre 1963. — M. Lolive expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que le paiement d'une pension de guerre a été suspendu au mois de mars 1959 par décision d'un directeur interdépartemental et que présentement, c'est-à-dire plus de quatre ans après, il n'a pas encore été statué sur ce cas. Il lui demande : 1° quelle serait éventuellement la date d'effet du retrait définitif de la pension ; date de la suspension sur décision du directeur interdépartemental ou date de la décision ministérielle ; 2° si l'intéressé peut se pourvoir devant la juridiction compétente pour suspension abusive de sa pension.

5286. — 16 octobre 1963. — M. Lolive expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre la situation particulièrement pénible d'un grand nombre de résistants qui, arrêtés par l'ennemi, sont privés de tout droit, au motif qu'ils ont été déportés par les nazis dans des camps de concentration non reconnus. Il en est ainsi : des combattants du Vercors, arrêtés dans les combats du 20 au 30 juillet 1944, et qui furent déportés à Wesermund ; des résistants des départements du Nord et du Pas-de-Calais, déportés à Khaïa ; des patriotes de Renaison, déportés à Bielefeld. Ces patriotes qui ont été déportés dans ces camps, de même ceux qui ont été déportés à Linz, Brême, etc., ont lutté et souffert pour la France, ont vécu la vie concentrationnaire. Pourtant ils ne peuvent obtenir la carte officielle d'interné ou de déporté politique ou résistant. Soulignant que le camp de Khaïa est reconnu par le gouvernement belge, et que tous les sujets belges, déportés dans ce camp, bénéficient du statut des prisonniers politiques, il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à la grave injustice signalée.

5288. — 16 octobre 1963. — M. Etienne Fajon attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le fait que la législation en vigueur n'accorde qu'un dégrèvement d'impôts d'une demi-part pour chaque enfant à charge jusqu'à l'âge de vingt et un ans. Or, il faut bien constater que l'adolescent nécessite pour ses études et son entretien au moins autant de frais qu'une personne adulte. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation injuste.

5291. — 16 octobre 1963. — M. Davisud appelle l'attention de M. le ministre du travail sur le problème de la récupération de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité sur la succession de l'allocataire. Aux termes de l'article 49 du décret n° 56-763 du 26 septembre 1956, les arrérages servis au titre de l'allocation supplémentaire sont recouverts sur la succession de l'allocataire lorsque l'actif net est au moins égal à 20.000 francs. De très nombreuses personnes âgées ont demandé à bénéficier de l'allocation supplémentaire car elles ne possédaient pas, au moment de leur demande, de biens mobiliers et immobiliers ayant une valeur supérieure à 20.000 francs. Or, leurs héritiers se trouvent aujourd'hui dans l'obligation de reverser le montant des prestations reçues, au motif qu'au décès de l'allocataire les biens mobiliers ou immobiliers ont augmenté en valeur nominale. Une telle interprétation de la loi paraît inéquitable en ce sens qu'elle ne permet pas aux demandeurs de l'allocation supplémentaire de s'appuyer sur des éléments certains pour prendre leur décision et surtout parce qu'on ne saurait confondre la notion de plus-value et celle de dépréciation monétaire. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de prévoir que la valeur du patrimoine des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité soit toujours appréciée à la date du dépôt de la demande.

5296. — 17 octobre 1963. — M. Chapollin expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les professeurs de l'enseignement du second degré, qui peuvent demander leur mise à la retraite à soixante ans, sont irrévocablement atteints par la limite d'âge à soixante-cinq ans. Dans la pratique, ils demandent très souvent à quitter le service dès soixante ans, en raison : 1° de leurs conditions de travail harassantes (classes pléthoriques, heures supplémentaires) ; 2° du fait qu'ils considèrent qu'ils ne travaillent plus que pour la somme représentant la différence entre leur traitement et leur pension de retraite. Or, un certain nombre d'entre eux, ayant encore de lourdes charges de famille, accepteraient, après avoir pris leur retraite à soixante ans, de reprendre du service en qualité de contractuels avec un horaire réduit, ce qui leur permettrait de cumuler leur pension de retraite avec un traitement partiel, possibilité qui ne leur est ouverte, à l'heure actuelle, qu'après soixante-cinq ans, et à condition qu'ils aient continué à assurer un service complet de soixante à soixante-cinq ans. Il lui demande s'il ne pourrait étudier cette suggestion qui aboutirait notamment à réduire la pénurie de professeurs.

5297. — 17 octobre 1963. — M. Bignon expose à M. le ministre des armées qu'une circulaire n° 18040 T./P.M./I.M. de la D. P. M. A. T. a fait connaître aux militaires de carrière rapatriés d'outre-mer qu'ils étaient fondés à réclamer le bénéfice de la loi du 26 décembre 1961 et du décret n° 62-261 du 10 mars 1962, et elle a invité les chefs de corps à délivrer aux intéressés un certificat de rapatrié.

Munis de cette pièce, ces militaires rapatriés s'adressent aux différents services de rapatriés ou aux préfectures et, partout, il leur est répondu qu'ils n'avaient aucun droit et que seuls les fonctionnaires et agents civils pouvaient prétendre notamment à l'indemnité de réinstallation. Il lui demande s'il est en mesure de préciser les avantages dont peuvent bénéficier les militaires de carrière rapatriés, en service en Algérie avant le 2 juillet 1962, notamment en matière de prêt pour accession à un logement et d'indemnité de réinstallation.

5298. — 17 octobre 1963. — **M. Antoine Call** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que l'arrondissement de Brest comprenant plus de 250.000 habitants est en pleine expansion, que la ville de Brest, son chef-lieu, est distante de Quimper, préfecture du département, de 100 km par le rail et de 80 km par la route, cette distance pouvant même dépasser 110 km par la route pour certaines communes de l'arrondissement, et que, de plus, le parc automobile s'accroît annuellement. C'est pourquoi il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre à la sous-préfecture de Brest l'expérience entreprise en Seine-et-Oise en faveur des sous-préfectures de Mantès et de Rambouillet, permettant à celles-ci, notamment, la délivrance du permis de conduire, de la carte grise et des attestations d'inscription de gages.

5299. — 17 octobre 1963. — **M. Le Goasguen** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que l'arrondissement de Brest comprenant plus de 250.000 habitants est en pleine expansion, que la ville de Brest, son chef-lieu, est distante de Quimper, préfecture du département, de 100 km par le rail et de 80 km par la route, cette distance pouvant même dépasser 110 km par la route pour certaines communes de l'arrondissement, et que, de plus, le parc automobile s'accroît annuellement. C'est pourquoi il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre à la sous-préfecture de Brest l'expérience entreprise en Seine-et-Oise en faveur des sous-préfectures de Mantès et de Rambouillet, permettant à celles-ci, notamment, la délivrance du permis de conduire, de la carte grise et des attestations d'inscription de gages.

5300. — 17 octobre 1963. — **M. de Poulpiquet** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que l'arrondissement de Brest comprenant plus de 250.000 habitants est en pleine expansion, que la ville de Brest, son chef-lieu, est distante de Quimper, préfecture du département, de 100 km par le rail et de 80 km par la route, cette distance pouvant même dépasser 110 km par la route pour certaines communes de l'arrondissement, et que, de plus, le parc automobile s'accroît annuellement. C'est pourquoi il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre à la sous-préfecture de Brest l'expérience entreprise en Seine-et-Oise en faveur des sous-préfectures de Mantès et de Rambouillet, permettant à celles-ci, notamment, la délivrance du permis de conduire, de la carte grise et des attestations d'inscription de gages.

5303. — 17 octobre 1963. — **M. Peyret** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** le cas d'une veuve de guerre, mère de famille nombreuse, ayant encore quatre enfants à charge et ne pouvant plus travailler. Bénéficiaire d'une pension de veuve, celle-ci lui fut supprimée en vertu de l'article L. 48 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre pour concubinage. La raison pour laquelle la pension a été supprimée ayant disparu, il lui demande : 1° si la pension de veuve de guerre primitivement concédée peut lui être allouée à nouveau dès maintenant ou si elle sera obligée d'attendre l'âge de soixante ans (cinquante-cinq ans dans le cas d'invalidité) pour recouvrer cette pension ; 2° dans ce dernier cas, quelles sont les mesures qu'il envisage de prendre ou de proposer afin de modifier une législation qui opère une discrimination trop sévère et injuste dans le maintien, le rétablissement ou la suppression des pensions de veuve de guerre.

5304. — 17 octobre 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre du travail** qu'un employeur, pour les besoins urgents de ses services, demande à son personnel ou à une partie de celui-ci d'effectuer des heures supplémentaires. Il lui demande : 1° si le personnel peut se refuser à effectuer les heures supplémentaires qui lui sont demandées ; 2° quelles sont les formalités qui doivent être effectuées par l'employeur : a) affichage du nouvel horaire de travail, même si ce dernier est exceptionnel ; b) avis à l'inspection du travail ; c) autorisation de cette dernière ; 3° si, ces conditions étant observées, le personnel peut, sans commettre une faute, se refuser à exécuter un travail dans le cadre des heures supplémentaires ; 4° ai, en cas de licenciement pour ce motif, les salariés peuvent se prévaloir de la non-obligation de travailler au-delà des quarante heures par semaine pour réclamer le paiement d'un préavis qu'ils estimeraient leur être dû, aucune faute grave ne pouvant découler de leur refus.

5305. — 17 octobre 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans de très nombreux cas, un droit de préemption relatif à la cession des parts est prévu dans les statuts des sociétés à responsabilité

limitée. La raison majeure est d'éviter que la cession desdites parts puisse se faire à des personnes étrangères, sans que les associés aient été mis en mesure de pouvoir se rendre acquéreurs des parts mises ainsi en vente. Il lui demande : 1° si, le droit de préemption pouvant être acceptable pour les S. A. R. L., il peut en être de même pour les sociétés anonymes ; 2° si cette pratique ne serait pas de nature à faire dire que l'actionnaire est privé de la libre disposition des actions qu'il détient, puisqu'il ne peut les céder à qui il veut ; 3° si, en incluant une clause de préemption dans les statuts d'une société anonyme, il n'existe pas un abus dont le but serait de priver un actionnaire minoritaire de son droit de cession de ses actions au bénéfice éventuel des actionnaires ou d'un groupe majoritaire de la société ; 4° si, en fait, on ne devrait pas interdire cette clause en ce qui concerne les sociétés anonymes ; 5° si le nouveau code des sociétés qui doit voir le jour incessamment comporte cette interdiction.

5306. — 17 octobre 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre de la justice** que l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, la loi de finances de 1959, l'ordonnance n° 59-246 du 4 février 1959 (art. 14) ont, notamment, indiqué, en ce qui concerne le paiement d'une rente viagère, que « dans les nouvelles dispositions statutaires ou conventionnelles, sauf lorsqu'elles concernent des dettes d'aliments, sont interdites toutes clauses prévoyant des indexations fondées sur le salaire minimum interprofessionnel garanti, sur le niveau général des prix ou des salaires ou sur les prix des biens, produits ou services n'ayant pas de relation directe avec l'objet du statut ou de la convention ou avec l'activité de l'une des parties ». Il lui demande : 1° si le fait, pour une personne âgée, de donner une maison en rente viagère, peut être considéré comme représentant une dette d'aliments même si, dans le contrat intervenu, il est fait mention que ladite rente sera augmentée si l'indice, basé sur les prix de détail, subit une hausse de 5 p. 100 de l'indice de base ; 2° si, depuis 1959, il a été autorisé des majorations et, dans l'affirmative, lesquelles ; 3° dans la négative si, étant donné les hausses successives du coût de la vie, il ne serait pas judicieux de réviser une situation qui apparaît comme étant préjudiciable à l'intérêt des crédits rentiers, compte tenu des hausses autorisées des loyers à usage d'habitation ou à usage commercial.

5307. — 17 octobre 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre des rapatriés** qu'avant leur rapatriement en métropole des « auxiliaires de mairie », suivant en cela les conseils qu'ils avaient reçus des autorités officielles françaises, avaient accepté de coopérer, dès l'indépendance de l'Algérie, avec les autorités municipales algériennes d'Alger. Ils sont restés à leur poste jusqu'en juin 1963, et, en principe, il semble bien que, d'après les instructions générales, ils auraient dû être reclassés en la même qualité, à leur arrivée en France. Il lui demande : 1° si, dans le cadre des instructions générales pour le reclassement des rapatriés, la situation signalée doit recevoir une solution dans ce sens et, dans la négative, quelle est celle qui doit être envisagée ; 2° si un ménage de rapatriés se trouvant dans ce cas peut prétendre à l'attribution d'un logement.

5309. — 17 octobre 1963. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, le 23 février 1961, la municipalité du Blanc-Mesnil demandait l'inscription, au programme de 1962, d'un groupe scolaire de quarante classes destiné à desservir les 1.400 logements nouveaux projetés par deux sociétés de construction : P. O. C. I. L. et la S. C. I. C., au Heudt La Pièce-du-Tilleul. En septembre 1961, l'inspecteur d'académie signifiait son accord pour un groupe de 36 classes seulement. Le projet a été définitivement arrêté en février 1962. En octobre 1963, malgré les assurances données l'année précédente, aucune mesure de financement n'a été prise et aucune assurance donnée pour une inscription au programme de 1964. La situation est donc préoccupante. Il lui demande quand interviendra la décision de financement de ce groupe scolaire.

5312. — 17 octobre 1963. — **M. Darchicourt** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, par une note n° 315 du 28 février 1963, l'administration revenant sur le régime institué par l'instruction n° 96 du 7 mai 1956 estime désormais que les ventes de gaz reprises au numéro 27-II-A du tarif des douanes et destinées à l'alimentation des briquets, sont exclues du champ d'application de la T. V. A. et de la taxe locale, à condition que les cartouches soient mises au rebut après transvasement du gaz dans les réservoirs. Il lui demande : 1° quelle raison justifie cette qualité de régime pour ces deux produits (essence et briquet en tube et flacon et gaz en cartouche) qui ont une fonction identique, et pour lesquels les emballages sont perdus après le transvasement dans les réservoirs. La note du 7 mai 1956 avait placé ces deux combustibles pour briquet sur le même pied d'égalité. La note du 28 février 1963 crée un préjudice notable à l'essence à briquet sur le plan commercial, d'autant plus que ce dernier ne bénéficie pas de la déduction physique. Cette mesure n'est pas de nature, dans la conjoncture actuelle, compte tenu de l'incidence qu'elle peut avoir sur la production, à faire baisser les prix de vente ; 2° s'il

n'envisage pas, pour supprimer cette inégalité, de détaxer l'essence à briquet en tubes et en flacons de moins de 300 centimètres cubes, exonération qui aurait l'avantage de supprimer les hésitations des grossistes et détaillants, pour l'acquit de leur taxe locale.

5313. — 17 octobre 1963. — **M. Loustau** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le règlement d'administration concernant les dispositions de la loi de finances du 23 février 1963, fixant de nouvelles règles de cumul pour les retraités ayant atteint la limite d'âge afférente à leur emploi, n'est pas encore paru, ce qui laisse dans l'incertitude les personnes visées par la législation sur les cumuls. Il lui demande : 1° dans quel délai il a l'intention de faire paraître le règlement d'administration en question ; 2° si un professeur certifié, retraité à soixante-cinq ans, peut cumuler intégralement sa pension et une rémunération contractuelle.

5314. — 17 octobre 1963. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le ministre des armées** qu'aux termes du dernier alinéa de l'article 1^{er} de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950, les jeunes gens reconnus « soutiens de famille » doivent, s'ils en font la demande, être affectés dans une unité proche de leur domicile. Suivant une jurisprudence constante, cet avantage est réservé aux seuls jeunes gens dont la famille est admise à bénéficier de l'allocation prévue par l'article 156 du code de la famille et de l'aide sociale. Or, de fait et principalement dans l'agriculture, dans de nombreux cas le fils qui travaille avec ses parents est souvent un réel soutien de famille pour eux, même lorsque les ressources dépassent les plafonds prévus pour l'aide sociale. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable de prévoir deux catégories de soutiens de famille, avec et sans allocation, suivant les ressources du foyer.

5316. — 17 octobre 1963. — **M. Seramy** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** les motifs qui s'opposent à la publication des textes réglementaires relatifs aux modifications statutaires intéressant les cadres A et B du personnel communal. En effet, le 4 décembre 1962, la commission nationale paritaire du personnel communal adoptait à l'unanimité un projet de classement indiciaire du personnel des communes. Ce projet aurait été examiné en premier lieu par les services du ministère de l'intérieur avant d'être transmis à ceux du ministère des finances, où il serait depuis lors en cours d'examen.

5317. — 17 octobre 1963. — **M. Bignon** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que sont notamment assujettis à la T. V. A., les « producteurs » tels qu'ils sont définis par l'article 264 du code général des impôts, et que la direction générale des impôts donne à la notion fiscale d'acte de production une acception très extensive. Il lui signale qu'il est d'usage, dans le commerce de la bijouterie, de vendre des chevalières dont le chaton ne porte aucune gravure. Le client qui achète une telle bague la laisse généralement à son vendeur, lequel se charge lui-même, ou charge un tiers spécialiste, de la gravure aux initiales du client, d'après les instructions de celui-ci. Il semble bien dès lors que la vente est conclue lorsqu'il y a accord sur la bague et le prix, la gravure constituant une seconde transaction qui a le caractère d'une prestation de service. Il lui demande si le fait, par un bijoutier détaillant agissant dans ces conditions, de graver des initiales ou de « rapporter » des initiales sur le chaton d'une chevalière constitue un acte de production qui a pour effet d'assujettir le bijoutier au taux majoré de la T. V. A. sur la valeur totale de la bague, gravure comprise.

5319. — 17 octobre 1963. — **M. Jacques Hébert** attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur la situation des personnels militaires et civils de son département qui, par suite de mutation, quittent le territoire algérien pour rejoindre la France. Les intéressés, et plus particulièrement les ouvriers de la base de Mers-el-Kébir qui ont fréquemment effectué de très longs séjours en Algérie, quittent ce pays en y laissant souvent des biens immobiliers relativement importants. Dès leur départ, ces biens sont déclarés vacants par les autorités algériennes et occupés sans indemnisation. Les victimes de cet état de fait établissent alors un dossier d'indemnisation pour obtenir réparation partielle de la spoliation qui les frappe. Afin de faciliter l'établissement de ce dossier et pour permettre son examen dans les conditions les plus rapides, il lui demande si cette demande d'indemnisation ne pourrait être établie avec l'aide de son ministère et transmise au ministère des rapatriés sous son couvert.

5320. — 17 octobre 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'évolution des prix depuis l'interdiction d'indexer certaines rentes viagères, et notamment celles servies par l'Etat ou le secteur public, a très largement dépassé les augmentations accordées aux rentiers depuis lors. Il lui demande : 1° si une politique axée sur la protection de la vieillesse n'est pas souhaitable afin de permettre aux personnes âgées de pouvoir vivre décemment ; 2° si les augmentations parcellairement accordées ne représentent pas, en fait, un maigre avantage incompatible avec les hausses constatées de la vie courante (nourriture, logement, habillement, santé) ; 3° si une

revalorisation annuelle, axée sur celle des retraites du régime général de la sécurité sociale, ne serait pas désirable, cette revalorisation ayant pour effet de fixer les rentes d'Etat et du secteur public à une valeur comparable d'année en année.

5321. — 17 octobre 1963. — **M. Arthur Richards** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de lui indiquer les impôts de mutation qui frappent : a) les ventes ordinaires d'immeubles ; b) les transactions sur les rentes viagères. Il lui demande notamment quelles sont, dans ce dernier cas, les proportions prises en compte pour déterminer la valeur des immeubles et des revenus lorsque, par exemple, une rente est donnée à un créancier âgé de cinquante-cinq ou soixante-cinq ans et pour 6.000 francs par an, et si, dans ces conditions, il est possible de dire qu'en matière de rente viagère, les droits de mutation sur les immeubles échappent à l'impôt.

5322. — 17 octobre 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la législation fiscale des rentes viagères constituées à titre onéreux veut que seule la fraction de ces rentes, censée correspondre aux intérêts, est soumise à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Cette fraction est déterminée forfaitairement et varie suivant l'âge du créancier au moment de l'entrée en jouissance de la rente. Il lui demande : 1° s'il ne serait pas équitable de simplifier ces règles fiscales et permettre ainsi aux personnes âgées une déclaration de leurs revenus moins compliquée ; 2° s'il ne serait pas judicieux que l'imposition sur la fraction imposable soit celle de l'âge du déclarant lors de la perception des arrérages ; 3° si, par suite de la hausse des biens mobiliers ou immobiliers, cette dernière ne profite pas davantage au débiteur qu'au créancier puisque, en définitive, les augmentations qui en découlent restent toujours au bénéfice des premiers et non des seconds ; 4° si, dans ces conditions, l'indexation, basée sur le prix des loyers — d'habitation ou commerciaux — en ce qui concerne les immeubles donnés en rente viagère, ne serait pas souhaitable ; 5° si, en l'état actuel, les loyers payés ne représentent pas, en fait, une rente alimentaire.

5323. — 17 octobre 1963. — **M. Arthur Richards** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière, a abrogé : a) les articles 1098 du code général des impôts relatif aux actes de procédure devant les conseils de prud'hommes et 1099 concernant les pouvoirs pour se faire représenter devant ces juridictions ; b) les articles 1025 et 1027 du C. G. I. en ce qui concerne les contrats d'apprentissage ; c) l'article 1147 du code général des impôts relatif aux expéditions délivrées par les greffiers des tribunaux d'instance et par les secrétaires des conseils de prud'hommes. Il lui demande : 1° si, en vertu des nouvelles dispositions, les exonérations antérieurement accordées sont maintenues par la loi nouvelle du 15 mars 1963 ; 2° si la formule qui semblerait se dégager de la réforme veut bien dire : « ce qui n'est pas prévu est dispensé » des droits de timbre et d'enregistrement, et, dans le cas contraire, comment on doit interpréter les abrogations découlant notamment des articles 35, 39 et 56 de la loi du 15 mars 1963.

5326. — 18 octobre 1963. — **M. Philippe** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur le malaise qui règne actuellement au sein du personnel hospitalier et qui est dû en particulier à la suppression du paiement des heures supplémentaires et des primes du dimanche. Au moment où le recrutement de ces catégories de personnels devient de plus en plus difficile, il serait souhaitable que les avantages qui leurs ont été accordés en raison des sujétions particulières auxquelles ils sont soumis ne se trouvent pas remis en question. Le personnel hospitalier a parfaitement conscience de ses responsabilités envers les malades, et il sait faire preuve d'un grand dévouement dans l'accomplissement de sa tâche, qui est rendue particulièrement difficile par l'insuffisance des effectifs. Ce personnel envisage avec beaucoup de répugnance le recours à une grève revendicative. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre de manière urgente en vue, soit de donner au personnel hospitalier de meilleures conditions de travail, soit de lui accorder le paiement des heures supplémentaires qui s'avèrent indispensables pour le bon fonctionnement des établissements et l'assurance des soins aux malades. En ce qui concerne les heures supplémentaires, il lui demande s'il est en mesure de faire connaître à quel résultat ont abouti les discussions qui, d'après la réponse donnée à la question écrite n° 2586 de M. Dubuis (*Journal officiel*, débats A. N., séance du 7 juin 1963, p. 3277) ont été engagées sur ce problème entre les services de son département ministériel et ceux du ministère des finances et des affaires économiques.

5327. — 18 octobre 1963. — **M. Julien**, se référant à la réponse donnée le 17 mai 1962 à la question écrite n° 13680 de M. Rieu-naud, demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** de lui préciser si, comme cela semble ressortir des termes de sa réponse, un agent appartenant au statut particulier de la

régie des chemins de fer du Sénégal, admis à la retraite à partir du 1^{er} avril 1962, peut prétendre, si elle est plus avantageuse pour lui, à la solde correspondant à son classement hiérarchique dans le statut général — échelle 12, échelon 9 — à l'instar de ce qui a été fait pour les fonctionnaires à partir du 1^{er} janvier 1956.

5328. — 18 octobre 1963. — M. Baudis expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que, dans l'état actuel de la réglementation, lorsqu'un ancien combattant pensionné à 100 p. 100 vient à décéder des suites de l'affection pour laquelle la pension lui a été attribuée, les frais d'obsèques ne sont pas pris en charge par l'Etat. La veuve ou les ayants cause du pensionné décédé ont seulement droit, dans certains cas, à l'attribution par l'office des anciens combattants et victimes de la guerre d'un secours, dont le montant est déterminé en fonction de leur situation et à condition que les frais occasionnés par les obsèques n'aient pas dépassé une somme fixée à l'heure actuelle à 1.400 francs. Il lui fait observer qu'au moment du décès d'un grand invalide de guerre, la veuve qui pendant de nombreuses années a dû demeurer au foyer pour soigner son mari se trouve, en règle générale, dans une situation pécuniaire extrêmement difficile, en raison notamment des délais qui doivent courir avant qu'elle puisse percevoir elle-même une pension de réversion. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait conforme à la plus stricte équité que l'Etat, dont la charge se trouve allégée par suite de l'extinction de la pension du grand invalide, s'efforce de venir en aide à la veuve du défunt, d'une part, en prenant à sa charge l'intégralité des frais d'obsèques et, d'autre part, en accordant à cette veuve, dans les huit jours du décès, une avance sur la pension à laquelle elle aura droit.

5329. — 18 octobre 1963. — Mme Ayme de La Chevrière appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation défavorisée dans laquelle se trouvent un certain nombre d'anciens commis principaux des services du Trésor qui, ayant atteint la fin de leur carrière administrative peu de temps après la création, en 1946, du cadre des contrôleurs du Trésor, n'ont pu accéder à ce nouveau grade, alors que, parmi les agents plus jeunes, ceux qui n'avaient pas été intégrés en 1946, en raison du nombre limité de ces intégrations, ont tous obtenu réparation ultérieurement. Un grand nombre de ces agents retraités sont aujourd'hui disparus et, par conséquent, l'intervention d'une mesure permettant à ceux qui sont encore vivants de bénéficier de l'intégration dans le cadre des contrôleurs du Trésor n'aurait des conséquences financières qu'extrêmement réduites. Elle lui demande s'il ne lui semble pas équitable de faire cesser la disparité qui existe à cet égard entre les anciens commis principaux du Trésor admis à la retraite lors de la création du cadre des contrôleurs du Trésor et les agents plus jeunes, en accordant aux premiers la possibilité d'accès à ce grade.

5330. — 18 octobre 1963. — M. Couzinet expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que le décret n° 62-392 du 10 avril 1962 tend à transférer au préfet tous les pouvoirs que tenaient de leur ministre les chefs de services départementaux, exception faite de tous les services qui ne peuvent s'accommoder d'une subordination de caractère politique : justice, finances et éducation nationale. En dépit de cette exclusion, une note interministérielle du 14 août 1963, prise en application d'une décision de principe du 4 juin 1963, a étendu l'expérience en cours au secteur domanial, partie intégrante de la direction générale des impôts. Il apparaît que cette mesure est de nature à avoir des répercussions néfastes d'ordre politique, financier et social, répercussions admises par M. le ministre des finances et des affaires économiques qui, dans une lettre aux organisations syndicales de la direction générale des impôts, reconnaît lui-même que cette expérience « soulève des objections de tous ordres ». Il lui demande quelles mesures il compte prendre, dans le respect du texte et de l'esprit du décret n° 62-392 du 10 avril 1962, pour que le secteur domanial continue à faire partie intégrante de la direction générale des impôts et demeure hors de l'expérience actuellement en cours.

5335. — 18 octobre 1963. — M. Le Goasguen demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques où en sont les négociations avec son collègue de l'intérieur pour compenser l'allongement de carrière des secrétaires administratifs de préfecture opéré par le décret du 26 mai 1962, en s'inspirant de la solution intervenue dans d'autres ministères sous l'appellation de « bonification de dix-huit mois ».

5339. — 18 octobre 1963. — M. Le Goasguen demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative à quelle date interviendront certains assouplissements au décret du 26 mai 1962, qui a permis aux agents des catégories C et D d'accéder à l'échelle supérieure de rémunération dans la limite de 25 p. 100 de l'effectif. Il lui signale en particulier les demandes qui lui ont été adressées à ce sujet par M. le ministre de l'intérieur pour certains de ses cadres pour 1962 et 1963, cadres D des préfectures et ensemble des cadres techniques.

5342. — 18 octobre 1963. — M. Le Goasguen demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, compte tenu des premières mesures intervenues pour le traitement et les congés de maladie, si l'ensemble du décret n° 46-759 du 19 avril 1946 peut être considéré comme applicable aux employés auxiliaires de l'Etat, notamment en matière de garanties disciplinaires, de réemploi après accomplissement du service militaire, de congés d'allaitement. Il lui demande, en outre, si une administration peut valablement empêcher ses auxiliaires de bénéficier du régime de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat (I. G. R. A. N. T. E.).

5343. — 18 octobre 1963. — M. Nessler expose à M. le ministre des postes et télécommunications que les titulaires de comptes chèques postaux en Algérie, repliés en France, ne peuvent plus tirer de chèques sur les fonds déposés à leur compte. Il lui demande, au cas où ces entraves à la libre circulation fiduciaire subsisteraient, les mesures qu'il compte prendre pour contrôler et, au besoin, interdire l'envoi de fonds de France vers l'Algérie.

5344. — 18 octobre 1963. — M. Rives-Henrys expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, du fait de l'application des « fourchettes », les bouchers, dont la moyenne pondérée d'achats se situe dans le haut desdites fourchettes, vont se trouver défavorisés par rapport à ceux qui se trouvent au plancher. Il est donc à craindre que, contrairement à toute règle commerciale, des bouchers, dont l'achat correspond à un prix se situant légèrement au-dessus de la deuxième moitié de leur catégorie, demandent à leurs fournisseurs de leur facturer à un prix supérieur un produit d'égale valeur, afin de pouvoir bénéficier du plancher de la catégorie supérieure et retrouver ainsi la marge commerciale fixée par l'arrêté de taxation. Il lui demande s'il ne pense pas que cette pratique conduirait inexorablement à une désorganisation complète des prix et à une hausse très sensible des prix de la viande dont le consommateur ferait en définitive les frais.

5345. — 18 octobre 1963. — M. Rives-Henrys expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le marquage sur le papier d'emballage du poids, du prix et de la nature du morceau ralentit considérablement le service de la clientèle qui s'implante dans les magasins. Il lui demande s'il estime que la rédaction de cette page d'écriture imposée aux commerçants est pleinement justifiée.

5346. — 18 octobre 1963. — M. Rives-Henrys appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les anomalies que paraît comporter l'arrêté n° 24-879 du 9 octobre 1963 relatif à la marge de détail et aux prix de vente aux consommateurs de la viande de bœuf, en ce qui concerne le changement de catégorie. En effet, par référence aux dispositions de l'article 4 de cet arrêté, alors qu'un délai de sept jours pleins est imposé en cas de passage dans la catégorie supérieure, l'application est immédiate en cas de passage dans la catégorie inférieure. Etant donné les difficultés qu'impliquent de telles dispositions, il lui demande s'il n'envisage pas de modifier les conditions requises actuellement pour le passage dans la catégorie supérieure.

5347. — 18 octobre 1963. — M. Odru expose à M. le ministre de la justice le cas suivant dont il a été saisi : un enfant naturel reconnu par son père et par sa mère, lesquels ont vécu maritalement pendant neuf ans, habite actuellement avec sa mère dans la maison de son père décédé depuis décembre 1961. A défaut de dispositions testamentaires, l'enfant naturel reconnu va hériter des trois quarts. Mais l'opposition des cohéritiers va conduire à la vente de la maison à une tierce personne, alors que l'enfant naturel et sa mère, avec l'aide d'un prêt du Crédit foncier, souhaitent racheter le quart et continuer à disposer de l'habitation. Il risque d'en résulter pour la mère et l'enfant, âgé de trois ans, l'éviction de la maison familiale, alors que la part du prix de vente qui revient à l'enfant serait consignée à la caisse des dépôts jusqu'à la majorité de celui-ci. Une telle situation semble regrettable à tous égards. Il lui demande de quelles protections légales disposent les intéressés pour conserver leur droit d'habiter la maison familiale et, à défaut, quelles initiatives il compte prendre pour aider cette maman et son fils, et pour éviter que des cas de ce genre ne se reproduisent.

5348. — 18 octobre 1963. — M. Odru expose à M. le ministre de l'intérieur que, selon la réponse à sa question n° 4075 (Journal officiel, débats A. N. du 31 août 1963) de M. le ministre du travail, il a été consulté sur les conditions de délivrance et de transfert des autorisations de stationnement des voitures de place dans la Seine et sur la compétence de M. le préfet de la Seine en la matière. Il lui demande de lui indiquer les suites données à cette consultation et les mesures qu'il compte prendre pour qu'intervienne rapidement l'arrêté interdisant les transferts des numéros de stationnement des taxis dans la Seine, la réglementation actuelle constituant un véritable scandale dont souffrent tous les chauffeurs de taxi.

5351. — 18 octobre 1963. — **M. Houël** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les termes de sa réponse du 26 juin 1963 à sa question écrite n° 2139 du 13 avril 1963 relative à la situation des instituteurs et des institutrices détachés au centre régional d'enseignement par correspondance de Lyon ont provoqué à juste titre une protestation indignée de la part des intéressés. En effet: 1° si « aucune disposition législative ou réglementaire ne permet pour l'instant le remboursement des frais de déplacement engagés par les fonctionnaires pour se rendre de leur domicile personnel au lieu de leur travail », le Gouvernement dispose de la pleine compétence réglementaire et de la plus large part de l'initiative législative. La question posée est donc de savoir s'il entend user de ses pouvoirs dans le cas considéré, compte tenu des sujétions spéciales de déplacement des intéressés; 2° le C.R.E.C. est une institution nationale. Il apparaît donc légitime de demander au Gouvernement s'il entend, dans ce cas, se substituer aux collectivités locales hors de cause, pour l'attribution du bénéfice du logement ou de l'indemnité représentative aux instituteurs affectés au C.R.E.C. Si l'affectation au C.R.E.C. convient particulièrement aux intéressés qui la demandent, compte tenu notamment de leur état de santé, le service rendu est un service normal d'enseignement, dont l'utilité sociale est reconnue officiellement et résulte du fait même du maintien en activité du C.R.E.C. Le caractère de « mesure spéciale », que la réponse prête à l'affectation au C.R.E.C., ne saurait donc aboutir à diminuer les droits, actuellement reconnus à tous les enseignants primaires, de ceux de ces enseignants qui concourent à une forme particulièrement nécessaire de l'enseignement primaire, pas plus surtout que ne saurait y aboutir le fait qu'ils connaissent la situation anormale et désavantageuse faite à leurs collègues déjà affectés lors de leur demande d'affectation au C.R.E.C.; 3° la légitimité de verser l'indemnité attachée à la fonction de maître de C.E.G. aux maîtres qui en ont l'exercice dans les C.R.E.C. ne peut être contestée par la réponse susvisée. Il semble que la prochaine discussion budgétaire doit être l'occasion d'inscrire dans les faits les résultats de « l'étude » annoncée dans la réponse, alors qu'aucune difficulté particulière ne caractérise cette régularisation. Il lui demande s'il entend prendre, en faveur des intéressés, les mesures concrètes que le maintien de la qualité et la grande utilité sociale de l'enseignement par correspondance rendent urgentes et nécessaires.

5352. — 18 octobre 1963. — **M. Ruffe** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que de nombreux retraités relevant du régime spécial de retraites servies par la caisse des dépôts et consignations (Arcueil) n'ont pas perçu au 15 octobre le modeste versement trimestriel qui leur était ordinairement versé le 1^{er} octobre. Ce retard leur cause de grandes difficultés car il s'agit de personnes âgées, le plus souvent démunies de toute autre ressource. Il lui demande s'il entend veiller à ce que le trimestre échu le 1^{er} octobre soit payé sans délai aux intéressés et à ce que de tels retards ne se reproduisent plus à l'avenir.

5353. — 18 octobre 1963. — **M. Dupuy** expose à **M. le ministre de l'information** que le contrat qui existait entre l'Etat et les artistes musiciens des formations de la R. T. F. de province (Lille, Lyon, Marseille, Nice, Strasbourg et Toulouse) vient d'être dénoncé unilatéralement par l'Etat. Le nouveau contrat qui est proposé aux artistes musiciens ne précise nullement les droits acquis à l'intégration dans le statut des personnels, tels qu'ils résultent de l'article 5, alinéa 4, de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959. Il lui demande s'il n'envisage pas de surseoir à l'application de ce nouveau contrat et de permettre aux artistes musiciens concernés de poursuivre leur collaboration dans les formes actuelles jusqu'à leur intégration statutaire. Par ailleurs, des rumeurs persistantes laissant supposer que trois de ces orchestres doivent être supprimés, il lui demande si ces rumeurs sont fondées.

5354. — 18 octobre 1963. — **M. Dupuy** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les professeurs licenciés enseignant dans les écoles libres, et qui sont actuellement pris en charge par l'Etat, percevaient des rappels de traitement depuis la date de l'obtention de leurs diplômes. Cela représente dans certains cas des sommes très importantes, de l'ordre de plusieurs millions d'anciens francs. Il lui demande dans quelles conditions sont pris en charge tous les maîtres de l'enseignement libre.

5356. — 18 octobre 1963. — **M. Lamps** expose à **M. le Premier ministre** qu'un certain nombre de personnes ayant postulé pour divers ordres d'enseignement en Algérie avaient reçu l'agrément du ministère de l'éducation nationale. Quelques jours avant leur départ, ils recevaient du secrétariat d'Etat chargé des affaires algériennes une décision de ne pas donner suite à leur demande. Cela n'a pas été sans provoquer de grosses difficultés pour les intéressés. Il lui demande pour quelles raisons deux avis opposés ont pu ainsi être donnés à quelques semaines d'intervalle et quelles mesures il compte prendre pour que satisfaction soit accordée aux intéressés.

5357. — 18 octobre 1963. — **M. Pic** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les médecins hospitaliers de la région parisienne bénéficient d'un abattement forfaitaire de 25 p. 100 sur leurs honoraires hospitaliers et que, dans d'autres régions, les inspecteurs des contributions directes refusent d'appliquer aux honoraires médicaux hospitaliers ce même abattement. Il lui demande si l'abattement forfaitaire de 25 p. 100 pour les honoraires des médecins hospitaliers est applicable à l'ensemble du territoire.

5360. — 18 octobre 1963. — **M. Fouet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des professeurs agrégés du Val-de-Grâce, libérés du service actif, qui ne bénéficient pas de toutes les dispositions spéciales prises en faveur des professeurs agrégés de médecine, alors que la qualification du titre assimile leur titulaire aux membres les plus éminents de la science médicale française. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de favoriser l'intégration de ces agrégés dans l'un des corps du personnel hospitalo-universitaire visés à l'article 1^{er} du décret du 24 septembre 1960, et plus généralement de permettre à ce personnel d'élite d'accéder à tous les postes prévus dans le cadre de la réforme hospitalo-universitaire.

5361. — 18 octobre 1963. — **M. Schloesing** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'aux termes de l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mai 1963 le prélèvement de 15 p. 100 libère de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire les plus-values réalisées à l'occasion de cessions d'immeubles ou de droits sociaux, sous certaines conditions, notamment le redevable ne doit pas intervenir à d'autres titres dans les opérations se rattachant à des opérations immobilières. Parmi les personnes visées par cette exclusion et pour lesquelles le prélèvement de 15 p. 100 n'est pas libérateur, l'instruction générale du 14 août 1963 de la direction générale des impôts cite « les promoteurs de la construction immobilière ». Il lui demande de lui préciser les conditions requises pour être considéré comme un promoteur par l'administration et, en particulier, si les associés ou actionnaires d'origine ainsi que les administrateurs ou gérants d'une société immobilière ont la qualité de promoteur. Il lui demande, au surplus, si un promoteur d'une construction immobilière peut néanmoins bénéficier du prélèvement libérateur de 15 p. 100 pour les plus-values réalisées à l'occasion d'autres opérations immobilières dont il n'aurait pas été le promoteur.

5362. — 18 octobre 1963. — **M. Ponsellé** appelle l'attention de **M. le ministre des armées** sur la discrimination qui frappe toujours certains militaires de carrière mutilés de guerre, malgré les dispositions de l'article 6 de la loi du 31 juillet 1962. En effet, cet article de la loi de finances rectificative n° 62-873 du 31 juillet 1962 paraissait mettre fin à une étrange anomalie qui, depuis la mise en application de la loi du 31 mars 1919 instituant les pensions militaires d'invalidité, perpétuait une pénible injustice. Ces pensions, disait la loi de 1919, ne sont cumulables avec la solde d'activité ou avec une pension militaire de retraite que si leur taux reste égal à celui de la pension de soldat. Par contre, elles sont cumulables sans limite avec tout traitement civil d'activité et avec les autres pensions servies par l'Etat ou les collectivités publiques, en application de l'article 2 de la loi du 20 avril 1920. Ainsi, depuis quarante-quatre ans, les officiers qui ont versé leur sang, perdu un membre ou leur santé pour la France, se trouvaient traités en citoyens à part congrue. Or, considérant que l'article 6 de la loi du 31 juillet 1962 n'a pas d'effet rétroactif, ses services n'assurent la liquidation des pensions d'invalidité au taux du grade qu'en faveur des militaires rayés des contrôles de l'armée active après le 2 août 1962. Il semble donc qu'il y ait là une curieuse interprétation de la notion de rétroactivité des lois, car il est difficilement concevable que le législateur ait voulu perpétuer une longue injustice au seul détriment des vétérans des deux guerres. Il n'y aurait, semble-t-il, rétroactivité que si les anciens bénéficiaires d'un rappel sur les arrérages antérieurs à la date de promulgation de la loi. Il lui demande s'il n'envisage pas l'adoption d'une disposition ayant pour but de permettre à tous les militaires de carrière, mutilés de guerre, de bénéficier de l'application de l'article 6 de la loi du 31 juillet 1962.

5364. — 18 octobre 1963. — **M. Dolze** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que les cheminots anciens combattants sont toujours exclus du bénéfice de la loi d'avril 1924 concernant les bonifications de campagne double ou simple pour le calcul de leurs retraites. Il lui demande quand seront enfin tenues les nombreuses promesses gouvernementales qui ont été faites aux intéressés.

5365. — 18 octobre 1963. — **M. Dolze** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les cheminots anciens combattants sont toujours exclus du bénéfice de la loi d'avril 1924 concernant les bonifications de campagne double ou simple pour le calcul de leurs retraites. Il lui demande quand seront enfin tenues les nombreuses promesses gouvernementales qui ont été faites aux intéressés.

5366. — 18 octobre 1963. — M. Balmigère expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que du 1^{er} janvier au 25 septembre 1963, 30 accidents ont été enregistrés sur la route nationale n° 112 dans la seule portion Béziers—Vias, soit sur 18 kilomètres. Ces accidents ont fait 3 morts et 67 blessés. Il faut y ajouter des dizaines d'accidents matériels. Une telle situation résulte du mauvais état de la chaussée, trop étroite et souvent déformée. Or la route Béziers—Sète connaît un trafic considérable, atteignant 12.000 véhicules par jour en période touristique. Les quelques travaux de réfection déjà opérés et ceux qui vont l'être sont insuffisants pour enrayer l'hécatombe qu'on déplore chaque année sur cette route qui dessert les plages du littoral et dont le rôle restera considérable même si était enfin réalisée l'autoroute prévue. Il lui demande quelles mesures il entend prendre d'urgence pour réaliser l'élargissement et la réfection totale de la route nationale n° 112.

5367. — 18 octobre 1963. — Mme Vaillant-Couturier appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre au moment même du vingt-deuxième anniversaire de la fusillade de Châteaubriant sur le cas de la fille d'un des fusillés de Châteaubriant en ce qui concerne le règlement des indemnités auxquelles elle a droit en qualité d'ayant cause de victimes du nazisme. D'une part, l'intéressée n'a pas encore perçu l'indemnité du chef de son père, alors que le dossier a été présenté dans les délais et est complet. D'autre part, la mère de l'intéressée étant morte en déportation, le dossier d'indemnisation présenté de son chef est considéré comme litigieux, le certificat de nationalité n'ayant pu être fourni. Or, l'intéressée a justifié d'un passeport portant la mention « nationalité française » et délivré à sa mère en 1930 par la préfecture de police, d'une attestation de l'autorité militaire homologuant les services militaires accomplis par sa mère et lui conférant le grade de sergent dans l'armée française, d'un jugement du tribunal civil de la Seine constatant le décès et accordant pour sa mère la mention « morte pour la France », ainsi que de la carte de déportée. Elle n'a pas été en mesure, sa famille étant disparue, de produire d'autres pièces sur la nationalité française de sa mère, et il n'a pas été trouvé trace de la déclaration d'option de nationalité française effectuée par sa mère lors du mariage de ses parents, cela résultant peut-être des déchéances qu'avaient édictées les lois raciales de Vichy. A ce sujet, elle lui rappelle sa question écrite n° 2779 du 16 mai 1963, à laquelle il a répondu au *Journal officiel* du 3 août 1963. Il semble, abstraction faite des règles d'application de l'ordonnance n° 59-65 du 7 janvier 1959, que l'existence dans le droit positif actuel de telles dispositions justifierait en soi, au regard du cas considéré, l'admission du dossier par un assouplissement des conditions arrêtées par la commission interministérielle chargée d'appliquer le décret du 29 août 1961, comme il a été procédé dans d'autres cas. Le rejet du dossier en suspens, s'il était décidé, après de longs mois d'espoir d'au moins une faible réparation matérielle, apparaîtrait comme particulièrement choquant, comme le serait la nécessité dans laquelle se trouverait l'intéressée, dont les deux parents sont morts pour la France, de s'adresser aux autorités allemandes pour une réparation du chef de sa mère au titre d'étranger, le Gouvernement français ayant refusé à celle-ci, sous-officier de son armée, morte pour la patrie, veuve d'un officier français mort pour la France, de la compter au nombre de ses nationaux. Elle lui demande si, en accord avec M.M. les ministres de la justice et de la santé publique et de la population dans la mesure du nécessaire, il entend : 1° faire régler sans délai à l'intéressée l'indemnité relevant du dossier présenté du chef de son père ; 2° faire réexaminer avec bienveillance le dossier présenté du chef de sa mère, et prendre les mesures utiles pour l'octroi de l'indemnité relevant de ce dossier.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES

auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

4471. — 10 août 1963. — M. Davoust expose à M. le ministre de l'agriculture que le crédit de 20 millions inscrit dans le budget 1963 au titre de l'assainissement du verger cidricole a été ramené à 18 puis à 16 millions ; que, sur cette somme, 1,5 million sera nécessaire pour achever le recensement cidricole et effectuer les expertises de 1963 ; que, devant la faiblesse du crédit définitivement accordé, un grand nombre de demandes vont rester insatisfaites. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour obtenir la reconduction du crédit de 20 millions, majoré d'une somme d'un montant égal aux amputations effectuées cette année.

4473. — 10 août 1963. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'agriculture que, lors du gel de l'hiver dernier, les cépages tolérés ou seulement autorisés semblent avoir beaucoup mieux résisté que les cépages recommandés. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne lui paraît pas possible d'assouplir, dans les zones touchées par le gel, la règle suivant laquelle seuls les cépages recommandés peuvent bénéficier de droit de plantation égal à 100 p. 100 de la superficie.

4631. — 14 septembre 1963. — M. Lepourry expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'en vertu de l'instruction de la direction des pensions n° 0493 A du 27 décembre 1961 pour l'application du décret n° 59-329 du 20 février 1959 les pensionnés à 100 p. 100 pour affection tuberculeuse bénéficiaires de l'indemnité de soins et âgés de plus de cinquante ans sont dispensés du contrôle annuel tout en restant soumis aux visites trimestrielles par mesure d'hygiène et de prophylaxie. Il lui demande si ces mesures d'hygiène et de prophylaxie comportent, pour les pensionnés âgés de plus de cinquante ans, l'ensemble des examens auxquels un soumet les pensionnés plus jeunes lors du contrôle annuel.

4636. — 14 septembre 1963. — M. Vivien attire l'attention de M. le ministre des armées sur le fait qu'un officier affecté au centre de préparation militaire de Paris, à Vincennes, et chargé du centre d'instruction parachutiste n'a pas droit aux indemnités dites de « solde à l'air » bien que responsable, en sa qualité de chef de centre, d'un poste aéroporté, alors que les sous-officiers placés sous son commandement perçoivent normalement cette indemnité. Par ailleurs, sur le plan technique, il dépend de l'officier régional parachutiste qui perçoit cette indemnité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation qui peut nuire au rendement d'un chef de centre et à la préparation militaire parachutiste.

4640. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, dès l'école primaire et jusqu'au concours des grandes écoles, des limites d'âge sont exigées des candidats à l'admission. Or, ces limites prennent toujours pour point de départ la date du 1^{er} janvier, ce qui a pour inconvénient de retarder de nombreux mois les enfants nés au début de l'année civile. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas opportun de fixer désormais les limites d'âge au 1^{er} juillet (fin d'année scolaire) ou au 1^{er} octobre (début d'année scolaire), ce qui semblerait plus conforme à l'intérêt des enfants aussi bien qu'à celui de l'enseignement en général.

4645. — 14 septembre 1963. — M. Chauvet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 13 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963 majore la taxe annuelle sur les véhicules de tourisme des sociétés, en précisant que cette disposition trouvera sa première application pour l'établissement de la taxe due au titre de l'année 1963. Il lui demande s'il convient d'en faire application à raison des véhicules immatriculés au nom des sociétés à la date du 1^{er} octobre 1962, ainsi que le prévoit une récente circulaire, alors que, pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les impositions au titre de l'année 1963 atteindront les revenus réalisés en 1963.

4646. — 14 septembre 1963. — M. Baudis ayant pris connaissance des déclarations de M. le ministre des finances et des affaires économiques, selon lesquelles au cours des douze derniers mois les salaires du secteur privé avaient bénéficié d'une majoration supérieure à 9 p. 100, lui demande : 1° pour la même période, le montant des majorations de traitements enregistrées tant pour les fonctionnaires d'Etat que pour les agents du secteur semi-public ; 2° les mesures que le Gouvernement envisage de prendre afin d'éviter d'aggraver l'écart entre les rémunérations des différents secteurs de l'économie nationale.

4649. — 14 septembre 1963. — M. Chérasse expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les conditions climatiques de cet été entraînent une situation catastrophique des cultures dans le département de la Seine-Maritime, notamment pour le blé, l'avoine et, dans une moindre mesure, l'orge. Cette situation est telle qu'il semble probable que ce département sera l'un des plus sinistrés de France. En conséquence, il lui demande s'il compte prendre, parmi celles relevant de sa compétence, les mesures de soutien qui s'imposent en faveur des agriculteurs, à savoir : a) la prorogation du remboursement des prêts de campagne et des prêts aux jeunes agriculteurs ; b) l'octroi de facilités pour le paiement des impôts ; c) l'organisation de la fourniture des semences en quantité suffisante et à bas prix ; d) la stabilisation autoritaire, sinon la baisse, des prix des matériels d'équipement agricole et des engrais ; e) l'organisation du marché des blés fourragers. En outre, et sur le plan général, il lui demande s'il n'envisage pas, en liaison avec M. le ministre de l'agriculture, de diligenter les études visant à la création d'une caisse nationale des calamités agricoles.

4650. — 14 septembre 1963. — M. Chérasse appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le cas d'un contribuable qui s'est vu refuser, en vertu de l'article 31 du code général des impôts, la déduction des frais de remplacement d'une chaudière de chauffage hors d'usage de son revenu foncier. Il lui demande s'il ne serait pas possible, en vue de faciliter au maxi-

mum l'amélioration du patrimoine immobilier, de revenir au régime antérieur à la loi du 28 décembre 1959 et de permettre que certaines charges importantes, telles que le remplacement d'une chaudière de chauffage central ou d'un ascenseur, soient déductibles pour la détermination du revenu net.

4654. — 14 septembre 1963. — M. Mainguy expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la ville de Bourg-la-Reine (17.310 habitants en mars 1962) dépend, en ce qui concerne les contributions directes, d'un contrôle installé près de la gare Montparnasse, à Paris. Les contribuables régionaux qui ne possèdent pas de voiture automobile sont donc obligés d'utiliser différents moyens de transports en commun, avec changements à Denfert-Rochereau ou à la porte d'Orléans. Ceux qui possèdent une voiture ne sont pas mieux partagés puisqu'ils ne peuvent pas la garer à proximité du contrôle. Le service en question devant être déplacé, il serait, paraît-il, question de l'installer dans le quartier de la gare de Lyon, ce qui entraînerait pour les habitants de Bourg-la-Reine des inconvénients encore plus graves : à certaines heures, la durée du trajet dépasse une heure. Il lui demande s'il ne croirait pas préférable de rapprocher ses services des usagers et, puisque la sécurité sociale a le projet d'implanter le siège de sa 8^e circonscription au centre géographique de la banlieue Sud, c'est-à-dire à Bourg-la-Reine, de constituer en liaison avec elle le centre financier et social qui manque dans cette région.

4655. — 14 septembre 1963. — M. Herman demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° si les agents de son administration ont le droit de demander systématiquement tous les ans à certaines catégories de contribuables imposés forfaitairement des renseignements non prévus sur les imprimés du modèle A 2 (exemple : bouchers, boulangers, pâtisseries) ; 2° dans l'affirmative, et devant l'impossibilité matérielle de fournir ces renseignements, si ces contribuables peuvent être poursuivis.

4659. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un décret en date du 8 août 1963, paru au Journal officiel du 21 août, a reporté de 1962 sur 1963 une somme de 9.630.160 francs inscrite au budget de l'agriculture au chapitre du fonds national pour le développement des adductions d'eau. Il lui demande dans quelles conditions ces crédits ont pu rester inemployés en 1962 alors que les besoins sont particulièrement urgents dans ce domaine.

4662. — 14 septembre 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, par arrêté en date du 10 août 1963, paru au Journal officiel du 18 août 1963, une somme de 1.500.000 francs d'autorisations de programme et une somme de 1.500.000 francs de crédits de paiement ont été annulées au chapitre 57-00 concernant la décentralisation administrative. Il lui demande les raisons de cette décision alors que les problèmes posés par la décentralisation administrative semblent, au contraire, nécessiter un effort constant.

4686. — 14 septembre 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la période d'hiver que nous avons vécue a causé des préjudices certains à nombre de transporteurs routiers ; que les barrières de dégel ont, incontestablement, restreint au maximum la circulation routière ; que lesdits transporteurs se sont trouvés très souvent dans l'obligation d'employer à des tâches non productrices l'ensemble de leurs chantiers « poids lourds » ; que, d'autre part, les charges importantes qu'ils ont dû supporter sans contrepartie ont absorbé, dans une très large part, leurs possibilités de trésorerie. Il lui demande : 1° si, dans l'avenir et dans le cas où les rigueurs de l'hiver viendraient à se renouveler, il ne serait pas judicieux de réduire le trafic routier à sa plus simple expression et permettre la circulation à moitié du poids de la charge utile, cette mesure permettant aux professionnels routiers de pouvoir travailler à 50 p. 100 et d'assurer ainsi une meilleure répartition des charges ; 2° si, dans l'impossibilité de donner une suite favorable à ce qui précède, les transporteurs routiers pourraient espérer des dégrèvements de patentes, des taxes sur les véhicules professionnels, des assurances pour non-emploi causé par des mesures restrictives, compte tenu des dépenses supplémentaires de carburant du fait de l'allongement des itinéraires causé par les barrières de dégel.

4694. — 14 septembre 1963. — M. Bérard expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que des arboriculteurs se proposent de constituer une société civile agricole ayant pour objet d'assurer la conservation, le conditionnement et l'écoulement des fruits provenant exclusivement de leurs exploitations. Cette société n'est donc que le prolongement normal des exploitations des sociétaires, et elle s'interdit toute opération commerciale. Il lui demande si le forfait des intéressés peut être influencé du fait de la constitution de la société civile agricole dont ils feront partie, et si les bâtiments que cette dernière fera, le cas échéant, édifier pour les besoins de son activité seront exonérés de la contribution foncière comme étant affectés à un usage agricole.

ANNEXE AU PROCES-VERBAL

DE LA

séance du jeudi 21 novembre 1963.

SCRUTIN (N° 75)

Sur le texte proposé par la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif aux obligations imposées par la loi sur le recrutement (Statut des objecteurs de conscience).

Nombre des votants.....	470
Nombre des suffrages exprimés.....	453
Majorité absolue.....	227
Pour l'adoption.....	48
Contre.....	405

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Ont voté pour (1) :

MM.	Frys.	Quentier.
Achille-Fould.	Goemacre.	Renouard.
Allières (d').	Halguet (du).	Rocca Serra (de).
Anthonioz.	Ibrahim (Said).	Roques.
Bauvois.	Ioart.	Rousselot.
Beauniet (André).	Lainé (Jean).	Royer.
Boscary-Monsservin.	Leduc (René).	Salienave.
Bourguin.	Lepage.	Sesmaisons (de).
Briand.	Loise.	Térré.
Cazenave.	Merlin.	Thorallier.
Cerneau.	Mohamed (Ahmed).	Valentin (Jean).
Coudere.	Mondon.	Van Haecke.
Dalaunz.	Moynef.	Vitier (Pierre).
Dentan.	Palméro.	Voliqult.
Durbel.	Picquot.	Voisin.
Feuillard.	Poudevigne.	Weber.
Fouchier.		

Ont voté contre (1) :

MM.	Bouloy.	Coustd.
Abein.	Bourdellès.	Couzinet.
Aizier.	Bourgeois (Georges).	Dancité.
Albrand.	Bourgeois (Lucien).	Danel.
Alduy.	Bourges.	Danilo.
Ansquer.	Bourgoin.	Darchicourt.
Ayme.	Bousseau.	Darras.
Mme Ayme de La	Boutard.	Dassault (Marcel).
Chevrelière.	Bouthière.	Dasslé.
Bailly.	Brettes.	Daviaud.
Ballanger (Robert).	Bricout.	Davoust.
Balmigère.	Briot.	Debré (Michel).
Barberot.	Brousset.	Defferre.
Barbet (Raymond).	Brugeroie.	Degraeve.
Barde (Maurice).	Buot (Henri).	Duot.
Barniaudy.	Bustin.	Delatre.
Barrot (Noël).	Cochat.	Dellaune.
Bas (Pierre).	Caill (Antoine).	Delmas.
Baudis.	Caillie (René).	Delong.
Baudouin.	Canca.	Delorme.
Bayle.	Capitant.	Delory.
Bayou (Raoul).	Carlier.	Denis (Bertrand).
Béchar (Paul).	Carter.	Denvers.
Becker.	Cassagne.	Derancy.
Bécue.	Catalifaud.	Deschizeux.
Bénard (François)	Catroux.	Desouches.
(Olse).	Catry.	Didier (Pierre).
Bénard (Jean).	Cermolacce.	Mlle Diensch.
Bérand.	Césaire.	Doize.
Béraud.	Chalopin.	Drouot-L'Herminie.
Berger.	Chambrun (de).	Dubuls.
Bernard.	Chandernagor.	Ducap.
Berthouin.	Chapuls.	Ducos.
Bignon.	Charbonnel.	Duffaut (Henri).
Billères.	Charpentier.	Dullot.
Billotte.	Charret (Edouard).	Duhornel.
Billoux.	Chauvet.	Dumontier.
Bisson.	Chazalon.	Duperier.
Blanché.	Chaze.	Dupuy.
Blaise.	Chérasse.	Duraftour.
Boinville.	Cherbonneau.	Duriot.
Boisson.	Christiaens.	Dussarhou.
Bonnel (Christian).	Clerget.	Dusseaux.
Bonnel (Georges).	Clostermann.	Dutene.
Bord.	Comte-Offenbach.	Duvillard.
Bordage.	Cornette.	Ebrard (Guy).
Borocco.	Cosie-Florot (Paul).	Ehm.
Boscher.	Coulliet.	Escande.
Bosson.	Coumaros.	Evrard (Roger).

Fabre (Robert).	La Combe.	Musmeaux.	Sablé.	Spénaie.	Vallon (Louis).
Fagot.	Lacoste (Robert).	Nègre.	Sagelle.	Taillinger.	Vals (François).
Fajon (Elienne).	Lamarque-Gando.	Nessler.	Saintout.	Terrenoire.	Vauler.
Faulou.	Lamps.	Newirth.	Salagnac.	Thillard.	Var.
Faure (Gilbert).	Lapyrusse.	Niès.	Salardaine.	Mme Thome-Patenôtre	Verdroux.
Faure (Maurice).	Larne (Tony).	Noirel.	Sallé (Louis).	(Jacqueline).	Ver (Antonin).
Feix.	Lathière.	Solebart.	Sangler.	Thorez (Maurice).	Véry (Emmanuel).
Fiévez.	Laudéin.	Sou.	Sanguinetti.	Tinguy (de).	Vial-Massat.
Fil.	Mme Lannay.	Sungesser.	Sanson.	Tirefort.	Vignaux.
Flornoy.	Laurent Marceau.	Touin.	Sauzedde.	Tomasini.	Vivien.
Fontanel.	Lavigne.	Urvoën.	Schaff.	Touret.	Voyer.
Forest.	Le Bault de La Mor-	Palowski (Jean-Paul).	Schaffner.	Tourné.	Wagner.
Fossé.	nère.	Paquet.	Schlesing.	Tourey.	Weinman.
Fouel.	Leroq.	Pasquini.	Schumann (Maurice).	Trémollières.	Westphal.
Fourmond.	Lerouin.	Pavol.	Schwartz.	Tricon.	Yvon.
Fourvel.	Le Douarec (François).	Perelli.	Sérafini.	Mme Vallant-	Ziller.
Fraissinelle (de).	Le Gall.	Péronnet.	Seramy.	Coulurier.	Zimmermann.
François-Bernard.	Le Gallo.	Perrin (François).	Souchal.	Valenet.	Zuccarelli.
Fréville.	Le Gougnen.	Perrin (Joseph).			
Fré.	Legenne (Max).	Perrol.			
Gaillard (Félix).	Le Lann.	Peyrol.			
Gamel.	Lavaire.	Peze.			
Garcin.	Lemarchand.	Pezou.			
Gasparin.	Lepou.	Piloulin.			
Gaudin.	Lepidi.	Philibert.			
Gauthier.	Lepourry.	Philippe.			
Georges.	Le Tac.	Pic.			
Germain (Charles).	Le Theule.	Pierrebourg (de).			
Germain (Hubert).	L'Huillier (Waldeck).	Pillet.			
Gernez.	Lukowski (de).	Plomel.			
Girard.	Lloux.	Planel.			
Godefroy.	Lolive.	Pleven (René).			
Gorce-Franklin.	Lougequene.	Mme Ploux.			
Gorge (Albert).	Louslan.	Poirier.			
Grailly (de).	Luciani.	Poncet.			
Grenel.	Macquel.	Ponsellé.			
Grenier (Fernand).	Magne.	Poulpaquet (de).			
Grinaud.	Maillot.	Prémont (de).			
Grussenmeyer.	Mainguy.	Prigent (Tanguy).			
Guilhermin.	Malène (de La).	Prioux.			
Guillon.	Malleville.	Prival.			
Guyot (Marcel).	Manceau.	Rabourdin.			
Halbout (André).	Marcenel.	Radlus.			
Halbout (Emile-Pierre).	Marquand-Galard.	Raffler.			
Hauret.	Marlet.	Ranette (Arthur).			
Mme Hauteclouque	Masse (Jean).	Rautel.			
(de).	Massol.	Rausl.			
Hébert (Jacques).	Malabon.	Regaudie.			
Héber.	Max-Pell.	Réboré.			
Heitz.	Méck.	Rey (André).			
Herman.	Méhaugnerie.	Rey (Henry).			
Hersant.	Mer.	Ribadeau-Dumas.			
Hersberger.	Mennier.	Rivière (René).			
Häffer.	Michaud (Louis).	Richard (Lucien).			
Hoslier.	Milhan (Lucien).	Richards (Arthur).			
Houcke.	Miossec.	Richel.			
Houël.	Mitterrand.	Riehon.			
Thucl.	Moch (Jules).	Rishourg.			
Jacquet (Michel).	Mollet (Guy).	Riller.			
Jacson.	Monnerville (Pierre).	Rivah.			
Jaillon.	Montagne (Rémy).	Rives-Henrys.			
Jamol.	Moutalal.	Rivière (Joseph).			
Jarrol.	Montel (Eugène).	Rivière (Paul).			
Jullien.	Montesquieu (de).	Roche (Bernard).			
Jasklewenski.	Morisse.	Roche (Waldeck).			
Karelher.	Morleval.	Rouss.			
Kasperelt.	Moulin (Arthur).	Roucaute (Roger).			
Kir.	Moulin (Jean).	Roux.			
Krieg.	Moussa (Ahmed-	Reals.			
Kropffé.	Idriss).	Ruffe.			
Labéguerte.		Saballer.			

Se sont abstenus volontairement (1) :

MM.	Duchesne.	Mme Prin.
Bellecour.	Hoguel.	Roche-Defrance.
Boisdé (Raymond).	Huault.	Schmillein.
Compenay.	Laurin.	Schnebelen.
Cornut-Geuille.	Lenormand (Maurice).	Tearki.
Delachenal.	Piana.	Vauthier.

N'ont pas pris part au vote :

MM.	Charé.	Guéna.
Bernasconi.	Charvet.	Le Guen.
Calméjane.	Collette.	

Excusés ou absents par congé (2) :

(Application de l'article 159, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM. Bizet, Chapatain et Lalle.

N'ont pas pris part au vote :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, et M. Chamant, qui présidait la séance.

A délégué son droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

M. Moussa (Ahmed Idriss) à M. Richards (Arthur).

Motifs des excuses :

(Application de l'article 159, alinéa 3, du règlement.)

MM. Bizet (maladie).
Lalle (maladie).

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.

(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.